

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F
Algérie, 1 DA; Maroc, 1,30 dir.; Tunisie, 100 m.; Liban, 1 L.L.; Israël, 10 sch.; Belgique, 11 fr.; Canada, 60 c. cts.; Danemark, 2,75 kr.; Espagne, 22 pes.; Grèce, 120 dr.; Italie, 120 L.; Japon, 110 y.; Luxembourg, 11 fr.; Norvège, 2,75 kr.; Pays-Bas, 1,30 fl.; Portugal, 11 esc.; Suède, 2 kr.; Suisse, 1 fr.; U.S.A., 13 cts.; Yougoslavie, 10 dds.
Tarif des abonnements page 13
5, RUE DES ITALIENS
75437 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris 954512
Tél. : 770-91-29

Un accord sur le Sahara aurait été conclu entre l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie

LIRE PAGE 2

A REFORME DU CONCLAVE

Le VI a renoncé à associer les cardinaux à l'élection

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La fin de l'Érap en Algérie

C'est la fin de l'Érap en Algérie. Tel est le commentaire de l'agence algérienne de presse après la rupture des négociations entre la Souttrach et le groupe d'État français présidé par J. Guillaumat. Non seulement l'Érap ne sera plus « associé » à la production du pétrole algérien, mais il n'en achètera pas une goutte en 1976. Les accords de recherche d'Elf en Algérie subsistent cependant.

Les versions données à Paris et à Alger de l'événement sont contradictoires. Dès juillet dernier, M. Guillaumat avait clairement et publiquement laissé entendre qu'il trouvait le pétrole algérien trop cher. Dans le communiqué diffusé jeudi par Elf, il est sous-entendu que, alors que les négociations portant sur l'achat en 1976 de 2 millions de tonnes « étaient sur le point d'aboutir », les Algériens auraient finalement fait savoir qu'ils n'acceptent pas de pétrole disponible.

A Alger, on affirme que les négociations traînaient en longueur, que le prix d'achat proposé par Elf était trop faible, et que d'autres compagnies étrangères s'étaient offertes pour écouler le pétrole algérien. Ainsi, ajoute l'agence de presse algérienne, « Elf ne pourra plus réaménager le renouveau simplifié » offert au pétrole algérien.

Qui a raison ? Qui a tort ? Un écart de 100 millions de francs sépare les deux versions. Certes, on ne peut exclure définitivement de la part de l'agence Elf, que certains renseignements dans ses rapports avec l'Algérie. L'agence qu'anime M. Guillaumat n'est-elle vraiment adossée que les éléments qu'elle a découverts dans les sables du Sahara, relevant logiquement et définitivement de la souveraineté algérienne ? Apparemment, la Compagnie française des pétroles n'a pas de problèmes de ce genre puisqu'elle a reconstruit sans aucun drame ses accords avec l'Algérie.

Pent-être aussi les Algériens ont-ils de la peine à surmonter un certain complexe d'ex-colonisés, ce qui expliquerait une agresseur parfois intempestive. Les rapports franco-algériens restent, en vérité, chargés d'ambiguïté et pas seulement dans le domaine du pétrole. D'ailleurs, l'échec est le résultat d'un échec économique dans les relations économiques qu'on a expliquées de diverses manières : annulation de l'accord de trois camions Renault contre pétrole ; abandon de l'usine de matériel téléphonique que C.I.T.-Alcatel comptait construire ; remise en cause de la construction de l'usine Zenatti, à Oran.

L'accumulation de ces déboires contraste singulièrement avec l'optimisme manifesté au moment du voyage de M. Giscard d'Estaing en Algérie.

Il serait intéressant à ce propos, de savoir si M. Guillaumat avait reçu des instructions du gouvernement. On a peine à croire, en effet, que dans une affaire aussi importante les pouvoirs publics pourraient ne pas s'être saisis d'un groupe d'État ou qu'il ne laisse pas une option purement commerciale guider ses options.

Les manifestants de Lisbonne ont fait céder le gouvernement

Dans la nuit du jeudi 13 au vendredi 14 novembre, le gouvernement portugais a cédé aux exigences des grévistes du bâtiment qui pendant trente-six heures avaient assiégré le palais de l'Assemblée constituante et la résidence du premier ministre.

L'amiral Pinheiro de Azevedo, qui refusait de négocier, a finalement accepté de négocier avec les grévistes. Le ministre de la communication sociale (Information) est lui aussi en butte aux attaques des communistes et de l'extrême gauche. Il a été licencié, aux fonctions de deux administrateurs - proches du parti communiste - de l'agence de presse ANOP parce qu'ils n'assuraient pas « la rigueur et l'objectivité de l'information ». La commission des travailleurs de l'agence s'est déclarée solidaire des administrateurs.

De notre correspondant
Lisbonne. — Après avoir incité pendant trente-six heures le palais de São Bento, siège de l'Assemblée constituante et la résidence officielle du premier ministre, les milliers d'ouvriers du bâtiment qui revendiquaient la signature d'un contrat collectif de travail ont obtenu gain de cause. Toutes leurs exigences ont été satisfaites : salaire minimum de 8.500 escudos (1100 F) ; ouverture d'une enquête sur les activités du ministre du travail, le capitaine Tomaz Rosa, et de son secrétaire d'État, M. Marcelo Corte, dirigeant du parti socialiste ; création d'une commission mixte contrôlée par les syndicats et chargée de définir une nouvelle politique pour ce secteur en crise, qui emploie plus de cinq cent mille travailleurs.

Il était 5 heures, ce vendredi matin 14 novembre. Les manifestants s'étaient rassemblés devant le palais de São Bento, siège de l'Assemblée constituante. Les négociations traînaient en longueur, les deux parties restant sur leurs positions au sujet de la fixation d'un salaire minimum. Apparemment, c'était l'impasse. Aussi lorsque les dirigeants syndicaux annonçaient que le premier ministre venait de céder, la joie éclata parmi les grévistes. Ceux qui dormaient sur les pelouses et sur les marches du palais se réveillèrent. Les drapeaux et les pancartes étaient frénétiquement agités. On s'embrassait. Pour les délégués syndicaux, c'était le triomphe, après des moments très difficiles. A la tension et à l'agitation des longues heures d'attente succédait une sorte de fraternisation générale. Même la police municipale et le G.N.R. (Garde nationale républicaine) de service à l'intérieur du palais avaient droit à l'hommage public.

Defendre la démocratie menacée
Un vieil incident avait pourtant tenu écarté peu auparavant quand les manifestants avaient voulu s'opposer au remplacement des quatre-vingts agents de la G.N.R., qui, fatigués d'un si long siège, demandaient à être relevés. Depuis la « libération » le 13 novembre à midi, des députés et des fonctionnaires du palais, les bâtiments étaient pratiquement sous le contrôle des dirigeants syndicaux, qui filtraient les entrées et les sorties après avoir installé des haut-parleurs sur le balcon. Une bonne partie des

salons étaient « réquisitionnés » pour des réunions ou comme salles de repos. Les longs couloirs, naguère inaccessibles, étaient devenus familiers aux membres des commissions, que l'on pouvait reconnaître à leur brassard rouge.

Tous avaient conscience d'être au centre d'une crise politique qui ébranlait tous les organes du pouvoir. Partis politiques, gouvernement, Conseil de la révolution, présidence de la République, étaient concernés par ce qui avait commencé comme un simple conflit du travail.

Dans un communiqué diffusé le jeudi 13 novembre, le parti socialiste avait lancé un « appel au peuple » pour l'inviter à « défendre par tous les moyens le plus précieux des biens : la liberté ». Le directeur du quotidien *A Luta*, M. Raúl Rego, député socialiste, publiait un éditorial dans lequel, à propos de la séquestration des députés, il demandait : « Où est le président de la République, qui ne réagit pas devant un tel crime ? »

JOSE REBELO.
(Lire la suite page 2.)

Les Six vont chercher à Rambouillet à sortir ensemble de la récession

Washington attache beaucoup d'importance au « sommet »

La conférence économique et monétaire « en sommet », qui s'ouvrira samedi 15 novembre, à 18 heures, à Rambouillet, entre les six chefs d'État et de gouvernement (États-Unis, France, Allemagne fédérale, Grande-Bretagne, Japon et Italie), est désormais prise très en sérieux dans les milieux politiques de Washington, où l'on se méfie jusqu'à y voir « une première tentative de remise en ordre » de l'économie des pays industrialisés. Le président Ford est attendu samedi, à 13 h. 10, et on ne compte pas moins de six cents Américains, moitié experts et fonctionnaires, moitié journalistes, qui accompagneront le président. M. Henry Kissinger et le secrétaire au Trésor. Le premier ministre japonais, M. Takeo Miki, est pour sa part, arrivé vendredi matin. Il a exprimé l'espoir, en cours d'une

« Realpolitik » et solidarité internationale

par PIERRE DROUIN
Si les six chefs d'État et de gouvernement qui se retrouveront lors du prochain week-end au château de Rambouillet peuvent arriver pendant ce court espace de temps la machine économique mondiale, afin de la démonter à la fois, ils ne s'en privent pas. Volonté d'examiner le degré d'urgence des ressorts, des freins, d'essayer de comprendre pourquoi elle ne répond plus comme il faut quand on tripote tel levier, ou qu'on la secoue avec des plans de relance ou de redressement. Hélas, on ne peut travailler en économie que sur des « modèles », où ce que le constructeur a dans la tête ne tient guère moins de place que les faits.

À vrai dire, les théories captaient beaucoup moins l'attention de ces hauts personnages que les initiatives et les rapports de forces, comme d'habitude. On ne pouvait noter cette fois des éléments nouveaux.

Jusqu'à présent deux « lois » non écrites pouvaient, pensait-on, mettre un peu d'ordre dans la mécanique économique internationale : celle de la « main invisible », qui provoquait des phénomènes de compensation, en distribuant le plus d'inflation, la plus de récession, la « loi du plus fort » qui, souvent au reste, se dissimulait sous l'autre.

Tout cela n'a plus l'air de très bien marcher. D'abord, on n'enregistre plus, depuis trois ans, les déphasages conjoncturels de la société industrielle occidentale qui avaient permis aux nations pendant les années 60 d'éviter les processus cumulatifs d'inflation et de récession que l'on constate en ce moment. Sans doute était-il un peu naïf de penser que ces « harmonies prétables » allaient permettre d'éviter longtemps les pilotes. Au-delà d'un certain seuil, les distorsions ne se corrigent plus par celles qui se produisent en sens inverse. Mais la question est de savoir pourquoi nous avons dépassé ce seuil.

On peut isoler quatre phénomènes qui poussent dans le même sens, celui d'une interprétation croissante des nations :

1) Souvent mise en avant, l'expansion des échanges, bénéfique certes puisqu'elle permet une meilleure division internationale du travail, donc une augmentation générale du niveau de vie, transmet de plus en plus les influences. Celles-ci comme c'est le cas, sont d'autant plus mauvaises (stagflation) que l'accompagnement monétaire de ces courants (couro-dollars, changes flottants) pousse au laxisme général.

(Lire la suite page 37, ainsi que l'article d'HENRI PIERRE, page 35.)

LA QUERELLE DE LA FORMATION DES PROFESSEURS LES MÉFIANCES DE M. HABY

par FRÉDÉRIC GAUSSEN
La réforme de la formation des maîtres verra-t-elle le jour ? Il y a eu tout cela longtemps que ce dossier épineux, qui est déjà connu tant de déboires, ne s'était trouvé en une aussi mauvaise passe. Les récentes déclarations de M. Haby (1), partant en guerre contre les universitaires, s'est fait que parler sur la place publique des divergences et des conflits déjà anciens.

Parmi toutes les réformes concernant l'enseignement, celle de la formation des professeurs de l'enseignement secondaire est l'une des plus difficiles et des plus importantes.

(1) Le ministre de l'Éducation a notamment déclaré, devant les universitaires, s'est fait que parler sur la place publique des divergences et des conflits déjà anciens.

Les difficultés ont été singulièrement accrues, depuis un an, par le coupure en deux de l'enseignement primaire et secondaire national : aux querelles précédentes entre les ordres d'enseignement, s'est ajouté un conflit de frontières entre deux académies

cherchant à affirmer leurs compétences respectives.

La formation des professeurs de lycées résultait, traditionnellement, d'un équilibre subtil entre les universitaires — qui assuraient la formation théorique des étudiants dans des disciplines bien définies — et les inspecteurs généraux de l'instruction publique, qui évaluaient le résultat de cette formation en contrôlant les concours de recrutement (certificat d'aptitude au professorat, concours de recrutement de l'enseignement de second degré, CAPES, etc.). Cette collaboration pouvait donner lieu à des frictions, mais limitées, dans la mesure où les uns et les autres étaient d'accord sur une conception commune, à savoir que la qualité d'un professeur de lycée dépendait de l'ampleur de sa formation théorique dans sa discipline. Ainsi, la formation des futurs professeurs n'était pas différente de celle que recevait tout étudiant faisant des études supérieures de lettres ou de sciences, sans se destiner à l'enseignement.

(Lire la suite page 15.)

UN ENTRETEN
AVEC LE NOUVEAU
DIRECTEUR GÉNÉRAL
DE LA F.A.O.
« Les pays du tiers-monde ne veulent plus se contenter d'une simple assistance », nous déclare M. Saouma.
(Lire page 38.)

1914-1917 : Lénine exilé à Zurich prépare la Révolution



Soljénitsyne
LENINE
A ZURICH

Un grand portrait historique

SEUIL

AU JOUR LE JOUR

Soldats et militaires

On a beaucoup parlé de l'armée cette semaine, mais peut-être n'a-t-on pas suffisamment prêté attention au choix des termes et, notamment, distingué entre le soldat et le militaire.

Par exemple, on peut jouer au petit soldat, mais jamais au petit militaire : un militaire aspire toujours à être un grand soldat. D'autre part, on peut être militariste ou antimilitariste, mais jamais soldatiste ou anti-soldatiste.

La raison en est sans doute que l'antonymie de militaire est civil, alors qu'un civil peut très bien se retrouver soldat sans l'avoir demandé.

Enfin, après usage, un militaire fait un retraité, alors qu'un soldat fait, au mieux, un ancien combattant — ou pire, un nom sur une stèle.

ROBERT ESCARPIT.

A PROPOS D'UNE EXPOSITION

La gloire de Maïakovski ou le poète embaumé

Le 18 novembre s'ouvre, au Centre national d'art contemporain, sous l'égide du Musée d'art moderne et de l'Association France-U.R.S.S., une exposition Maïakovski intitulée « Vingt ans de travail ».

Quarante-cinq ans après sa mort, comment considère-t-on Maïakovski en Union soviétique ? Qu'a-t-on fait de lui ?

La Russie a toujours eu une passion pour ses poètes. Dans la pensée populaire, ils sont des surhommes, des magies, des prophètes, envoyés au peuple pour lui enseigner le droit chemin et la beauté. La religion de Pouchkine, par exemple, ne connaît pas d'équivalent ailleurs dans le monde... L'époque soviétique, sans rejeter pour autant Pouchkine, a

repris cette tradition : elle aussi aime ses poètes et les entoure d'une effusion et d'un culte inconnus chez nous.

NICOLE ZAND.
(Lire la suite page 30.)

ROD
NOUVEAU
LE SOUDAN A UN ROLE JOUER POUR PROMOUVOIR LA COOPÉRATION FRANCO-ARABE
écrit le président Nemeiry
(Lire page 7.)

AFRIQUE

L'AVENIR DU SAHARA OCCIDENTAL

« EN CONFORMITÉ AVEC LES RECOMMANDATIONS DE L'ONU »

Le Maroc, l'Espagne et la Mauritanie seraient parvenus à un accord

Les négociations tripartites réunissant l'Espagne, le Maroc et la Mauritanie, sont parvenues à des résultats satisfaisants. Elles ont été tenues en conformité avec les recommandations du Conseil de sécurité, déclare un communiqué commun publié vendredi matin à Madrid, à l'issue de trois jours d'entretiens.

A aucun moment, le communiqué ne mentionne l'existence d'un accord comme

indiqué, de source informée, plus tôt vendredi à Madrid.

On sait que l'accord prévoyait, dit-on, jeudi soir, ne pourra être officialisé qu'après le vote par les Cortes espagnoles, le 18 novembre, du projet de loi sur la décolonisation du Sahara occidental.

Les derniers participants à la « marche verte » ont quitté jeudi le Sahara occidental. Quarante mille volontaires restent

pendant massés à proximité de la frontière. Il se confirme aussi que quelques unités des forces armées royales marocaines se sont infiltrées dans le territoire et y effectuent des patrouilles.

Les autorités de Rabat ont annoncé jeudi la rupture des relations diplomatiques avec la République démocratique allemande, en raison « de la campagne insinuante déclenchée par ce pays contre l'unité territoriale du royaume chrétien ».

De notre envoyé spécial

Madrid. — Les grandes lignes d'un accord de principe hispano-marocain sur le Sahara occidental auraient été définies au cours des entretiens au plus haut niveau qui se déroulent dans la capitale espagnole, depuis mardi dernier. La délégation espagnole est dirigée par M. Arias Navarro, chef du gouvernement; celle du Maroc, comprenant sept personnes dont le ministre des affaires étrangères et le directeur des opérations militaires, est présidée par M. Ahmed Ould Daddah, premier ministre. La Mauritanie, représentée par son ministre des affaires étrangères, M. Ould Moulkhaïm, a participé seulement à certaines des séances de travail qui ont eu lieu à huis clos, au siège de la présidence du gouvernement, et qui n'avaient fait l'objet d'aucun communiqué officiel

jusqu'à ce vendredi matin 14 novembre. Une déclaration d'intentions politiques prévoyant la cession par l'Espagne au Maroc de l'administration du Sahara occidental, sous réserve d'un accord avec les Nations unies, serait déjà rédigée. Des accords de coopération économique organiseraient, d'autre part, les futures relations entre l'Espagne et le Maroc, dans le territoire actuellement contesté. D'autres questions, en particulier militaires, ont été abordées. Le maintien d'un ou deux bases militaires espagnoles au Sahara a été discuté.

Dans les milieux proches de la délégation marocaine, on laisse même entendre que Rabat, repré-

senté par M. Castiella, alors ministre espagnol des affaires étrangères, accepterait de soutenir fermement Madrid dans son contentieux avec Londres sur Gibraltar. La question des « présidents » espagnols de Ceuta et de Melilla serait, aux termes de l'accord, « gelée » par les Marocains; la semaine dernière, ces derniers avaient fait comprendre à Madrid qu'une aggravation de la tension provoquée par la « marche verte » était sans aucun lien avec deux enclaves espagnoles situées sur la côte méditerranéenne du Maroc.

Le futur accord politique, les pourparlers ont été interrompus. M. Arias Navarro devrait présider la « petite conseil » des ministres qui a préparé la réunion plénière de ce vendredi à la Zarzuela, sous la direction du prince Juan Carlos, chef d'Etat espagnol. Mais on notait alors un optimisme « raisonnable » dans les trois délégations, où l'on estimait que le message, pourtant très sec dit-on, adressé mercredi par le président Bourdiesse à M. Arias Navarro, n'était pas de nature à modifier le cours des entretiens. On faisait d'ailleurs état, par ailleurs, d'un message « positif » du secrétaire général des Nations unies.

Le vote des Sahraouis « extérieurs »

Les dirigeants espagnols ont été étonnés de ne pas donner l'impression que leur position, maintes fois exposée, devant les Nations unies en particulier, au début de novembre, lors des débats devant le Conseil de sécurité, « alors que la « marche verte » suscitait des appréhensions à Madrid. Tout accord bilatéral, ou multilatéral, doit être, selon eux, le résultat d'un processus démocratique. Le premier terme consistait pour l'Espagne à se retirer du territoire et à offrir sa coopération à l'administration provisoire jusqu'à scrutin d'autodétermination. Le second était la possibilité d'un accord direct sur la décolonisation du Sahara entre les parties intéressées, accord soumis ensuite à l'approbation des Nations unies. La première formule implique une « neutralité » relative, mais bien plus réelle de l'Espagne. La seconde débouche sur l'acceptation implicite à moyen terme par Madrid de l'« anclage » marocain sur le Sahara et négocie les formes mises en garde de l'Algérie, pays avec lequel Madrid entretient des relations économiques très importantes.

Dépasser les limites de l'organisation internationale aux heures les plus agitées de la « marche verte », ayant obtenu à ce jour les meilleurs résultats en échange d'une reprise du dialogue direct avec Rabat, les dirigeants espagnols se sont engagés dans la seconde voie. Mais celle-ci n'est pas non plus exempte d'embûches et de périls, tant intérieurs qu'extérieurs.

Les relations bien informées, au moins en ce qui concerne l'acceptation que quarante-cinq mille Sahraouis résidents actuellement au Maroc participent au scrutin d'autodétermination re-

commandé par les Nations unies. La population actuelle du territoire est estimée à quelque soixante-dix mille habitants, dont une vingtaine de mille se trouvent encore dans la capitale El-Aoun. Cet « exode », s'il se concrétise, permettrait sans doute aux Marocains de l'exporter dans le respect des résolutions de l'ONU. Mais on imagine que les Sahraouis, s'ils se concentrent dans ce « arrangement », qui ne correspond pas, selon eux, aux réalités locales. En outre, le Front Polisario, qui multiplierait ses actions de sabotage de main contre les unités des forces royales marocaines infiltrées dans le nord-est du territoire abandonné de fait par Madrid espagnole, s'efforcerait probablement de saboter l'accord.

La future coopération économique hispano-marocaine intéresse de nombreux secteurs : les phosphates d'abord, où les investissements espagnols sont estimés à quelque dix millions de dollars. Le Maroc propose une exploitation commune des gisements de Fos-Bou-Cra, l'Espagne consentant 50 % des parts et des droits. La pêche, ensuite : les eaux du littoral saharien sont très poissonneuses. La flotte espagnole bénéficierait de droits réservés dans cette zone. Une clause complémentaire prévoit l'indemnisation des Espagnols résidents au Sahara occidental; ces derniers, pour la plupart, ont été évacués vers Madrid ou les Canaries.

Si ces accords politiques et économiques devaient être confirmés, ils constitueraient un nouveau succès pour ce qu'on appelle à Madrid le « lobby » marocain. Celui-ci dispose de solides soutiens au sein du gouvernement, compte des avocats d'affaires, représentant les très nombreux intérêts du roi Hassan II en Espagne et est lié à des groupes financiers importants.

Le volontaire de faire échec à l'Algérie révolutionnaire du colonel Boumedienne ne semble pas absent des discussions. C'est un argument que le « lobby » marocain utilise pour défendre ses thèses auprès du haut état-major espagnol, dont le souci majeur est de quitter le Sahara la tête haute. Pour la droite franquiste, surtout de Madrid, les pourparlers jusqu'à la disparition effective de Franco, il est préférable de s'entendre avec le marocain à la o u i f e , profondément conservateur, qu'avec une Algérie porte-parole d'un tiers-monde révolutionnaire et soupçonné d'avoir partie liée avec P.U.R.S.S. Pour la droite du régime, le coup d'Etat de 1971, le « forag » marocain, manifeste depuis le début de la semaine, trouve-t-il un écho favorable auprès de ceux des dirigeants espagnols qui ont pressé de conclure. Mais de fortes réserves et des réserves demeurent.

Les nouvelles qui viennent du Sahara, tout état d'un certain Soudan, chez les jeunes officiers de l'armée d'Afrique. La visite du prince Juan Carlos leur avait redonné confiance dans la détermination de Madrid. Les rumeurs sur les « assurances » que Hassan II aurait obtenues ne parvenant que les agacer. D'autant plus que les informations sur la pénétration de forces unités de l'armée régulière marocaine au sud de la frontière se multiplient.

MARCEL NIEDERGANG.

Le Front Polisario et le PUNS tentent chacun d'améliorer leurs positions

De notre envoyé spécial

Las-Palmas-de-Gran-Canaria. — Tandis que paquebots, cargos et avions continuent d'évacuer vers les îles Canaries plus de quatre mille réfugiés du Sahara occidental, une importante escadre de la flotte espagnole vient de mouiller dans les ports de l'archipel.

Cette force navale doit garantir l'application des mesures prises par le gouvernement pour assurer l'autodétermination du Sahara occidental. Le commandant, l'amiral Arvelo Peluz.

La flotte doit réagir pour une période indéterminée dans les eaux canariennes. Elle transporte au total six mille hommes, dont trois mille cinq cents marins, deux mille fusiliers d'infanterie de marine et cinq cents pilotes, et observateurs d'hélicoptères. Les effectifs de l'ensemble de la marine espagnole sont actuellement de quarante-six mille hommes.

L'escadre pourrait s'installer dans le baie de la Isla, ce qui permettrait d'assurer la liaison avec la base aérienne de Gando. Elle disposera de postes avancés dans d'autres îles, et en particulier à Lanzarote et à Fuerteventura, deux blocs rocheux qui constituent de véritables « porte-avions », et se trouvent à seulement 150 kilomètres à l'ouest du Sud marocain, face à l'ancêtre enclave espagnole du cap Juby. Il n'est pas, cependant, question d'édifier à cet endroit une grande base stratégique. Interrogé à ce sujet, l'amiral Arvelo Peluz a estimé que les installations existantes étaient suffisantes. Il a aussi fait remarquer que les îles de Lanzarote et de Fuerteventura disposent

de faibles réserves en eau potable.

Les jeunes officiers de la marine, comme leurs camarades de l'armée de terre, ne se font pas d'illusion sur la capacité des armées espagnoles de contrôler effectivement l'ensemble du Rio-de-Oro et de la Sagua-El-Hamra. Aussi ne sont-ils pas hostiles à l'envoi éventuel d'une force d'intervention des Nations unies pendant que l'Organisation internationale tenterait de trouver une solution négociée avec le Maroc, l'Algérie, le Front Polisario et le Parti de l'unité nationale sahraoui, seule formation politique reconnue par l'administration espagnole.

Pour l'instant, le Front Polisario et le PUNS tentent chacun d'améliorer leurs positions. Le port de la Gdeira, à l'extrémité sud du Sahara, est entièrement contrôlé par le Front, qui a déjà mis en place des commissions civiques. Le PUNS aurait occupé les localités d'Auserd, de Tichia et de Myoc, dans le centre du pays, où il aurait ouvert des bureaux de recrutement. A Auserd, le Polisario aurait réussi à encercler les soixante hommes du PUNS. Les guérilleros du Polisario disposent d'un important armement léger, livré notamment par l'Algérie. Ceux du PUNS sont moins bien équipés.

Quant à l'armée marocaine, elle aurait, après le reflux de la « marche verte », laissé dans le nord-est du Sahara espagnol une dizaine de Land-Rover montées par des patrouilles armées dans les centres de Hacoosa et d'Ich-Dra, à proximité de Mahbes, où tient garnison un tercio de la légion espagnole.

LÉO PALACIO.

Rabat estime que son entente avec Nouakchott est renforcée

De notre correspondant

Marrakech. — La rencontre, qui s'est déroulée au début de la semaine à Colomb-Béchar entre les présidents Bourdiesse et Moktar Ould Daddah, n'a altéré en rien l'entente maroco-mauritanienne à propos du Sahara occidental. Dans les milieux proches du gouvernement, on n'hésite pas à parler catégoriquement de l'« échec » de cette réunion.

Les Mauritaniens auraient même peu apprécié — selon les Marocains — certains comportements algériens de nature à froisser leur fierté et leur dignité. Tous comptes faits, les derniers événements seraient plutôt renforcés l'axe Rabat-Nouakchott, qu'il s'agisse des négociations tripartites de Madrid, de la rencontre entre MM. Bourdiesse et Ould Daddah et des entretiens entre le président mauritanien et le roi Hassan II.

Les Marocains prédisent que le front commun constitué par les parties « concernées », Espagne, Maroc et Mauritanie, ne constituera pas une « machine de guerre » contre la partie « intéressée », en l'occurrence l'Algérie. La radio a

même affirmé que les négociations en cours à Madrid étaient dominées par la volonté de toutes les parties « de préserver l'amitié et le bon voisinage ».

Dans l'un de ses discours récents, le roi Hassan II disait que l'affaire du Sahara occidental servirait de test au Maroc pour distinguer ses amis de ceux qui ne le sont pas et en tirer des conclusions. Jeudi, Rabat a décidé de rompre ses relations diplomatiques avec la République démocratique allemande en raison d'une « campagne de presse » des « organes officiels » de ce pays. Ces derniers sont accusés de s'être élevés en termes inacceptables « contre les intentions sacrées du royaume et les aspirations légitimes du peuple marocain à parachever son intégrité territoriale » et d'avoir porté de ce fait atteinte « aux bons rapports » et aux « règles élémentaires de respect et de courtoisie qui régissent les relations entre Etats souverains ». C'est là un overstatement qui, au-delà de la R.D.A., vise l'ensemble des pays socialistes.

LOUIS GRAVIER.

EUROPE

L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION

Les manifestants de Lisbonne ont fait céder le gouvernement

(Suite de la première page.)

Le parti populaire démocratique, quant à lui, doutait de l'efficacité du général Gosta Gomes comme chef d'état-major général des forces armées et, sur son charisme, mobilisait ses militants dans un communiqué diffusé le 13 novembre au début de l'après-midi. « Puisque la démocratie est menacée dans le rue, proclamait-il, elle doit être défendue dans la rue ! Quitte ton travail, sors de ta maison, laisse tout tomber pour venir manifester en défendant la liberté contre le fascisme, le totalitarisme, le fascisme et le social-fascisme. »

Socialistes et centristes organisaient l'aggravation d'une situation qui, déjà, diminuait l'importance d'une Assemblée constituante où ils sont largement majoritaires et qui pouvait amener le premier ministre à faire des concessions dangereuses : soit à des revendications salariales quand on prône l'austérité et autoritarisme, soit à la pression des manifestants, l'ouverture d'une enquête sur un membre du gouvernement, c'était remettre en question toute la « politique de fermeté indispensable à l'exercice du pouvoir ».

Un message du président de la République

« La situation politique devient explosive », avait annoncé le président de la République dans un message au peuple portugais, transmis jeudi 13 novembre dans le soir par le radio et la télévision. Critiquant l'attitude des ouvriers du bâtiment, il n'écarterait pas l'hypothèse d'une application de « mesures de discipline aux conséquences imprévisibles ». De toute évidence, le général Coeta Gomes redoutait les résultats d'une répression qui impliquait la mobilisation des unités de l'armée les plus récentes à l'égard de « processus révolutionnaire ». Dans ce cas, les risques d'affrontement seraient devenus considérables.

Le parti communiste, pour sa part, a fait preuve, pendant toute la crise, d'une certaine discrétion; pas de grandes déclarations, pas de campagne de presse. Il est vrai que pour lui l'enjeu était de taille : la mise à l'écart du ministre du travail constituerait sa première victoire sur un gouvernement qu'il accuse d'être « compromis avec la bourgeoisie ». Pourtant, il paraissait soucieux avant tout d'éviter de se laisser déborder par l'extrême gauche.

L'amiral de Azevedo ayant refusé dans le soirée de jeudi de recevoir les délégués syndicaux, ceux-ci avaient aussitôt lancé un ultimatum exigeant la signature immédiate de la convention collective. A Belem, les représentants des travailleurs n'avaient pas eu plus de succès auprès du président de la République, qu'ils soupçonnaient de vouloir « laisser pourrir » le conflit.

A minuit, tandis que des voitures de militants du Parti populaire démocratique sillonnaient les rues de Lisbonne pour tenter de mobiliser la population, un dirigeant du parti socialiste avait pu dire que, selon lui, la solution du problème exigeait une intervention de l'armée : « Lisbonne n'est pas tout le Portugal », disait-il, faisant référence aux unités du Centre et du Nord favorables aux « modérés ». Mais c'est vrai qu'une bonne partie des militaires de Lisbonne étaient du côté des manifestants, il n'en est pas moins vrai qu'ailleurs, notamment en province, d'autres casernes s'apprêtaient à les limiter. Les soldats et les sous-officiers de la base aérienne de

Tancos, par exemple, opposés à un chef d'état-major de l'armée de l'air depuis le dynamisme de l'Unité Renascença paraissent prêts à soutenir les « militants révolutionnaires ». Dans cette unité, les officiers, face à cette pollution et leurs troupes, ont demandé de être mutés. A Porto, le « comité de vigilance du Nord » demandait à tous les soldats de ne pas quitter leurs casernes afin d'empêcher les « manœuvres des officiers réactionnaires du Nord » qui, selon eux, ne valent de « marcher sur Lisbonne ». A Beja, au cœur de l'Alentejo, général de Carvalho s'adressait « peuple authentique qui travaille, débêche à la main », et proclamait « la lutte continue ».

Les officiers « progressistes » du Conseil de la révolution se sont étonnés de la manifestation. L'amiral Coutin et les commandants Goulart et Maria Guerreiro appuyés les revendications des ouvriers, ont même participé directement à la conclusion de l'accord. D'autres personnalités dont les sympathies pour les courants de gauche d'extrême gauche sont connues depuis quelques années au Parlement. Le colonel Costa Martins, ancien ministre du travail du gouvernement Vasco Gonçalves, et le commandant de police militaire auraient pris contact directement avec le chef du gouvernement et joué un rôle décisif dans la négociation de l'accord, qui fut conclu vendredi à 3 heures, entre le premier ministre et les syndicats.

Cet accord est le fruit de corrépondances aussi bien économiques que politiques. Après le ministère du travail, d'autres ministères pourraient être prochainement visés par l'offensive de la gauche; ceux de l'Industrie et de l'Agriculture, dont titulaires sont contestés.

JOSÉ REBELO

CORRESPONDANCE

L'Organisation révolutionnaire de travailleurs de la Plate-forme de convergence espagnole.

Notre envoyé spécial à Madrid a indiqué (le Monde du 6 novembre) que l'O.R.T., une organisation syndicale issue de militants chrétiens de gauche, a quitté la Plate-forme de convergence à la suite de l'accord passé avec la Junta. Un représentant de l'Organisation révolutionnaire des travailleurs (O.R.T.) ne demande d'apporter les précisions suivantes :

- 1) L'O.R.T. n'est pas une organisation syndicale, mais un parti marxiste-léniniste.
- 2) Nous avons quitté la Plate-forme non à la suite de l'accord passé avec la Junta démocratique (30 octobre 1973), comme il est dit dans votre journal, mais deux jours auparavant, le 28 octobre 1973.
- 3) La raison qui nous a conduits à quitter la Plate-forme n'est pas, comme le laisse entendre l'article de M. Niedergang, l'accord passé avec la Junta et la Plate-forme, pour lequel nous avons lutté sans cesse, mais le refus de la part de la Plate-forme de rendre publiques, comme il était dans l'intérêt du marxisme, le 11 juillet de cet organisme, les points suivants :
 - La personne de Juan Carlos incarne le monarchisme continué prévu par les lois de succession fascistes;
 - C'est la mobilisation populaire qui provoquera surtout la décomposition du fascisme, et c'est à elle qu'il faut faire appel maintenant pour en finir.

Le conflit angolais

La situation militaire a peu évolué ces derniers jours en Angola, où l'on s'attend cependant à une reprise des hostilités sur une large échelle.

Le président Mobutu se rend à Libreville

Libreville. — Le président Mobutu Sese Soko du Zaïre est arrivé, jeudi 15 novembre, dans la capitale gabonaise pour une visite de vingt-quatre heures, afin de s'entretenir avec le président Bongo du problème de l'Angola. Dès son arrivée, le chef d'Etat zaïrois a tenu à rappeler le soutien apporté par son pays au F.N.L.A., à l'UNITA et au FLEC (Front de libération de l'enclave de Cabinda).

Tout en réservant à son hôte un accueil chaleureux, le président Bongo paraît cependant loin de partager toutes ses

SYSTEMES DECISIONS



p. tabatoni et p. jarniou

les systèmes de gestion

238 pages 52 F

dans la même collection:

m. chevallier et r. fernwick

la stratégie marketing

296 pages 69 F

PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

Jeune 150

EUROPE DIPLOMATIE

LA VISITE DU CHEF DE GOUVERNEMENT DE PRAGUE

Pour M. Strougal, l'application des accords d'Helsinki dépend de « progrès marquants » sur le désarmement

M. Strougal, président du gouvernement tchécoslovaque, en visite officielle en France, pose comme condition l'application des accords d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.), « un progrès marquant » dans les négociations sur le désarmement.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT HONGROIS EST REÇU AU VATICAN

Cité du Vatican, (A.F.P.). — M. György Lazar, président du Conseil de la République populaire hongroise, a été reçu mercredi 13 novembre en audience privée par Paul VI.

Aucun progrès dans les relations soviéto-allemandes n'a été enregistré pendant la visite de M. Scheel à Moscou

Moscou. — M. Walter Scheel, qui était à Moscou depuis lundi, a terminé le 13 novembre ses entretiens politiques dans la capitale. Alors que M. Genscher, le ministre allemand des Affaires étrangères, regagnait Bonn le même jour, le chef de la République fédérale partait, lui, pour l'Acie centrale. Il doit notamment visiter Tachkent et Samarcande. M. Scheel reviendra à R.F.A. le dimanche 16 novembre.

LE CALENDRIER DE M. BREJNEV

Selon des informations publiées à bonne source, M. Brejnev, secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S., fera à la fin du mois une visite officielle de dix jours en U.R.S.S. M. Brejnev, qui était rendu à Moscou le 2 mars dernier, a pour une telle brève visite d'actualité, ardevant le 24 novembre prochain, le jour-même où M. Leonov, président de la République italienne, sera à sa visite officielle en U.R.S.S.

LE CALENDRIER DE M. BREJNEV

Le 24 novembre prochain, le secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S., M. Brejnev, sera à sa visite officielle en U.R.S.S. M. Brejnev, qui était rendu à Moscou le 2 mars dernier, a pour une telle brève visite d'actualité, ardevant le 24 novembre prochain, le jour-même où M. Leonov, président de la République italienne, sera à sa visite officielle en U.R.S.S.

LE CALENDRIER DE M. BREJNEV

Le 24 novembre prochain, le secrétaire général du parti communiste de l'U.R.S.S., M. Brejnev, sera à sa visite officielle en U.R.S.S. M. Brejnev, qui était rendu à Moscou le 2 mars dernier, a pour une telle brève visite d'actualité, ardevant le 24 novembre prochain, le jour-même où M. Leonov, président de la République italienne, sera à sa visite officielle en U.R.S.S.

Yugoslavie

Une série de procès est en préparation contre les opposants de droite et de gauche

Belgrade. — Tout a commencé, pour le public du moins, par la réunion de la présidence de la Ligue des communistes du 13 octobre consacrée à l'examen « de certains aspects des menées hostiles au parti et à la Yougoslavie ». Depuis, la population est alertée quotidiennement sur les menaces que « groupes et groupuscules » font peser par leurs activités « illégales et de sabotage » sur l'indépendance du pays, sa politique de non-alignement, son organisation sociale, plus spécialement le système d'autogestion. Les nombreux discours des dirigeants et les commentaires de presse ne donnent cependant aucun détail sur les « complots » ni les noms des personnes qui y seraient impliquées. Tout au plus, confirme-t-on que des arrestations ont été déjà opérées dans divers milieux.

Malaise dans les relations avec Moscou

Aucune source autorisée n'a encore déclaré publiquement que les kominformistes incarcérés étaient une fois encore mis aux ordres de Moscou. Personne non plus ne l'a démenti. Comme les procès de ce genre ont lieu, en règle générale, à huis clos, les choses d'ordinaire les précisions sur ce qui s'est passé réellement sont minimes. Néanmoins, les observateurs s'accordent à reconnaître l'existence d'un malaise dans les relations soviéto-yougoslaves, bien plus profond que celui enregistré l'année dernière lors du démantèlement d'un autre groupe kominformiste (le Monde du 7 septembre 1974).

Les prétentions de Staline

Après la mort de Staline, la dissolution du Kominform et la visite de Krouchtchev à Belgrade en 1955, le comportement des dirigeants des kominformistes s'est progressivement adouci. La plupart furent réintégrés dans l'économie, quelques-uns récupérés, d'autres étrangers et sont retraités, ont renoncé, du moins théoriquement, à la politique. Cependant, il ne fut jamais admis que le danger kominformiste était totalement éliminé.

Il est vrai que depuis les dix ou quinze dernières années, lorsqu'il était question des « menées hostiles » des kominformistes, on passait souvent en silence les liens qu'avaient eus ces militants avec Moscou, pour ne pas éveiller les relations avec l'U.R.S.S. Avec le temps, les termes kominform et kominformiste ont pratiquement perdu leur sens pour les jeunes. Pour rattachés à la mémoire des

M. PETAR MILADENOV, ministre bulgare des affaires étrangères, a quitté jeudi 13 novembre Belgrade à l'issue d'une visite officielle de trois jours — la première faite depuis six ans par une personnalité bulgare de son rang. Il a été reçu par son collègue yougoslave, M. Milos Mitich, un timide programme de réconciliation entre les deux pays.

La vieille politique sur la Méditerranée n'a pas cessé pour autant. En revanche, les deux ministres se sont prononcés pour une coopération intermédiaire entre les deux domaines et réellement acceptables. (A.F.P.)

Jiri Pelikan "S'ils me tuent"



Jiri Pelikan, communiste de la première heure, compagnon de Dubcek, pose la question décisive: la gauche occidentale saura-t-elle éviter la catastrophe?

ION DE LA SITUATION PORTUGAL

Manifestants de Lisbonne réclament le gouvernement

Lisbonne. — Dans le réfectoire communal de la coopérative populaire de Torre-Bela, à 50 kilomètres au nord-est de Lisbonne, vingtaine d'hommes et de femmes assis sur des bancs de bois, sur des longues tables de bois, des plats de falange rouge, du riz à la mata, aux olives et au thon. De grandes cruches de verre sont remplies d'un liquide presque blanc, le fameux vinho verde, mais du « gros qui sèche » et de « fins qui mouillent » et une chemise de pierre de ville, un bonnet de fleurs est sur un poêle de fonte émaillée. Scène tranquille de la vie yssonne.

Mais il faut lever les yeux. Sur murs blanchis à la chaux de qui fut sans doute la salle des fêtes de chasse de messieurs riches, entre les bois des cerisiers comme pour la parade, un « tier » est lu aussi épinglé, celui de « Che Guevara ». A gauche, dans les cornes d'un sac, sous un soleil jaune d'or sont écrits ces mots : « La liberté est nécessaire à la vie de l'homme, même la seule est nécessaire à la vie de la nature. »

Plus loin, dans un dédale de couloirs, après avoir dépassé une immense affiche qui célèbre l'école d'équitation de Vienne, après avoir longé deux salons réservés à été où l'on aperçoit une section d'armures valant sur les meubles de collection, on arrive dans un autre salon, ouvert sur la rue, et devenu « centre culturel ». Sur la cheminée, posent des armoires sculptées de la Maison de Bragança et trois photos d'un petit père Léonine.

publique d'Irlande

Les prolongements de l'affaire Herrema

LE CANDIDAT GOUVERNEMENTAL REMPORTE UNE ELECTION PARTIELLE

Dublin. — Au pouvoir depuis la coalition gouvernementale composée du Fine Gael et du Labour, le parti du premier ministre, M. Liam Cosgrave, les travaillistes, vient de voir brimer son mandat par le Fine Gael, le 12 novembre, dans l'élection partielle du comté de Mayo, l'un des pays son candidat, M. Enda Kenny, a recueilli des voix (l'on se rappelle que des électeurs se prononcent pour le candidat du parti opposition, le Fianna Fail).

LE CANDIDAT GOUVERNEMENTAL REMPORTE UNE ELECTION PARTIELLE

Le véritable problème n'est d'ailleurs pas d'affirmer que la coopérative, apparemment bien réussie, de l'Alentejo communiste, tourne bien. Pour l'instant, elle survit. M. Wilson l'affirme, elle pourra vivre demain de ses propres ressources, notamment par l'exportation de la forêt. L'important est de vérifier qu'une communauté humaine s'est créée et que celle-ci semble fonctionner à peu près autour de sa commission de travailleurs dans un système à mi-chemin entre le collectivisme et l'autogestion, entre la planification et l'improvisation « improvisée ».

PIERRE GEORGES.

systemes de gestion, strategie marketing

GRIFFSOLDE DEGRIFFE
LES GRANDS
DU PRET-A-PORTER

les manteaux
 et les cabans
 en peaux lainées

ELLE: 1, rue de la Plaine, LBI: 3, rue de la Plaine (Paris)

PANORAZUR
RESIDENCES DE PRESTIGE

GRASSE COTE D'AZUR / CANNES à 15 minutes
 VUE MER PANORAMIQUE PLEIN SUD - PISCINE - TENNIS

Chauffage électrique intégré, individuel
 Isolations thermiques et phoniques sérieuses
 Tous commerces à 150 mètres / Cuisines et salles de bains aménagées

PRIX NETS NON REVISABLES / CAUTION BANCAIRE
LIVRAISON ETE 1977

visites - renseignements - ventes - documentation gratuite s/demande au:
 Constructeur promoteur: 5, Av. de Lettre-de-Tassinay, Poste 22
Roger BAS GRASSE Tél. (93) 36.40.79

"Porte de Pantin"
 à 200 m
 du métro Hoche
LE TRISOLAIRE

Prix: le TRISOLAIRE: un des derniers, immeubles aux portes de Paris à bénéficier d'un prêt PIC au taux de 9,67 %
 Prix moyen du m² au 25 septembre 1975: 3 000 F cave et parking compris.

Bureau de vente et appartement témoin ouvert les lundi, jeudi, vendredi, samedi et dimanche 10h-13h et 14h-18h.
 54, av. du Général Leclerc 93500 PANTIN

160 appartements sur 177 déjà vendus

Liaison: à 200 mètres du métro, 3 lignes d'autobus, commerces, écoles et terrains de sport au pied de l'immeuble.

Equipements: Au TRISOLAIRE, les appartements seront livrés entièrement équipés - cuisines aménagées, machine à laver la vaisselle, four mural, etc., salle de bains et salle de douche - nombreux dégagements, placards, penderies, etc.

P.I.C. 9,67%

Livraison en mars 1976

CORF - 254, bd Saint-Germain 75007 PARIS
CORF 260.38.22

DIPLOMATIE

LE DIFFÉREND ITALO-TUNISIEN SUR LES EAUX TERRITORIALES
Les pêcheurs de Sicile sont inquiets pour leur avenir

De difficiles négociations sont en cours entre l'Italie et la Tunisie pour le renouvellement de leur accord de pêche dans le canal de Sicile. Elles avaient été engagées au début du mois d'octobre, après la mort d'un marin de Masara-del-Vallo, mais en pleine mer par

le tir d'une vedette tunisienne. Depuis cet incident, la première flot de pêche d'Italie est mobilisée par une grève de protestation qui, peu à peu, l'aspect d'un mouvement de revendication des pêcheurs de Sicile, inquiets pour leur avenir.

Masara-del-Vallo (Sicile). — Suivi d'une foule murmurante, le corbillard illumina est arrivé lentement à la hauteur des cafés. Les derniers consommateurs se lèvent, ôtant leur casquette et font le signe de la croix. Pêcheurs, ils le sont tous, même s'ils appartiennent à des corporations différentes. Et à tous — marins, charbonniers ou capitaines — ce cortège maritime ne peut que rappeler un autre qui défiait lui-même quarante-cinq jours plus tôt: celui de Salvatore Forandò, dix-neuf ans, lui sur le *Giama*, l'un des quatre cents bateaux qui reposent dans le noir de l'autre côté de la rue, fiacre contre fiacre.

De notre envoyé spécial

qual est le motif principal de sa grève. Il se bat contre les vedettes tunisiennes et les ministres de Rome, contre le temps qui passe et la famille qui attend. À force de discuter sur le port, à force de tourner en rond, ses idées ont fini par se brouiller. « Vous qui venez de Rome, vous devez savoir, qu'est-ce que ça fait? Ça en fait-on? » La réponse, nous l'rons la demander successivement au secrétaire du syndicat C.G.I.L. au maire de Masara-del-Vallo, aux délégués des marins, des motoristes et des capitaines, puis au président des armateurs.

Pourquoi cette grève? En quelques phrases hâtées sur le port au milieu d'un stroupement, un marin a tenté tout à l'heure de nous l'expliquer: « Les Tunisiens nous tirent dessus, les armateurs nous exploitent et ces messieurs du gouvernement ne donnent même pas nous tenir au courant de leurs tractations... »

On peut néanmoins faire confiance à l'esprit de conciliation des diplomates de la péninsule: un accord finira bien par être trouvé; ce n'est pas l'huile d'olive qui empêchera les pêcheurs siciliens de pêcher. « Masara-del-Vallo est plus proche de Tunis que de Palerme, nous fera remarquer le président des armateurs privés, M. Ignazio Giacomoni. Nous sommes obligés de nous entendre. L'idéal serait des sociétés mixtes de pêche. Mais le gouvernement de Tunis n'en veut pas parce que cela lui ôterait son arme de pression. Il faut le comprendre, la Tunisie est un pays pauvre... »

Du poisson à l'huile d'olive

En vertu du précédent accord (arrivé à échéance le 31 décembre 1974), cent soixante-trois permis étaient concédés aux

« Une vie de chien »

« Ce sont, comme nous, des ? L'histoire », dit-on sur le port-départ, en effet, c'est déprimant, ne parle plus des Tunisiens, n des armateurs. Réunis pour première fois depuis longtemps, ces marins-pêcheurs se sont réunis que leur contrat de mai 1967 était expiré depuis 8 ans. On peut rire de cet on peut aussi écouter l'explication d'un délégué: « Nous sommes sur la tête. Nous travaillons comme des bêtes, trois cents par an. Le président des armateurs privés a une autre interprétation de ces marins sont purement que leurs triments avaient été de fait la ment réalités; ils ne l'ont pas à un nouveau contrat. Combien gagne par mois un chieur de base? « Près de 450 liras en moyenne, affirme l'armateur, qui est aussi conseiller municipal, dans un pays que l'agriculture ou l'industrie, un capitaine, vous multipliez trois... »

Les néo-fascistes de Masara-del-Vallo avaient préconisé une so-

« Ce n'est pas ce que dit M. F. Giacomoni, vice-président marins-pêcheurs. Selon lui, moyenne mensuelle ne dép pas 250 000 liras. Pour cent d'heures par jour? « Vingt-qui heures », répondent en chœur quinze ou vingt membres de la section, assis au rond au de nous? Et de souligner sommes dérisoires payées à pour les marins malades, « vie de chien », résume M. C. l'arçon. L'armateur en revient, qui, sans mettre le pied sur bateau, récolte 49 % du pro de la pêche, peut gagner plus millions de liras par mois.

Toujours est-il que Masara-del-Vallo, qui vit à 80 % de la (cinq mille personnes, 60 000 t nes de poisson par an pour valeur à terre de 40 milliards liras) est à moitié paralysé. On sent bien sur le port. Mais l'pression est tout autre sur place de la République, où n reconstruisent le maire démocr chrétien à son club, enfoncé à un grand faîteil de cuir, au lieu de plusieurs notables, dont ecclésiastique. La place de la l publique est pleine d'étudia aussi élégants que dans n quelle grande ville du Nord le odeur de poisson par tel R. S.

A TRAVERS LE MONDE

Brésil

● **SOIXANTE-SEPT MILLE** PARTIS du parti communiste brésilien ont été arrêtés au cours des derniers mois dans l'Etat de Paraná, ont annoncé le 13 novembre, les autorités militaires. Ces arrestations visent selon elles à démanteler des réseaux clandestins. Le parti communiste brésilien soviétique, fondé en 1961 par Luis Carlos Prestes, n'a connu l'existence légale que durant une brève période, de 1945 à 1947. — (A.F.P.)

Pays-Bas

● **LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS** a refusé, à moins de quinze jours de l'accession

à l'indépendance du Surinam (ancienne Guyane hollandaise), l'entrée aux Pays-Bas de six mille Surinamais d'origine javanaise, a révélé mercredi 12 novembre, à La Haye, M. Saleh Soemardjo, député de Paramaribo. Trente mille d'entre eux voulaient gagner la métropole avant le jour « X », craignant, semble-t-il, d'être l'objet de mesures discriminatoires de la part des créoles et des Hindoustanais, les deux principales ethnies de l'ancienne colonie. — (A.F.P.)

(Plusieurs dizaines de milliers de Surinamais — créoles surtout — vivent déjà aux Pays-Bas, où, jusqu'à l'indépendance de l'ancienne colonie, ils peuvent entrer librement. Des tensions sociales sont apparues dans ce pays, et elles étaient insupportables.)

EN DIRECT DU BRÉSIL

LE CUIR

5600

Union soviétique

● **LA PROPOSITION** présentée par les Etats-Unis à l'ONU pour que tous les Etats du monde accordent une amnistie à leurs prisonniers politiques, est, pour l'agence Tass, un « répit stratégique » visant à détourner l'attention des représentants des Etats membres de l'ONU des problèmes spécifiques se rattachant à la violation des libertés et droits fondamentaux de l'homme, de poser ces questions dans un débat général sur les prisonniers politiques. — (U.P.I.)

FRONTE DEMOCRATICO Y REVOLUCIONARIO

Contre la Monarchie, le fascisme et toute forme de survie de la dictature franquiste. Pour la Liberté et la Démocratie en Espagne. Pour la République démocratique et populaire.

GRAND MEETING

Dimanche 16 novembre à 14 h. 30 à la Mutualité (salle C).

Présidé par **LUIS FERNANDEZ** Général-Chef des Guérilleros espagnols F.P.I. Chevalier de la Légion d'honneur. Présideront la parole plusieurs orateurs, dont **BERNARDO LETICIA** Secrétaire Général du Parti Communiste Ouvrier Espagnol. Métro: Mairie-Montparnasse ou Monge.

l'homme le plus long s'habille chez CAPEL

● Magasin principal: 74 boulevard de Sébastopol 75003-Paris, 272.25.03.
 ● Capel sélection: centre com. Mairie Montparnasse 75015-Paris, 538.73.51

Handwritten signature or note at the bottom of the page.

Océan Indien

Comores

APRÈS L'ADMISSION DE MORONI A L'ONU Mayotte poursuit la préparation du référendum sur l'appartenance au nouvel État

Les Comores sont devenues, mercredi 12 novembre, le cent-troisième État des Nations unies. La candidature de Mayotte a été approuvée à l'unanimité par l'Assemblée générale, mais la France n'a pas permis l'admission comme elle l'a fait pour ses anciennes colonies. M. Louis de Guiringaud, représentant permanent de la France à l'ONU, a rappelé que « la demande d'admission formulée par Moroni soulève en ce qui nous concerne un problème sérieux, dans la mesure où il nous fallait concilier le souci de faciliter la naissance d'un État disposant de tous les attributs afférents à cette qualité, avec la procédure prévue par l'ordre constitutionnel français. Après avoir engagé le nouvel État sur la voie de l'indépendance, le gouvernement français ne voulait pas s'opposer à son admission aux Nations unies; mais, ne pouvant s'y associer mais ne souhaitant pas donner par un vote d'abstention l'impression qu'elle pourrait hésiter entre le oui et le non, la délégation française au Conseil de sécurité avait décidé de ne pas participer au vote. »

De notre correspondant

Moroni. — Evouquant à propos de l'admission de son pays à l'ONU, le problème de Mayotte, M. Ali Souifi, délégué à la justice et à la défense du Conseil exécutif national, nous a déclaré :

« C'est maintenant une affaire intérieure comorienne. Dans les jours qui viennent, nous définirons la ligne à adopter pour honorer l'insistance du coup d'Etat du 3 août à affirmer que l'administration directe de la France n'avait plus de raison d'être et que le délégué général de la République ne serait plus considéré à l'avenir que comme le représentant de l'Etat français aux Comores. »

A Mayotte, cependant, trois fonctionnaires détachés par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM s'élèvent depuis une semaine des listes électorales. Un fonctionnaire mahorais nous précise : « Le gouvernement de M. Abdallah avait instauré un tel régime de fraude qu'il nous faut dans un premier temps effectuer un véritable recensement de notre population. » Mais, déjà, que ce soit sur la Grande-Terre ou dans l'ilot de Pamani, on prépare fiévreusement la consultation qui offrira aux Mahorais la possibilité de se prononcer pour ou contre l'appartenance aux Comores indépendantes. Pour M. Zuber, sous-préfet de Dzaoudzi, le résultat ne fait aucun doute. Ce sera l'aboutissement d'un combat mené pendant quinze ans. Déjà, sur de lui, est ancien député à l'Assemblée territoriale ajoutée : « Pour ne rien nous cacher, nous nous préparons déjà pour le second scrutin, qui nous permettra de choisir entre le statut de territoire et celui de département d'outre-mer. » — M. H.

SI VOUS MESUREZ 1 m 80 OU PLUS (jusqu'à 2 m 10) SI VOUS ETES FORT JOHN RAPAL GRANDES TAILLES

Nouvelle collection Automne Hiver Costumes façon grand tailleur pardessus cashmere gabardines, blazers, trench, chemises (4 longueurs de manches), vestes et blousons de cuir.

Des prix qui vous surprendront agréablement. Votre vêtement livré immédiatement. L'élégance et le confort au plus.

40, Av. de la République Métro Pharmacie Parking gratuit Tél. 365.66.00

ASIE

Chine

Une haute personnalité limogée en 1967 est réhabilitée

Pékin (A.F.P.). — Une haute personnalité chinoise, limogée pendant la révolution culturelle et opposée à M. Wang Hung-wen, vice-président du P.C., vient d'être réhabilitée. Il s'agit de M. Chen Pi-sien, ancien secrétaire du bureau du comité central de la Chine de l'Est. Il a participé, à Changhaï, aux cérémonies marquant la fête nationale du 1^{er} octobre en qualité de membre du comité révolutionnaire municipal. Il avait consacré à plusieurs reprises, à la fin des années 60, devant des assemblées populaires

pour répondre de diverses accusations; il se serait opposé au mouvement ouvrier, dirigé à l'époque par M. Wang Hung-wen, et aurait « opprimé la classe prolétarienne ». M. Wang Hung-wen est resté, ces derniers mois, à Changhaï et semble être en perte de vitesse. Une source diplomatique à Pékin indique qu'une autre personnalité qui avait été réhabilitée, M. Chao Tai-wang, premier secrétaire du parti dans la province de Kwangtung depuis l'année dernière, a été nommé récemment premier secrétaire du Kwangtung. [En 1911 à Poochow, dans la province du Fukien, M. Chen Pi-sien fut secrétaire du comité provincial du Kiangsu en 1923, puis commandant du district militaire du Kiangsu du Sud. Il participa activement à la lutte contre les nationalistes et les Japonais dans ces deux provinces. En 1952, il devint secrétaire du comité municipal de Changhaï et vice-président de l'Association d'amitié sino-soviétique en octobre 1957. De 1963 à 1967, il occupa le poste de premier secrétaire du comité municipal de Changhaï. Accusé d'avoir « opprimé » les travailleurs de Changhaï en 1968, il fut une autocratie écrite en 1967.]

PROJET DE RESOLUTION FAVORABLE A TAIWAN. — A deux semaines du départ du président Ford en Chine, un projet de résolution a été déposé jeudi 13 novembre à la Chambre des représentants demandant que les Etats-Unis ne transfèrent pas sur la « liberté » de Taiwan. Le texte demande que le gouvernement des Etats-Unis, au moment où il tend à réduire les tensions avec la République populaire de Chine, ne fasse rien qui puisse mettre en danger la « liberté de Taïwan et de l'île des Etats-Unis ».

AMÉRIQUES

Argentine

Mme Isabel Peron a quitté la clinique

Buenos Aires (A.F.P., A.P., Reuters). — Mme Isabel Peron a quitté, jeudi soir 13 novembre, la clinique où elle était en traitement depuis le 3 novembre, pour une inflammation de la vésicule biliaire. La présidente, qui n'avait pas cessé de gouverner pendant son hospitalisation, s'est immédiatement rendue à la résidence présidentielle d'Olivos, à 18 kilomètres de Buenos Aires, en compagnie du secrétaire technique de la présidence, M. Julio Gonzalez.

Les chefs de tous les partis au Sénat réclament désormais avec instance le départ de la présidente : ils voudraient au moins que Mme Peron prenne un congé prolongé. Jeudi 13 novembre, la présidente avait réuni à la clinique les huit membres de son gouvernement, qu'elle avait jusqu'à présent, malgré leurs demandes répétées, refusé de recevoir, alors que ses proches collaborateurs avaient été admis à son chevet.

Selon le ministre de la justice, M. Ernesto Corvalan Nancarrow, la présidente et le gouvernement comptent envoyer au Congrès un message concernant les accusations de fraude et de corruption qui ont été formulées contre l'administration, et doivent faire

SÈVRES "33"

PULL-OVERS DE MARQUES EN SECOND CHOIX

33, rue de Sèvres, Paris tél. : 548.66.73

Sachez offrir

COMPTOIR D'ORLÈANS 114, av. du Gal-Leclerc Paris 14^e

LEROY 4, fg Saint-Honoré Paris 8^e

COMPTOIR DES 4 RUES 82 bis, rue Gabriel Péri 93 Saint-Denis

BIJOUTERIE BABYLONE 2, rue de Babylone Paris 7^e

COMPTOIR DE ST-CLOUD 2, pl. de la Porte de St-Cloud Paris 16^e



ces bijoutiers vous aident à choisir ce que vous aimerez à deux

Guides des Officiers

3 chaînes B&O à 4.450 F*

(offre valable jusqu'au 15 janvier 1976)

Trois ensembles haute fidélité stéréo complets de 2 x 22 watts équipés des nouvelles enceintes Uni-phase B & O série S. En première mondiale.

Comment faire votre choix

Vous êtes mélomane, vous disposez de peu de place, vous choisissez les éléments intégrés du Beocenter 1800.

Si vous aimez écouter, en plus de la modulation de fréquence, les grandes ondes et les ondes moyennes, choisissez la chaîne B & O 901: "L'évasion".

Si vous préférez écouter seulement la modulation de fréquence, choisissez la chaîne B & O 1100: "La pureté".

A chacun selon ses goûts et ses habitudes musicales.

Conditions spéciales "Jubilé B & O"

Prix: 4.450 F* (valable jusqu'au 15 janvier 1976)

Credit: 880 F comptant 24 mensualités de 185 F

Garantie spéciale. Bang & Olufsen de 3 ans.

Paris

- 1^{er} Vidéo Sound - 5, rue Cambon
- 1^{er} Surbeut - 29, rue des Pyramides
- 2^e AudioSystems - 47, rue Montferrand
- 6^e Post - 11, rue Jacob
- 6^e SR. AudioSystem - 22, bd St-Michel
- 7^e Richemond - 148, rue de Grenelle
- 7^e Tournelle - 40, av. de La Bourdonnais
- 8^e Europ Hi-Fi TMS 51, rue de Valenciennes
- 8^e Point d'Orgue - 217, fg St-Hippolyte
- 8^e Point d'Orgue - 40, bd Malesherbes
- 8^e Radio St-Lazare - 3, rue de Rome
- 8^e Darty - Place de la Madeleine
- 9^e Hicope - 90, rue La Fayette
- 9^e Camden 7 - 7, rue La Fayette
- 10^e Nord Radio - 141, rue La Fayette
- 11^e Photo Club Amateurs 20 bis, boulevard Voltaire
- 12^e Chert Radio - 136, bd Diderot
- 12^e Fidèle - 24 bis, place de la Nation
- 12^e Hi-Fi Club TMS 55, rue Thiers
- 14^e L'Esprit - 24, rue Sarrasin
- 14^e Colette - 52, rue du Montparnasse
- 14^e Darty - 68, av. de Maine
- 15^e Hicope - 194, rue de la Convention
- 15^e Ibel - 122, avenue Flandre-France
- 16^e Europ System Service 3, rue G. de Meung
- 16^e Radio Troisième - 1, av. P.-Doumer
- 17^e La Maison de la Hi-Fi 236, boulevard Péreire
- 17^e Radio Leduc 62, avenue de la Grande-Armée
- 18^e L'Esprit - 14, rue Valenciennes
- Banlieue Parisienne
- 78 Houlès. Club Hi-Fi 6 bis, avenue Charles-de-Gaulle
- 78 Le Vétus. Boissac 32, rue Maréchal-Poch
- 78 Hennes-le-Jolis. A la Distraction 44, place de l'Esplanade
- 78 Orsay. Darty - C.E.L. Les Fédérés
- 78 Radio Commun. L'Auditorium - 75 rue du Faub.
- 78 Versailles. Ondes et Images 32, rue de la Paroisse
- 91 Adis-Mons. Sud TMS Ménager 42, rue de Fontainebleau
- 91 Montgeron. Heim "La Sonettie" 95, avenue de la République
- 91 Villiers-sur-Seine. Sud TMS Ménager 142, route de Corbeil
- 92 Antony. Sud TMS Ménager 191, avenue de la Division-Leclerc
- 92 Amalthea. Darty 384, avenue d'Argenteuil
- 92 Cadiolle-sons-Bagnoux. Darty 151, avenue Marcel-Cachin
- 92 Colomba. L'Auditorium 4, avenue Mestelotte
- 92 Neautere. La Maison Heureuse 186, avenue Georges-Clémenceau
- 92 Raëll. Toute la Musique Centre Commercial Albert-1^{er} 40-42, avenue Gallieni
- 92 Saint-Cloud. Toute la Musique 80, boulevard de la République
- 92 Sèvres. La Maison Heureuse 40, Grand-Rue
- 93 Antony-sons-Bois. La Maison Heureuse - Centre Ciel Paris-Nord
- 93 Bagneux. Darty Centre Commercial Gallieni 40-42, avenue Gallieni
- 93 Bondy. Darty - 129 à 133, av. Gallieni
- 93 Drancy. Radiosol - Place de la Mairie
- 93 La Courcouronnes. Centre Ciel Paris-Nord
- 93 Le Raincy. Surpin 30, avenue de la Résistance
- 93 Le Vers-Gauche. Vert-Gauche Hi-Fi 4, avenue Pasteur
- 93 Puteaux-sons-Bois. Radio Gargan 50, avenue Victor-Hugo
- 94 Champigny. Darty 12, avenue Roger-Salengro
- 94 Créteil. Darty - Centre Ciel Régional
- 94 St-Mandé. Hi-Fi Saint-Mandé 37, rue de la République
- 94 Suresnes. TMS Suresnes-Maur 95, boulevard de Créteil
- 94 Thiais-Rungis. Darty Centre Commercial "Belle-Epine"
- 94 Villeneuve-Saint-Georges. Sud TMS Ménager - 2, av. de Melun
- 94 Vincennes. Surpin 139, rue de France
- 94 Villetaneuse. Castors-Gall 96, avenue Paul-Vaillant-Couturier
- 95 Argenteuil. Champigny Séréno 207, avenue Jean-Jaures
- 95 Cergy-Pontoise. Darty Centre Commercial des 3-Fontaines
- 95 Epiais. La Kinésie à Musique 12, rue de Metz
- 95 St-Ouen-L'Assommoir. Rogge Hi-Fi 7, avenue du Général-Leclerc
- 60 Compiègne - Arpège 29, rue Saint-Cornille
- 60 Senlis - Relais de la Musique 1-4, rue de l'Appart au Pain
- 77 Chelles - Disc'Shop 2, rue Gustave Naxos
- 77 Melun - Ambiance Musicale 4, rue Saint-Aspais

* Prix maximum.

PROCHE-ORIENT

LA CRISE LIBANAISE

MM. Couve de Murville et Gorse partiront dans les prochains jours

M. Couve de Murville, ambassadeur spécial du gouvernement français au Liban, accompagné par M. Georges Gorse et un secrétaire d'ambassade, partira mardi ou mercredi prochains pour Beyrouth.

La présidence de la République a publié, mercredi 13 novembre, à ce sujet, le communiqué suivant :

« Au moment où le Liban, que tant de liens unissent à notre pays, traverse une crise d'une particulière gravité, le président de la République tient à marquer d'une façon exceptionnelle l'intérêt que la France porte à des populations dans l'épreuve, son attachement au maintien de l'intégrité et de l'indépendance du Liban, et sa préoccupation d'y voir revenir au plus tôt la paix civile et la concorde nationale.

« C'est dans cet esprit, et en accord avec le président et le gouvernement libanais, que le président de la République a décidé de charger une haute personnalité française de se rendre à Beyrouth pour une mission d'amitié et d'information.

« Le président de la République a confié cette mission à M. Couve de Murville, ancien premier mi-

Scepticisme à Beyrouth

Beyrouth. — C'est sans illusion que les dirigeants libanais attendent les bons offices de M. Couve de Murville. A s'en tenir à certaines réactions des milieux diplomatiques de Beyrouth, la démarche française serait sans objet si une mission, qu'effectue en ce moment le cardinal Bertoli, au nom du pape, devait aboutir. Or, on sait que le médiateur du Vatican avait exprimé le souhait de ne pas être « doublé » dans sa tentative. Celle-ci, qui touche à sa fin, semble s'être heurtée à des positions apparemment inconciliables prises respectivement par les chefs des différentes communautés religieuses avec lesquelles Mgr Bertoli a eu de longs et laborieux entretiens.

Alors que pour les dirigeants musulmans la crise se ramène essentiellement à des contradictions inhérentes à la conjoncture libanaise et aux structures économique-sociales du pays, les représentants des communautés chrétiennes vont porter sur les Palestiniens, ou plus exactement sur certaines de leurs organisations de résistance extrémistes, l'entière responsabilité de la guerre civile. On croit savoir de source proche de la nomenclature apostolique, que, fidèle à une tradition de neutralité bien éta-

blie, le représentant du Saint-Siège s'abstiendrait de toute initiative qui ne ferait pas l'unanimité des parties concernées. A défaut d'un tel consensus qu'il s'était cru en mesure d'obtenir, le cardinal a fini par peser la mission un simple caractère d'information. Il avait pourtant rencontré certaines des personnalités religieuses musulmanes, qui se sont engagées à souscrire à son arbitrage, « quel qu'il soit ».

« Après le cardinal, c'est le tour de M. Couve de Murville. » Dans l'entourage du chef du gouvernement, on insiste avec un certain scepticisme sur la portée « nécessairement limitée » d'une telle intervention. On imaginerait difficilement, en effet, une médiation qui, pour porter sur le fond du problème, s'est-à-dire sur les relations libano-palestiniennes, prendrait le risque d'irriter l'une des deux parties antagonistes. L'ancien premier ministre, ajoutent-on par ailleurs, devrait tenir compte aussi de l'attitude réservée du chef du gouvernement, M. Rachid Karamé, dont les réticences ont failli décourager M. Ciscaud d'Estiang. Il se confirme, par ailleurs, que c'est sur le conseil des Syriens et des Palestiniens que la démarche française a fini par être agréée par le président du conseil.

EDOUARD SAAB.

Le Parlement européen est « consterné » par la résolution de l'ONU sur le sionisme

Le Parlement européen a adopté jeudi 13 novembre, en procédure d'urgence, une résolution dans laquelle il exprime à l'unanimité sa consternation pour l'accomplissement de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies sur le sionisme, ainsi que pour les conséquences morales et politiques qui en sont la conséquence. La résolution, qui a été adoptée à l'unanimité, est la suivante :

« Le Parlement européen se félicite de la résolution de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies sur le sionisme, et déplore le fait que les pays membres ne soient pas parvenus à adopter une position commune (1). M. Coenraets a déclaré : « Ce qui vient d'être adopté est une victoire importante pour la coopération avec l'Etat d'Israël ». Il a toutefois estimé qu'il ne fallait pas « relâcher » les relations avec les pays arabes, notamment afin « d'éviter de nouveaux conflits sanglants ».

« Aux Nations unies, le groupe des délégations arabes a estimé la veille par M. Gaston Thorn consistant des « excuses » satisfaisantes après les critiques lancées par le président de l'Assemblée générale contre la résolution assimilant le sionisme à une forme de racisme. M. Thorn avait précisé que c'est en sa qualité de président du gouvernement et de

(1) Sur les 12 membres du Conseil de l'Europe, 3 (Chypre, Malte et la Turquie) ont voté pour la résolution assimilant le sionisme au racisme, 1 s'est abstenue (la Grèce) et 13 ont voté contre : 9 pays de la Communauté européenne (l'Autriche, l'Espagne, la Norvège et la Suède, le dix-huitième membre, la Suisse, ne siège pas à l'ONU).

« M. Lucien Neunirth, député de la Loire, porte-parole de l'U.D.R., a déclaré, jeudi 13 novembre : « Nous ne pouvons que nous féliciter de la position du représentant de la France, car, pour nous, cette motion est énorme, contradictoire et anachronique ».

« M. Lucien Bitterlin, secrétaire général de l'Association de solidarité franco-arabe (12 et 14, rue Angerou, 75007 Paris), indique : « C'est la politique sioniste des dirigeants d'Israël, qui refuse de rendre les territoires arabes occupés par la force depuis 1967, qui est reprochée par tous. Ce n'est pas le judaïsme qui est blâmé. Craignons maintenant qu'à un moment on n'en oppose un autre. Nous n'accepterons jamais l'assimilation entre notre condamnation politique du sionisme et l'antisémitisme inepte et odieux pour lequel nous n'avons que répulsion ».

« La Ligue internationale con-

M. MITTERRAND : pardon à Anne Franck

Dans sa chronique de l'Unité, M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., écrit notamment :

« Je saisis déjà que le sionisme était en attribut de la société. J'ai écrit d'écrire ce matin qu'il est la société même. Nul besoin pour mes assureurs d'avoir vu les visages, entendus les paroles des porteurs d'anathèmes. La haine immémoriale des hommes contre l'espèce est le tissu de leur histoire.

« Economisons les grands mots. N'en gardons qu'un, le mépris. Et pour l'édition de tous lieux la liste des dévotionnaires à « pour », des « contre », des « abjections ». D'un côté, Anne Franck et Franco. De l'autre, Dussolier, d'Estiang et des Tomtons Mancuie. Au milieu, Pinochet. Ces messieurs qui disent gravement du sionisme commencent la couleur du sang, toujours la même.

« Franck, Anne Franck, merveilleuse et déchirante, indéchirable, fleur de vie, pauvre morte, c'est à toi que je pense au moment d'écrire pardon ».

« Dans une déclaration commune, MM. André Malraux, François Mitterrand, Pierre Mendès France, Jean-Paul Sartre, Mme Simone de Beauvoir, MM. René Cassin, François Jacob, Alfred Kastler, André Lwoff et André Sakharov « démentent une protestation indignée contre la résolution votée par l'Assemblée générale des Nations unies, assimilant le sionisme au racisme. Cette fausseté de la vérité historique oublie le génocide de six millions de victimes et dénature l'aspiration des Juifs persécutés par le racisme à retrouver une identité nationale. Elle desservit la cause de la paix et manque à la vocation des Nations unies ».

REVENDIQUÉ PAR L'O.L.P.

Un attentat a fait, à Jérusalem six morts et quarante blessés

Le premier anniversaire de la réception de M. Yasser Arafat aux Nations unies, le 13 novembre 1974, a été marqué, jeudi, en Cisjordanie, par des manifestations limitées. En revanche, un grave attentat à l'explosif a été commis au cœur de Jérusalem faisant six morts et quarante blessés. Il a été revendiqué par l'O.L.P. Un porte-parole palestinien, cité par l'agence Wafa à Beyrouth, a affirmé que l'opération était destinée à « saluer les succès politiques obtenus par l'O.L.P. aux Nations unies ».

De notre correspondant

Jérusalem. — Les tracts diffusés en Cisjordanie par diverses organisations palestiniennes permettaient de prévoir que le 13 novembre, anniversaire de l'arrivée de M. Yasser Arafat aux Nations unies, serait marqué par un événement important. C'est dans le cadre des manifestations scolaires dans les lycées de Cisjordanie que cet événement était attendu. Mais en fait, c'était la population des quartiers juifs de Jérusalem qui était visée. A 18 heures, un engin explosif était découvert et désamorcé au marché de Mahanabéh, mais, une heure plus tard, un autre engin, placé dans une rue extrêmement fréquentée, explosait à quelques mètres de l'endroit où, le 4 juillet dernier, un rétrograde piégé avait fait treize morts. L'engin a tué six passants et en a blessé quarante, dont dix sont dans un état grave. Les débris matériels sont considérables. Ce vendredi matin, quatre seulement des six tués avaient été identifiés : il s'agit de deux garçons et de deux filles âgés de quinze, seize et dix-sept ans.

Les services de police et de l'armée ont, aussitôt après l'attentat, placé des barrières sur les routes menant en Cisjordanie et ont arrêté quelques dizaines d'Arabes pour interrogatoire. Vendredi, un important dispositif de sécurité a été mis en place à Jérusalem, par crainte d'un nouveau attentat que d'une action de représailles contre la population arabe de la ville.

« Le vote des Nations unies est un encouragement aux terroristes »

Les éditeurs de la presse de ce vendredi estiment que les votes récents de l'Assemblée générale des Nations unies ont apporté un encouragement aux terroristes. C'est ainsi, selon l'agence, que l'O.L.P. a diffusé sur les antennes de la Voix de la Palestine (dont l'émetteur serait maintenant au Liban, après la fermeture de la station du Caire par les autorités égyptiennes) un communiqué de l'agence Wafa

revendiquant « l'héroïque opération qui a tué de nombreux sionistes au cœur de Jérusalem ». L'agence souligne que la radio de Caïre s'est contentée, la nuit dernière, de diffuser sans commentaire le communiqué de l'O.L.P. en supprimant du texte les mots « héroïque opération ».

Un document américain sur les Palestiniens

L'intense émotion provoquée par l'attentat de jeudi n'est pas faite pour calmer les appréhensions soulevées à Jérusalem par le « document sur les Palestiniens » que le département d'Etat américain vient de présenter à une commission de la Chambre des représentants. Ce document, porté à la connaissance de la commission par un fonctionnaire chargé des affaires du Proche-Orient au département d'Etat, préconiserait, selon la presse israélienne, la recherche d'une solution avec certains éléments modérés de l'O.L.P.

C'est la première fois que l'Etat-Unis envisagerait, sous une forme officielle, une négociation avec les Palestiniens. L'initiative est très vive à Jérusalem, et la presse s'interroge avec pessimisme sur les intentions réelles de Washington. On indique dans les cercles officiels de capitale israélienne que Jérusalem n'a pas été consultée par les Américains dans l'élaboration du « document palestinien » que des éclaircissements seraient attendus. Certains estiment cependant que la façon dont le document a vu le jour pour l'instant, qu'il s'agit d'une œuvre destinée à mettre garde les Syriens contre le maintien de leur attitude rigide seraient menacés de se voir écartés d'une négociation ou seraient remplacés par des Palestiniens. D'autres estiment, au contraire, que ce document constitue un avertissement aux Israéliens, qui doivent s'attendre à un « tirage pro-palestinien » de politique américaine.

ANDRÉ SCAMAMA.

jusqu'au 24 décembre
le cadeau de Noël des Galeries Lafayette

crédit gratuit 9 mois

dans tous les rayons à partir de 1000 F
d'achats, dès acceptation du dossier.

Galeries Lafayette

HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE

Op. M. de L. S. D.

Madan
romain

première
important

licité à P.

Olympia est
banlieue.

licité à P.

كلمة من الناصر

PROCHE-ORIENT

Le Soudan a un rôle unique à jouer pour promouvoir la coopération afro-arabe

DÉCLARE LE PRÉSIDENT NEMEIRY

De notre envoyé spécial

Khartoum. — « Le Soudan a un rôle unique et distinct à jouer pour promouvoir la coopération et la solidarité afro-arabes. Après tout, la plupart des Arabes sont des Africains. Ils vivent en Afrique. Et je crois que nous remplissons notre rôle. » Le général Nemeiry, qui tient ces propos, en présence de quelques journalistes, n'est visiblement pas homme à se plaindre. Ni de son pays, cinq fois vaste comme la France, mais trois fois moins peuplé, ni du fardeau qui pèse sur ses épaules (en quatre ans de présidence, trois tentatives de coup d'Etat ont été déjouées, la dernière datant du 5 septembre 1975), ni même des sollicitations ou de l'ignorance des autres : le maréchal Amin — il est « auto-orienté » à la révéler — est venu lui demander il y a quelques jours d'intervenir auprès des Britanniques en faveur d'un règlement du lourd contentieux entre Kampala et Londres. D'autre part, « il y a

de vrai, dit-il, dans la rumeur de démarches soudanaises en vue d'un rapprochement entre Tripoli et Le Caire. » Et quant on lui rapporte qu'un récent sondage indique que la moitié des agences françaises de tourisme ignorent où se trouve le Soudan, il répond gentiment que « la première personnalité française importante à visiter le Soudan, c'est, cette année, M. Robert Guéyès, en allant : « Peut-être était-il en route vers ailleurs... ? » Cette conversation à bâtons rompus se déroule dans le salon d'honneur du palais, qui domine le Nil bien et où Gordon, le célèbre gouverneur britannique, fut tué en 1885 par les troupes victorieuses du Mahdi. Des serviteurs coiffés de turbans blancs évoluent silencieusement. Deux climatiseurs atténuent avec peine

la chaleur étouffante qui paralyse Khartoum. En uniforme de major-général, le col ouvert, monstaches fines, portant allégrement ses quarante-cinq ans, le président Nemeiry a le regard vif. Son métier, apparemment, ne le tourmente pas. Il a fait la paix en 1972 avec les insurgés noirs du Sud, les Anyanya, mettant ainsi fin à dix-sept ans de combats sanglants. En fait, il n'a pas eu de rôle politique mouvementé, il voudrait maintenant faire de son pays le grenier alimentaire du Proche-Orient.

incident, aussi regrettable fût-il, n'a pas de signification politique. L'intégration des éléments anyanya au sein des forces armées est déjà terminée. L'une des premières décisions de cette opération est la présence d'Anyanya au sein de la garde présidentielle.

« Les pays arabes participent-ils au développement du Soudan ?

« C'est leur intérêt d'investir chez nous. Je puis dire qu'en règle générale les investissements du monde arabe ne correspondent pas à nos espoirs, parce que l'infrastructure, les cadres, les communications manquent chez nous. Toutefois, à ce s'ensemble, les fonds de développement de l'Arabie Saoudite, de l'Égypte et du Koweït ne nous ont pas déçus. Au groupe, ma dernière visite en Arabie Saoudite s'est terminée sur de bonnes nouvelles. Mais il y a des contraintes qui rendent les choses un peu difficiles.

La tentative de coup d'Etat du 5 septembre

Le chef de l'Etat soudanais déclare à propos du coup d'Etat avorté du 5 septembre :

« Un vrai fiasco qui n'a pas duré deux heures. Les gens sont descendus dans la rue pour protester, au risque de leur vie. Je n'ai pas été arrêté à l'aéroport, mais quelques-uns de mes ministres ont été démis. Les partisans de l'ancien régime ont été exécutés. Des serviteurs coiffés de turbans blancs évoluent silencieusement. Deux climatiseurs atténuent avec peine

« Les cinq années à venir vont être les plus critiques de nos vies. Chaque secteur, plusieurs grands projets se termineront. En 1980, notre économie sera très proche de la phase de décollage. Nous sommes encore sur la liste des vingt-cinq pays les plus pauvres. Quand nos sommes arrivées au pouvoir, la première chose à faire était de réaliser l'unité nationale. Nous avons réussi le développement économique et social va maintenant se poursuivre.

« Quels sont les résultats des recherches pétrolières ? — Dans l'interland du sud et du centre du Soudan, les études géologiques et géophysiques indiquent que les probabilités sont encourageantes. Les forages offshore commencent bientôt, et ceux dans le Centre et dans le Sud avant la fin de 1976. Ceux qui sont impliqués dans cette importante entreprise sont plutôt optimistes. Sur le plan minéral, nous avons du cuivre, du fer, du chrome, du manganèse et du nickel. La prospection d'or a déjà commencé dans le Sinaï et c'est moi, dernier, une firme italienne a reçu l'autorisation de rechercher de l'uranium.

« Nous appuyons l'Égypte »

« Quel jugement portez-vous, monsieur le président, sur le deuxième accord israélo-égyptien dans le Sinaï ? — Notre position est claire. Nous appuyons le point de vue de l'Égypte. Ce sont les Égyptiens qui se sont battus et qui ont versé leur sang dans le Sinaï, et c'est leur territoire qui est en cause. Nous n'allons pas leur faire la leçon sur la façon dont ils doivent le récupérer. Vous devez vous rappeler que la conférence a eu son début à Rabat n'a pas échoué. Les efforts politiques et diplomatiques pour récupérer les territoires occupés, je pense que la guerre des mois et tout le bruit qui en est le sujet sont en train de s'éteindre. Davantage de gens se rendent compte maintenant de la véritable portée de cet accord.

« Que pensez-vous de la situation en Éthiopie ? — Après le retrait de la scène, puis la mort, de l'ancien empereur Haïlé Sélassié, l'Éthiopie ne sera jamais plus la même. Des changements radicaux ont eu lieu. Ce qui s'est passé à l'intérieur de l'Éthiopie dans le regard absolu, nous ne pouvons pas le dire. Mais, dans la mesure où les hostilités en Éthiopie continuent d'avoir des répercussions chez nous, nous devons nous en tenir concentrés. Nous arrêtons maintenant bien plus de cent mille réfugiés d'Érythrie. C'est un fardeau. J'ai lancé à nos frères Érythriens et Érythriens un appel pour qu'ils mettent fin à une guerre fratricide et sanglante. Mon gouvernement poursuit toujours, et activement, ses démarches pour amener les deux parties à discuter entre elles. Sans paix en Éthiopie, il n'y aura pas de progrès. Nous serons tous perdants.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

La paix règne dans le Sud

« Que pensez-vous des rumeurs à propos d'une reprise de la rébellion dans le Sud ? — Ces rapports sont sans fondement. Vous avez été dans le Sud, et vous avez pu constater que le pays est très calme. Nous avons recueilli plus d'un million de réfugiés. L'accord conclu à Addis-Abeba, le 29 mars 1972, a permis une trêve de guerre civile, de haines et de destructions. Nous sommes à jamais derrière nous. L'incident d'Alkoba a été minime. L'officier — lui-même un ancien anyanya — a perdu le contrôle de quelques-uns de ses hommes, qui se sont mutinés et l'ont tué. Cet

La première pierre est importante.

On n'habite pas à 40 ans, l'appartement de ses 30 ans. Mais pour cela, encore faut-il avoir acheté un appartement qui prend de la valeur. Or, c'est dans Paris, dans les quartiers en plein renouveau, que se font les meilleures affaires.

Félicité à Paris.

3.400 F/m². Au prix de la banlieue, placez votre argent dans Paris.

deSede canapés authentiques

EXPOSITION DE NOMBREUX MODÈLES DEPUIS LE 3 NOVEMBRE

Les canapés deSede sont à ce point sophistiqués qu'on pourrait les croire snobs... Mais leur style est si recherché, leur robe tellement soignée et leur ligne à ce point étudiée... qu'on leur pardonne volontiers.

LA BOUTIQUE DANOISE

42, AVENUE DE FRIEDLAND 75008 PARIS

TEL. : 227.0292 - 267.54.91

L'Olympia est à Paris. Pas en banlieue.

Et le Louvre, et les Champs-Élysées, et le Palais des Sports... Quitter Paris, c'est un peu quitter la vie. Or dans 3 mois, si vous le voulez, vous pourrez habiter Paris, avec des pelouses et des balcons, 7, rue Curial, Paris 19e.

Félicité à Paris.

3.400 F/m². Au prix de la banlieue, habitez dans Paris.

Hi-fi : rendez-vous rue de la Pompe

Si vous voulez entendre les Nocturnes de Chopin comme vous ne les avez jamais entendus, vous faire une idée de ce qu'est la « très haute fidélité », la vraie : allez lui rendre visite, vous ne serez pas déçus. A 23 ans, Philippe Taieb est sans conteste l'un des tous premiers spécialistes français en matière d'installations hi-fi. Son secret ? D'abord la passion de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la hi-fi. Ensuite, une double exigence qu'il résume ainsi : « Il n'y a pas de haute-fidélité sans matériel de haute qualité ; mais il n'y a pas non plus de haute-fidélité sans installation individualisée, sans étude acoustique de chaque implantation, à domicile. Il y a chez Philippe Taieb des appareils pratiquement introuvables ailleurs, comme la fabuleuse platine Empire. Mais on y trouve aussi du matériel de première qualité à partir de 2.000 F. Pour Philippe Taieb, en effet, « il existe une installation optimale pour chaque niveau de prix ». Et si les enceintes JBL 4350 ne sont pas prévues à votre budget, ne vous privez pas d'en admirer les performances. Le magasin de la rue de la Pompe est tout entier conçu comme un vaste auditorium, permettant une véritable écoute quadriphonique. Philippe Taieb, conseil en haute-fidélité, 143 rue de la Pompe, 75016 Paris. Téléphone 533.58.46.

(Publicité) à découper

ASSOCIATION **France-Israël**

Soucieuse de présenter à nos compatriotes une image objective des problèmes du Proche-Orient, l'Association France-Israël édite une série d'études basées uniquement sur des documents et témoignages authentiques.

La quatrième étude vient de paraître. Elle est envoyée à tout organisme ou personne intéressée qui en fera la demande (A.F.I. 63-Bd de Sébastopol, 75001 Paris)

ZENITH VOUS PROPOSE LES PLUS BELLES PLAGES DE L'HIVER

LES ILES DES BAHAMAS	Voyage de 9 jours	1 990 F
LES ILES SEYCHELLES	Voyage de 10 jours	3 380 F
SEYCHELLES/MALDIVE	Voyage de 17 jours	6 360 F
LA MER ROUGE/ÉILAT	Voyage de 8 jours	1 740 F
ISRAËL/VILLAGE NUBIEN	Voyage de 8 jours	2 450 F
LA FLORIDE	Voyage de 9 jours	2 280 F
CROISIÈRES - ILES DES CARAÏBES	Voyage de 10 jours	3 900 F
LA TUNISIE - DJERBA	Voyage de 8 jours	1 390 F
L'ALGÉRIE	Voyage de 8 jours	900 F
LE SAHARA EN LAND ROVER	Voyage de 10 jours	2 950 F
LE KENYA	Voyage de 9 jours	1 675 F

Demandez la brochure ZENITH à votre agence de voyages ou à ZENITH 14, rue Thérèse, 75001 PARIS. Tél. 742-95-90 - 266-44-77

(PUBLICITÉ)

SHARP A L'HONNEUR

Pour la haute qualité et l'esthétique de ses dernières réalisations qui vont notamment de la gamme HI-FI Optonica au T.V. couleur et Radio K 7, SHARP vient de recevoir, lors d'une réception chez « Mousin », le « LAUREAT D'OR » de la qualité et de l'esthétique internationale, décerné par France Promotion.

A l'issue de cette cérémonie, M. Henry George SCHAEFFER, administrateur de SHARP FRANCE et M. Daniel BOYEREN, directeur général, devaient recevoir le « Médaille d'Argent » du Conseil de Paris.

6 h, ce n'est pas une heure pour se lever.

Et un wagon ou une voiture, ce n'est pas un lieu pour dormir. C'est dommage de perdre dans les transports des heures mieux passées à se reposer. Félicité, vous restez dans Paris. Tout est proche, le métro ou le périphérique sont à côté. Venez visiter sur place les appartements modèles. 7, rue Curial, Paris 19e. Tous les jours de 14 à 19 heures. Samedi et dimanche de 10 à 19 heures.

Félicité à Paris.

Vente ALM. 98.98. 52, Champs-Élysées.

Destination **neige et soleil au TYROL**

10 jours, train + pension complète à partir de **845 F**

France-Tourisme

1, rue Auber - 75009 Paris, Tél. 742.27.40

Au prix de la banlieue, habitez Paris.

Studio	28 m ² + 2,67 m ² de loggia	126.000 F
2 pièces	46 m ² + 5,03 m ² de balcon	192.000 F
3 pièces	66 m ² + 7 m ² de balcon	234.000 F
4 pièces	85 m ² + balcon	276.000 F
5 pièces	98 m ² + 3,75 m ² de balcon	328.000 F

Prix fermes et définitifs.

Félicité à Paris.

Venez juger et restez dans Paris. **ESGM** Groupe Capelle Schneider

NDIQUÉ PAR L'O.L.P. lat a fait, à Jérusalem et quarante blessés

... M. Taieb... l'un des tous premiers spécialistes français en matière d'installations hi-fi. Son secret ? D'abord la passion de tout ce qui touche, de près ou de loin, à la hi-fi. Ensuite, une double exigence qu'il résume ainsi : « Il n'y a pas de haute-fidélité sans matériel de haute qualité ; mais il n'y a pas non plus de haute-fidélité sans installation individualisée, sans étude acoustique de chaque implantation, à domicile.

ayette
mit

00 F
ier.

Après le TRIOMPHAL SUCCES
de leur EXPOSITION

au
GEORGE V

grande quinzaine

AUX

FOURRURES
DU NORD

du Vendredi 14 Nov.
au Samedi 29 Nov. inclus.

REMISE
EXCEPTIONNELLE **10%**

COLLECTION DE PRESTIGE 75/76

Vison Black Diamond, Saga, Blackglama, Emba, Chinchilla, Zibeline,
Breitschwantz, Astrakan Swakara, Castor, Renard blanc, bleu, roux

MANTEAUX LONGS et CAPES du SOIR en:

Vison blanc, Vison Blackgama, Vison Rowalla, Renard, Breitschwantz, Chinchilla.
COLLECTION PRESTIGE

MANTEAUX

Chinchilla	60.000 f	54.000 f	Vison Pastel	11.250 f	10.125 f
Chinchilla	38.750 f	34.775 f	Vison Tourmaline	11.750 f	10.575 f
Zibeline	75.000 f	67.500 f	Vison Saphir	9.750 f	8.775 f
Pékan	36.000 f	32.400 f	Vison couleur	9.250 f	8.325 f
Breitschwantz vison blanc	34.750 f	31.275 f	Vison col renard	9.750 f	8.775 f
Vison Black Diamond	32.500 f	29.250 f	Vison Dark	8.350 f	7.515 f
Vison Blackglama	16.250 f	14.625 f	Vison ranch	7.850 f	7.065 f
Vison Dark, pastel	14.250 f	12.825 f	Castor du Canada	9.250 f	8.325 f

MANTEAUX

Loup	7.850 f	7.065 f	Queues de vison	4.650 f	4.185 f
Astrakan Swakara	7.450 f	6.705 f	Fouine	4.250 f	3.825 f
Astrakan swakara	6.850 f	6.165 f	Agneau des Indes	4.250 f	3.825 f
Astrakan pleines peaux	4.850 f	4.365 f	Rat d'Amérique	4.250 f	3.825 f
Astrakan pleines peaux	3.650 f	3.285 f	Gorges de Vison	3.850 f	3.465 f
Pattes d'Astrakan	1.950 f	1.755 f	Poulain	3.850 f	3.465 f
Ragondin	6.250 f	5.625 f	Pahmi	3.250 f	2.925 f
Marmotte	6.350 f	5.715 f	Murmel	3.450 f	3.015 f
Petit gris	4.250 f	3.825 f	Mouton doré	1.450 f	1.305 f
Renard bleu	5.850 f	5.265 f	Lapin fantaisie	1.750 f	1.575 f
Weasel	4.950 f	4.445 f	Lapin diffusion	1.350 f	1.215 f
Pattes de Guanaco	4.650 f	4.185 f			

- Service après vente
- Reprise en compte de vos fourrures actuelles au plus haut cours
- Les plus larges facilités de paiement

Pour participer à l'opération de sauvegarde des félins tachetés en voie de disparition, aucune fourrure; panthère, ocelot, tigre, guépard, léopard, jaguar, ne sera vendue.

2 ADRESSES

LAFAYETTE

115 à 119 Rue LAFAYETTE
PARIS. 10^e

Près GARE du NORD

PASSY

100 Avenue PAUL DOUMER
Angle Rue de la POMPE

PARIS. 16^e. Métro MUETTE

Magasins ouverts tous les jours de 9h. à 19h sans interruption, sauf Dimanche

LES POMPIDOU

tre le double dan
aventure

I trois qualités essen
ssible, l'autorité, le com

raie 2

antique.

uno rostand

POLITIQUE

DOM : M. Césaire (app. P.S.) critique le « stirmisme »

Jeu 13 novembre, l'Assemblée a examiné les crédits des départements d'outre-mer.

M. DE BOCCA BERRA (U.D.R.), rapporteur spécial, constate que « les choses bougent » et que la départementalisation politique, administrative et sociale a progressé très vite et de façon satisfaisante. Il relève cependant que dans le secteur économique, « les résultats demeurent décevants et incertains ».

M. FIOT (U.D.R.), rapporteur pour avis (conclusion des lois) souligne que des départements d'outre-mer manquent de magistrats pour assurer un bon fonctionnement de la justice.

M. DE GASTINES (U.D.R.), rapporteur pour avis (commission de la production), constate que la situation de l'emploi est préoccupante et demande que les personnes originaires des DOM bénéficient « d'une priorité absolue pour trouver du travail en métropole ».

Après avoir rappelé le double objectif de sa politique (favoriser une meilleure assimilation à la métropole, notamment par la départementalisation économique, et à la Communauté économique européenne), **M. OLIVIER STRIN,** secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, rappelle quelques-unes des décisions prises cette année et « qui marquent bien que l'amélioration du bien-être et du niveau de vie des Français d'outre-mer est et sera l'objectif prioritaire du gouvernement ».

Il insiste particulièrement sur l'importance de la politique culturelle qui doit permettre aux habitants des DOM de retrouver la personnalité dans ce domaine sans tourner le dos à la culture française.

Pour terminer il évoque le plan de développement de la Guyane, « projet important, qui constitue, en fait, la seule et la première chance véritable de ce beau département ». Il indique, à ce sujet, que le gouvernement a financé dans un mois le nombre de ceux qui seront autorisés à rejoindre la Guyane chaque année.

En conclusion, il relève « les évolutions récentes de certains territoires français d'outre-mer qui, se sentant bien à l'aise dans l'ensemble français, entourent avec intérêt leur accession au statut de région, et de département ». « Cela ne rend que plus urgent, ajoute-t-il, le manque d'imagination et de générosité, le

M. DEBRÉ (U.D.R.) : l'emploi

Jeu 13 après-midi, après l'éloge funèbre de Louis Pinard, député socialiste de la Dordogne, **M. DEBRÉ (U.D.R.),** premier orateur inscrit dans la séance, a examiné les crédits des DOM, s'interrogeant sur « l'avenir que nous pourrions offrir à une jeunesse nombreuse, instruite et énergique ». Pour l'orateur, la réponse à cette question « essentielle » est simple : l'emploi. « La venue en métropole, estime-t-il, reste la principale solution ; or les crédits proposés à cet effet sont très insuffisants ».

M. CLAUDE WEBER (P.C., Val-d'Oise) dénonce « l'état de sous-développement dans lequel le colonialisme a maintenu la Guyane » et s'élève contre l'envoi dans ce département de milliers de métropolitains, « alors que la population locale est sans emploi ».

M. SABLÉ (app. R.I., Martinique) regrette l'attitude de la Communauté économique européenne à l'égard des producteurs des DOM, « trop souvent pénalisés », et préconise l'ouverture de grands travaux, afin de procurer des emplois aux habitants locaux. **M. ALAIN VIVIER (P.S., Seine-et-Marne)** proteste contre la « nouvelle colonisation » de la Guyane, qui, à son avis, « déshonore les présidents ».

Il annonce que son groupe refuse ce budget. Pour **M. FONTAINE (n. inscr., la Réunion),** il faut mettre « en œuvre une politique économique globale et stopper la hausse du coût de la vie ».

M. RIVIERREZ (U.D.R., Guyane) reconnaît l'intérêt du plan de développement de son département, mais estime que la section centrale — est répartie, de Paris, par le comité directeur du FIDOM, assemblée composée pour moitié de parlementaires, pour moitié de fonctionnaires et présidée par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Il faut ajouter aux sommes figurant à ce budget celles que dépensent en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion les ministères techniques, puisqu'il s'agit de départements. En 1976, leur montant global sera de quelque 500 millions.

Objectifs annoncés par le gouvernement : favoriser les cultures vivrières et maraichères, produire de base, développer un tourisme orienté plus nettement vers les classes moyennes, aider les investissements (article 9 de la loi du 24 décembre 1971 prévoyant des aménagements sociaux pour les bénéficiaires résidents d'outre-mer est prorogé). Cette politique décrite de l'annonce, en décembre 1974 aux Antilles, par M. Giscard d'Estaing, de l'éclosion de la « départementalisation économique ». Toutefois, les crédits alloués à ce budget de reconduction, en lieu de traduire la mise en œuvre de tous les moyens qui seraient nécessaires à l'application de la politique dictée par le chef de l'Etat.

sectarisme fié et doctrinal de certains. Il souligne notamment la contradiction de la politique menée par le parti communiste qui, d'une part, classe les P.C. des départements d'outre-mer parmi les partis étrangers et, d'autre part, prétend localement vouloir les maintenir dans le cadre français.

M. FOSSÉ (U.D.R.) : l'emploi

« C'est un pari qu'il faut gagner », dit-il. Il estime indispensable d'associer les élus locaux à ce plan. **M. BERRE (app. P.C., Guadeloupe)** rappelle la position de son groupe, favorable au droit à l'autodétermination et à l'autonomie des DOM, dans le cadre d'une union avec la métropole. Son groupe ne votera pas ce budget.

« S'adressant à M. Strin, M. CÉSIRE (app. P.S., Martinique) déclare : « Le stirmisme, c'est l'ordre de maintenir les conditions de vie des habitants des départements d'outre-mer dans un état d'immobilité et d'isolement ». « Nous nous méfions d'un génocide par substitution ».

M. GUILLIOT (U.D.R., Guadeloupe) évoque la croissance démographique, dont la maîtrise conditionne la réalisation des projets de développement. **M. JALON (app. P.S., Guadeloupe)** estime que « si l'on veut décrire la vie politique dans les DOM, il n'y a qu'à constater que les conditions de vie des habitants des DOM sont devenues de plus en plus difficiles affectés à ces départements ».

Pour **M. CAMILLE PETIT (U.D.R., Martinique),** il convient de maintenir les productions agricoles traditionnelles, menacées par la concurrence.

Enfin, **M. CHERNEAU (N.I., la Réunion)** voudrait voir son département bénéficier d'un contrat de pays analogue à celui actuellement appliqué dans le Massif Central.

Répondant aux orateurs, **M. STRIN** évoque notamment : « L'emploi : l'effort consenti en faveur de ceux qui souhaitent trouver du travail en métropole est considérable et, sur l'ensemble des crédits, deux fois plus que l'année dernière. Le FIDOM pour la métropole, les bureaux de l'emploi ne comptent que trois cents chômeurs ».

« Les transports : le nombre de voitures a augmenté de 200.000 en 1974. Le gouvernement prépare d'autres mesures pour qu'elles soient financées par le budget de l'Etat ».

« La C.R.E. : le gouvernement a donné des instructions très fermes à ses représentants à l'égard des crédits de l'Etat. Il veillera également à ce qu'un règlement communautaire protège convenablement la production des bananes ».

« L'objectif essentiel de notre plan n'est pas d'amener en Guyane des Français de la métropole : c'est d'assurer enfin le développement de ce département. Mais ce qui est le racisme à rebours qui prétend interdire aux Français de métropole de se rendre en Guyane ? Les crédits de l'Etat sont destinés à assurer que le gouvernement ne lâchera pas ».

« Le statut départemental : la départementalisation est une chose acquise, le droit même irréversible. Etant un système souple, elle permet cependant d'appliquer des règles particulières dans certains domaines. M. Césaire a dit qu'il fut au départ un des plus ardents défenseurs de ce système ».

M. Strin annonce qu'il effectuera d'étudier les conditions dans lesquelles les contrats de pays pourraient être appliqués aux DOM.

L'Assemblée nationale adopte ensuite les crédits des D.O.M.

Les conseillers autonomistes ont été mis en minorité jeudi 13 novembre à l'Assemblée territoriale de la Réunion. Les députés étaient ralliés au projet de réforme du statut présenté par M. Olivier Strin, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. (A.F.P.)

La commission des finances du Sénat a décidé de proposer, lors de la discussion du budget au palais du Luxembourg, que le projet de loi relatif à la réforme du statut des DOM-TOM soit renvoyé à l'Assemblée nationale. La commission a pris cette décision et a voté l'impossibilité d'exercer un véritable contrôle de radio et de télévision.

L'examen du projet de budget

INTÉRIEUR : de nombreux

Il n'y aura pas de vote à la polémique qui a surgi mercredi soir 12 novembre entre M. Jean Lecanuet, qui avait reproché au ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, de « mettre en cause la justice », et M. Michel Poniatowski, qui avait estimé que cette « sortie » s'expliquait sans doute par la « fatigue » de son collègue. Dès le lendemain matin, les deux ministres sont convenus par téléphone de ne pas s'entretenir de ce qu'elle, et l'après-midi même à l'Assemblée nationale, certains membres des cabinets des deux ministres s'efforçaient de convaincre les incre-

dules qu'« on avait fait beaucoup trop de bruit pour rien » et que l'éclat du garde des sceaux ne remettrait pas en cause les liens politiques qu'en tant que président du Centre démocrate il entretenait avec le président de la Fédération nationale des républicains indépendants. Cela étant, comment ne pas insister sur la satisfaction ressentie par les communistes de constater que leur chef de file était, à l'occasion, capable, lui aussi, de donner des « coups », comme un sentiment de revanche à l'égard des républicains indépendants, qu'ils soupçonnaient de pratiquer un

protection des plus faibles et garantir nos libertés. Pas de cité sans loi et pas de loi sans cité, comme toute institution, peut avoir ses faiblesses, mais elles sont aussi limitées qu'elle-même. C'est elle qui, avec la justice, préserve la cité de l'anarchie ».

Le ministre indique ensuite que son budget prévoit une meilleure formation des personnels de police et précise qu'il étudie la création d'une école de cadets où les jeunes de seize ans pourront préparer les différents concours de la police.

En ce qui concerne la sécurité routière, il relève que les accidents mortels ont diminué de 20 % de 1972 à 1974 et précise que l'action en matière de contrôle

de vitesse et de surveillance sera poursuivie. Observant que le seul aide est à l'origine de huit mille décès par an, il souhaite développer le système d'appel S.O.S. en soutenant mieux les organes locaux qui s'y consacrent. Quant aux collectivités locales, qu'il connaît de sérieux problèmes », il estime nécessaire d'entreprendre une réforme de financer les communes, au-delà de leur dette actuelle.

Il ajoute : « Nous continuerons à freiner le développement de la région parisienne, afin d'éviter la population, en 1970, de quatre à douze millions (actuellement dix millions), de développer les villes moyennes, de développer les contrats des petits pays, à maintenir des services

De la quantité à la qualité

Hors de la région parisienne, une seule ville de plus de 100 000 habitants a vu ses effectifs de policiers augmenter au cours de cette année : Rouen, où ils sont passés de 661 à 613 hommes. A Paris, et dans le proche banlieue, les renforts n'ont porté que sur 137 hommes (pour atteindre 27 421). Quant au budget prévoyait la création de 1 600 emplois, dont le plus grand sont allés aux autres villes de plus de 100 000 habitants. Sans doute était-il nécessaire d'améliorer les moyens des services urbains des villes moyennes, mais les grandes villes ne souhaitent pas faire les frais de cette politique. « Il semble qu'un certain nombre de villes de province souffrent encore en cette matière d'une sous-administration à laquelle il est urgent de remédier », note M. Claude Garbet, député d'Essonne et-Ldr (n.p. ind.), rapporteur de la commission des lois. Pour autant, le ministre de l'Intérieur devait lui-même reconnaître que 60 % de la criminalité est concentrée dans cinq zones à forte urbanisation : la région parisienne, le Nord, le Rhône, les Bouches-du-Rhône et les Alpes-Maritimes. Au « saupou-

drage » désordonné qui prévaut essentiellement dans la répartition des effectifs policiers, une action plus édictive, géographique ou sectorielle, serait donc certainement préférable car plus « rentable » au regard de l'effort consenti.

Mais au-delà, c'est toute la politique de l'emploi du personnel qui doit être revue. La situation actuelle démontre qu'une police nombreuse n'est pas forcément une bonne police et que — la police judiciaire mise à part, car le déficit numérique y est vraiment trop flagrant — il faut davantage compter avec la qualité des hommes et les moyens de travail qu'avec les effectifs. Ce qui suppose d'en finir avec les fonctionnaires sous-employés ou sous-qualifiés. Enfin, l'effectif passe aussi par la reprise en ordre complet d'une maison — à la croissance trop brutale des circonscriptions pour être rationnelle. Depuis quelques mois, certains syndicats agitent des propositions de réforme de structures. Même s'il n'en est pas question dans le budget, le ministre de l'Intérieur y songe aussi.

JAMES SARAZIN.

Inférieur aux ambitions

Le budget des départements d'outre-mer pour 1976 s'établit, en crédits de paiement, à 476 671 000 francs, soit une augmentation de 13,25 % par rapport à celui de 1975. De 1974 à 1975 l'accroissement avait été de l'ordre de 28 %.

Les dépenses ordinaires s'élevaient à 293 000 francs. Leur hausse (16,54 %) est due surtout aux augmentations des traitements de la fonction publique, c'est-à-dire à des mesures acquiescées. Les mesures nouvelles visent essentiellement à l'amélioration des conditions de vie des militaires accomplissant le service militaire adapté. Elles incluent aussi la création d'un poste de président du tribunal administratif de la Réunion (auquel est adjoint le poste de président du tribunal administratif de la Réunion). Mais qui s'ajoute à un magistrat métropolitain qui séjournera dans l'île quelques mois par an.

L'accroissement des dépenses en capital est de 0,24 %. Elles s'élevaient à 243 millions, dans lesquels les crédits du Fonds d'investissement dans les départements d'outre-mer (FIDOM) représentent 228 millions. La section locale de ce fonds — celle qui est gérée souverainement par le conseil général de chaque département — stagne maintenant à 25 % de la dotation globale. La

reste des crédits — la section centrale — est répartie, de Paris, par le comité directeur du FIDOM, assemblée composée pour moitié de parlementaires, pour moitié de fonctionnaires et présidée par le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

Il faut ajouter aux sommes figurant à ce budget celles que dépensent en Martinique, Guadeloupe, Guyane et Réunion les ministères techniques, puisqu'il s'agit de départements. En 1976, leur montant global sera de quelque 500 millions.

Objectifs annoncés par le gouvernement : favoriser les cultures vivrières et maraichères, produire de base, développer un tourisme orienté plus nettement vers les classes moyennes, aider les investissements (article 9 de la loi du 24 décembre 1971 prévoyant des aménagements sociaux pour les bénéficiaires résidents d'outre-mer est prorogé). Cette politique décrite de l'annonce, en décembre 1974 aux Antilles, par M. Giscard d'Estaing, de l'éclosion de la « départementalisation économique ». Toutefois, les crédits alloués à ce budget de reconduction, en lieu de traduire la mise en œuvre de tous les moyens qui seraient nécessaires à l'application de la politique dictée par le chef de l'Etat.

LA COMMISSION ÉLARGIE SUSCITE DES RESTRICTIONS

La seconde réunion élargie de la commission des lois, consacrée cette fois à l'examen des crédits du ministère de la Justice, à l'Assemblée nationale (nos dernières éditions datées 14 novembre).

Contrairement à la séance inaugurale, cette réunion s'est déroulée en même temps que la séance publique au cours de laquelle a été examiné le budget de l'Intérieur. Cette simultanéité, justifiée par M. FOYER en raison du « plan de charge » de l'Assemblée et de la commission des lois qui préside, a été dénoncée par l'opposition, déjà fort réservée quant à l'opportunité de cette nouvelle procédure. Cette dernière a souligné MINE CONSTANTIN au nom du groupe communiste, « et loin de contribuer à une meilleure organisation du travail parlementaire, apporte des complications nouvelles et des fatigues supplémentaires ». « Une telle procédure ne saurait relever le prestige du Parlement », a-t-il affirmé.

« L'annonce que les commissaires communistes n'y participeraient pas dans de telles conditions. En séance publique, M. MAURICION ANDRIEU (P.C.) a déclaré cette « dispersion » et cette « confusion » qui risquent, à son avis, d'altérer la campagne visant l'absentéisme parlementaire », campagne sur laquelle son groupe entend se prononcer bientôt publiquement.

M. MEXANDEAU, député socialiste, a également relevé « l'étrange télescope des activités des membres de la commission des lois, qui, d'une part, examinent les crédits de la commission des lois, et, d'autre part, examinent les crédits de la commission des lois ». « Cette situation est-elle normale ? ».

Pour **M. RALIN (P.C.),** « il est malade de être (comme l'écrivait M. Bigon, dans le Monde du 4 novembre) que « la pièce n'est pas plus », car ce ne sont pas les pièces qui sont en cause mais la mise en œuvre imposée par l'Assemblée à la vie parlementaire ».

Plus modestement, **M. FANTON (U.D.R.)** a demandé la suppression des commissions élargies, qui, et M. Claudius-Petit (n.p. ind.) ne risquent de se transformer, vu les circonstances, en réunions rétrogrades. — F. Fr.

Les conseillers autonomistes ont été mis en minorité jeudi 13 novembre à l'Assemblée territoriale de la Réunion. Les députés étaient ralliés au projet de réforme du statut présenté par M. Olivier Strin, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM. (A.F.P.)

Les sénateurs se sont prononcés contre l'impôt foncier

Les sénateurs ont prononcé, jeudi 13 novembre, à la nuit du 13 au 14, jusqu'à 6 heures du matin, l'examen de la réforme de l'urbanisme et de la politique foncière, qu'ils ont repris vendredi après-midi. Ils ont voté, à la majorité, la suppression de l'impôt foncier, mais ils ont refusé de voter la suppression de l'impôt foncier, ce qui leur a permis de maintenir en vigueur l'impôt foncier.

Les sénateurs ont prononcé, jeudi 13 novembre, à la nuit du 13 au 14, jusqu'à 6 heures du matin, l'examen de la réforme de l'urbanisme et de la politique foncière, qu'ils ont repris vendredi après-midi. Ils ont voté, à la majorité, la suppression de l'impôt foncier, mais ils ont refusé de voter la suppression de l'impôt foncier, ce qui leur a permis de maintenir en vigueur l'impôt foncier.

La décision juridictionnelle des tribunaux d'arrondissement de la Seine a été confirmée par le Sénat. Il faut entrer le régime de l'impôt foncier dans les ressources de celles-ci.

« J'ai toujours réagi comme vous M. Gallely devant l'idée d'obliger des propriétaires à déclarer une valeur dont ils ne peuvent avoir aucune notion. Il convient que l'administration leur fournisse des références, que les acceptations de nos impôts ne soient pas déclaratives ? »

M. GALLEY avait apporté, en réponse, les précisions suivantes : « Mes services ont tenté de chiffrer l'incidence de votre réforme. Elle entraînerait l'effacement de la suppression de quatre taxes qui rapportent respectivement 2 500 millions, 4 800 millions, 7 500 millions et aux collectivités 1 100 millions, soit 15 900 millions au total. En revanche, que rapportent votre système, pour une somme estimée à 1 500 millions, pour un taux de 0,25 %, la recette serait inférieure à 4 milliards. Au taux de 0,75 %, ce serait 12 milliards. Et même au taux maximum, à savoir de 1 %, nous récupérerions à peine la perte enregistrée. Comme vous voyez, il n'y a pas de miracle. La suggestion consiste à renvoyer ces amendements devant le comité d'études. — A. G.

« L'impôt foncier, ad valorem, ne profite pas aux collectivités locales. Il fait entrer le régime de l'impôt foncier dans les ressources de celles-ci ».

« Art. 24 bis. — Cet article institue un comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales. Le comité a pour mission de proposer au Parlement la composition de ce comité de la présence d'un représentant de l'Association des présidents de conseils généraux. L'article a été adopté par 200 voix contre 76 ».

« Art. 16. — Le Sénat a rétabli une période transitoire pour l'application des dispositions concernant le plafond légal de densité ».

« Art. 20. — Contre l'avis du gouvernement, le Sénat a adopté un amendement tendant à modifier par M. JARGOT substituant l'autorité des maires à l'autorité administrative pour la création de GUY PETIT (Pays), des communes de moins de 10 000 habitants. Au sujet du droit de préemption dans les zones d'intervention foncière, plusieurs amendements ont été déposés à l'initiative de M. LAUCOURNET et PISANI MONICRON et GUY PETIT (Pays), ces amendements tendent à définir les aliénations qui seront soumises au droit de préemption ».

« Art. 15. — Par 196 voix contre 83, a été confirmée le principe d'un statut particulier pour la région parisienne. Mais, sur proposition de M. PILLER (Union cent.), rapporteur de la commission des lois, le texte voté par l'Assemblée nationale a été modifié : pour l'utilisation du produit de la taxe, le Sénat n'a pas laissé subsister que l'obligation d'affecter au moins la moitié à la constitution d'espaces verts ».

« Art. 8. — Le quart du produit de la taxe (de dépassement du plafond légal) doit être attribué en priorité aux Fonds d'équipement des collectivités locales. Le Sénat a voulu que cette somme soit complétée à part en vue du financement d'opérations intéressant les petites et moyennes communes. Il a précisé que cette recette ne pourra pas être utilisée au remboursement de la T.V.A. (système de M. PIERRE BROUSSE (gauche dém.), rapporteur de la commission des finances) ».

« Art. 8. — Supprimé l'article relatif à l'obligation aux régions d'affecter au remboursement une part des recettes du P.I.D. ».

« Art. 3. — Cet article précise la façon dont s'appliquent les

dispositions relatives à l'exercice du droit de préemption dans les zones où sont entreprises des opérations d'urbanisme en régime direct par la commune ou ses établissements publics. Le Sénat a voté de modifier le principe du calcul global d'un plafond légal pour l'ensemble de la zone. [Amendement de M. CHATEY (n. inscr.), au nom de la commission des affaires économiques.]

« Art. 16. — Le Sénat a rétabli une période transitoire pour l'application des dispositions concernant le plafond légal de densité ».

« Art. 20. — Contre l'avis du gouvernement, le Sénat a adopté un amendement tendant à modifier par M. JARGOT substituant l'autorité des maires à l'autorité administrative pour la création de GUY PETIT (Pays), des communes de moins de 10 000 habitants. Au sujet du droit de préemption dans les zones d'intervention foncière, plusieurs amendements ont été déposés à l'initiative de M. LAUCOURNET et PISANI MONICRON et GUY PETIT (Pays), ces amendements tendent à définir les aliénations qui seront soumises au droit de préemption ».

« Art. 15. — Par 196 voix contre 83, a été confirmée le principe d'un statut particulier pour la région parisienne. Mais, sur proposition de M. PILLER (Union cent.), rapporteur de la commission des lois, le texte voté par l'Assemblée nationale a été modifié : pour l'utilisation du produit de la taxe, le Sénat n'a pas laissé subsister que l'obligation d'affecter au moins la moitié à la constitution d'espaces verts ».

« Art. 8. — Le quart du produit de la taxe (de dépassement du plafond légal) doit être attribué en priorité aux Fonds d'équipement des collectivités locales. Le Sénat a voulu que cette somme soit complétée à part en vue du financement d'opérations intéressant les petites et moyennes communes. Il a précisé que cette recette ne pourra pas être utilisée au remboursement de la T.V.A. (système de M. PIERRE BROUSSE (gauche dém.), rapporteur de la commission des finances) ».

« Art. 8. — Supprimé l'article relatif à l'obligation aux régions d'affecter au remboursement une part des recettes du P.I.D. ».

« Art. 3. — Cet article précise la façon dont s'appliquent les

ZENITH VOUS PROPOSE ISRAËL

20 FORMULES DE VOYAGE RÉALISÉES PAR UNE ÉQUIPE DE SPECIALISTES

D'UN BILLET D'AVION A 1 088 F POUR UNE SEMAINE. AU WEEK-END DE 5 JOURS A 1 315 F. DES SEJOURS DE 3 JOURS EN 1 740 F. DES CROISIÈRES EN 1 610 F. TEL AVIV 1 530 F (6 étoiles). DES GÉOGRAPHS EN AUTOCAR DE 8,8 et 15 JOURS à partir de 2 130 F. L'AVION + AUTO + HOTELS 2 JOURS 1 885 F. LOCATION VOITURE A PARTIR DE 170 F PAR SEMAINE, etc...

Demandez la brochure ZENITH à votre agence de voyages ou à ZENITH 14, rue Thiers, 75001 PARIS. Tél. 742-65-80 - 266-44-77

Handwritten note: *Je n'ai pas de 1.50*

POLITIQUE

INTERIEUR : de nombreux s'inquiètent du climat d'insécurité

Un trop volontiers la technique de « débauchage » ? M.M. Médéric et Gauthier, députés élus...

Après s'être interrogé sur la politique du gouvernement en matière d'aménagement du territoire (à nous vions sous un régime de décentralisation...)

Après avoir estimé que « la sécurité des biens et des personnes n'est pas assurée convenablement... » M. LIGOT (sup. R.I. Maine-et-Loire) demande que l'Etat rembourse à 100 % les dommages occasionnés par des tiers aux communes...

dans une question écrite quelles mesures il compte prendre pour mettre fin à une situation malsaine qui a pour effet de transformer le conseil des ministres en une assemblée de présidents et de secrétaires généraux de partis... M. FROSTOWSKI indique que l'Etat sera poursuivi et qu'il souhaite donner aux départements et aux communes plus de responsabilités dans l'exercice...

M. MERMAZ déclare : « Projetez ailleurs qu'ici des propos comme ceux que vous venez de tenir et nous pourrions nous trouver dans d'autres enceintes ! »

M. FROSTOWSKI reprend la parole pour indiquer que sur les cent dix cantons nouvellement créés dans la région parisienne, soixante-dix-huit ont une majorité pour M. Mitterrand.

autrement graves et sérieux. Reste qu'il apparaît urgent à tous de définir les règles du jeu majoritaire qui éviteraient à la nature concurrentielle de devenir affrontement.

M. FREDERIC-DUPONT (R.I. Paris) estime que l'on assiste à « l'insurrection des victimes » des actes de violence qui se multiplient de plus en plus...

M. FROSTOWSKI indique que l'Etat sera poursuivi et qu'il souhaite donner aux départements et aux communes plus de responsabilités dans l'exercice...

Vienna la « ville la plus mal gérée de France ». Le maire, M. Mermaz, député socialiste, lui a promis de l'attaquer en correctionnelle s'il ne cessait d'être accusé de protéger dans cette essence par l'immunité.

Après M.M. WALDECK-LOUILLIER (P.S., Hauts-de-Seine), DORIEUX (R.I. Nord), FROCHE (P.S., Hérault), M. ROLLAND (U.D.R., Allier) souligne l'insécurité de la population devant la recrudescence des attentats...

M. MICHEL PONIATOWSKI indique qu'il répondra par écrit à ceux des parlementaires qui, l'ayant interrogé sur différents aspects du projet de budget de l'intérieur, ont, depuis leur intervention, quitté l'hémicycle.

Près de cent dix mille policiers

Le projet de budget du ministère de l'Intérieur en augmentation de plus d'un milliard et demi de francs par rapport à 1974 (il atteint au total 9 milliards 773 millions de francs pour les dépenses de fonctionnement et les crédits de paiement contre 8 151 millions l'année précédente).

12 millions pour la conservation du littoral

Le montant total des crédits directement consacrés à l'aménagement du territoire dans le projet de budget de 1976 s'élève à 2 065 MF, en augmentation de 11,10 % sur 1975. Les subventions destinées à encourager la localisation en province d'emplois sont en net accroissement.

Création de cent mille policiers

La création de cent mille policiers, emplois supplémentaires, au total, la police nationale y compris les améliorations de rémunération — voit ses dépenses s'accroître de près de 150 millions de francs.

La dotation prévue en faveur des villes moyennes

La dotation prévue en faveur des villes moyennes est en progression de 21,3 % (86 MF en 1974) ; elle permettra d'approuver une quinzaine de nouveaux contrats l'année prochaine.

Le parc Offenbach 33, rue Cartault

Il reste quelques rares, beaux et grands appartements avec terrasses dominant tout Paris. Il reste aussi quelques studios et deux pièces. 235.000 F un 2 pièces, cave comprise - 47 m² et 13 m² de loggia.

Le parc Offenbach 33, rue Cartault

Il reste quelques rares, beaux et grands appartements avec terrasses dominant tout Paris. Il reste aussi quelques studios et deux pièces. 235.000 F un 2 pièces, cave comprise - 47 m² et 13 m² de loggia.

OFFENBACH DERNIERE. Il reste quelques rares, beaux et grands appartements avec terrasses dominant tout Paris. LE PARC OFFENBACH 33, RUE CARTAULT, IL COURONNE LA COLLINE DE PUTEAUX. GEFIC CCI. Bureau de vente ouvert tous les jours de 14 h à 19 h samedi et dimanche de 10 h à 19 h.

tel
bab 23 25
fermé dimanche lundi

Lisez
Le Monde
des Philatélistes

JUSTICE

A la conférence
des tribunaux de commerce

M. GISCARD D'ESTAING ANNONCE UNE RÉFORME DU STATUT DES SYNDICS

« Il faut mettre la loi en harmonie avec certains impératifs sociaux », a déclaré M. Valéry Giscard d'Estaing devant la conférence générale des tribunaux de commerce — deux cent vingt-sept en France, — dont il a présidé jeudi matin 13 novembre la séance d'ouverture au tribunal de commerce de Paris. Le chef de l'État a annoncé que les réformes de ces juridictions, qui devraient être prochainement proposées au gouvernement par une commission ad hoc, seraient soumises au Parlement en 1976.

Il a précisé que ces réformes concernaient une nouvelle définition de la responsabilité des chefs d'entreprise, de nouvelles procédures applicables aux entreprises en difficulté, la réforme du statut des syndics et des administrateurs judiciaires.

M. Jean Martineau, président du tribunal de commerce de Paris, a fait un tableau pessimiste de la situation actuelle des tribunaux de commerce et des difficultés matérielles que rencontrent les deux mille quatre cents magistrats consulaires de France dans l'exercice de leurs fonctions. Il avait auparavant déclaré que le montant des faillites judiciaires était passé de 1 milliard 300 millions en 1971 à plus de 4 milliards, estimation pour 1975.

M. Giscard d'Estaing avait d'autre part indiqué, à propos des tribunaux de commerce : « Certaines juridictions déficientes, en nombre limité, doivent disparaître. »

M. RAOUL COMBALDIEU PREMIER PRÉSIDENT DE LA COUR DE RÉVISION JUDICIAIRE DE MONACO

M. Raoul Combaldieu, président de la chambre criminelle de la Cour de cassation, vient d'être nommé premier président de la cour de révision judiciaire de la principauté de Monaco.

Cette juridiction, qui comprend des magistrats de la Cour de cassation de France en activité ou en retraite, siège environ deux fois par an et examine les pourvois que forment les justiciables contre les arrêts rendus en matière civile ou pénale par la cour d'appel de Monaco. Si elle décide de casser un arrêt, elle examine aussitôt l'affaire et la juge elle-même, contrairement à la Cour suprême française qui renvoie le dossier à une autre cours d'appel.

UNE CAMPAGNE CONTRE LA PEINE CAPITALE

L'Association française contre la peine de mort que préside Mme Georgie Viennet entreprend actuellement une campagne « nationale et internationale » pour le respect de la vie, une meilleure justice et une réelle protection de sons.

Le mouvement a donc décidé de faire signer une pétition pour réclamer « l'abolition de la peine de mort dans le monde », « des peines de remplacement assurant pleinement la défense sociale », « la prévention de la criminalité » et « l'aide aux victimes ».

Le dépôt de ces signatures sera effectué le jeudi 27 novembre à l'élysée et le 1^{er} décembre une vente aux enchères sera organisée par l'association, gare d'Orsay à Paris, sur le thème : « L'initiative contre la peine de mort ». (Lire page 30 les articles de CLAUDE SAERVAUTE et PHILIPPE BOUCHER.)

Votre facturation à sortir en 8 jours ?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**



MANPOWER
Membre du **Renat**

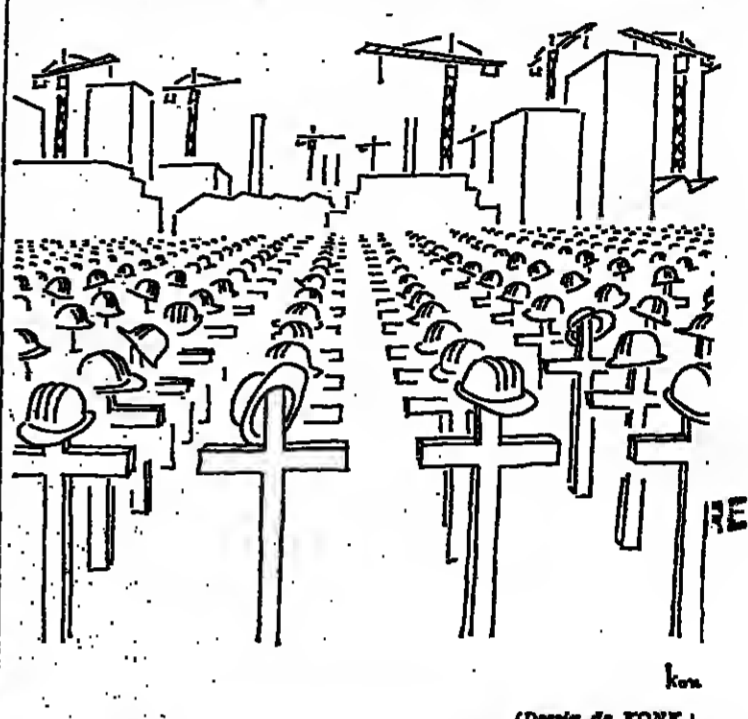


Après un accident mortel du travail, dans l'Allier

Un chef d'entreprise est écroué pour homicide involontaire

Inculpé d'homicide involontaire et d'infractions aux règles de sécurité du code du travail, M. Joseph-André Planche, quarante-cinq ans, chef d'une entreprise de construction et de travaux publics de Vichy, a été placé sous mandat de dépôt par Mlle Jany Chau-

thune. M. Chappon avait été inculpé d'homicide involontaire et d'infractions au code du travail par M. Patrice de Charette, juge d'instruction, après la mort d'un ouvrier, M. Roland Williamson, au mois de janvier. Ce précédent avait provoqué une vive polém-



(Dessins de KONK.)

vand, juge d'instruction à Moulins (Allier), et incarcéré à la maison d'arrêt de Moulins.

Une enquête avait été ordonnée par le parquet et l'inspection du travail après la mort le 7 octobre dernier, à Moulins, de M. Michel Dreyas, cinquante-deux ans, sur un chantier de l'entreprise de M. Planche. L'ouvrier était tombé du neuvième étage d'une H.L.M. en construction. La rambarde d'un échafaudage avait brusquement cédé.

Pour un autre accident mortel, M. Planche avait été condamné le 27 juin dernier, par le tribunal correctionnel de Clermont (Allier) à 1.500 francs d'amende pour homicide involontaire et infractions au code du travail. Le tribunal lui avait en outre donné un délai de six mois pour exécuter sur ses chantiers tous les travaux de protection imposés par la réglementation.

L'incarcération de M. Planche survient après celle de M. Jean Chappon, directeur de l'usine Huelles, Goudrons et Dérivés de Vendin-le-Vieux (Pas-de-Calais), le 29 septembre à Bé-

Non-lien pour un surveillant qui avait tué un détenu. — La chambre d'accusation de Lyon a confirmé, jeudi 13 novembre, l'ordonnance de non-lien rendue par M. André Vignati, juge d'instruction à Saint-Etienne, après la mort d'un jeune détenu, Gilbert Besnard, tué d'un coup de carabine, le 29 juillet 1974, par M. Vergniaud, surveillant à la maison d'arrêt de La Talaudière (Loire). Selon M. Vergniaud, le détenu, qui tentait de passer sur le toit de la maison d'arrêt, alors qu'un incendie venait d'éclater, n'aurait pas répondu aux sommations.

La chambre d'accusation la cour d'appel de Douai a infligé quelques jours plus cette décision d'incarcération.

En fin de matinée, ce vendredi 14 novembre, une centaine d'ouvriers de l'entreprise de M. Planche ont manifesté à Moulins devant la préfecture et devant le palais de justice pour demander la libération de leur patron.

36 % DES ACCIDENTS MORTELS SE PRODUISENT DANS LE BATIMENT

Plus de deux morts par jour dans l'industrie du bâtiment : des travaux publics, tel est le bilan d'un secteur qui compte moins d'accidents avec arrêt de travail que dans la métallurgie mais un nombre beaucoup plus élevé d'accidents graves et mortels, alors que 2 324 000 personnes travaillent dans la métallurgie et 1 540 000 dans le bâtiment (contre six pour cent des décès survenus en 1973 sur les lieux de travail se sont produits dans ce secteur, qui n'emploie que 13,6 % des salariés).

Il faut cependant noter une légère amélioration en 1974 (dernière statistique connue) : baisse en valeur relative des accidents (nombre d'accidents par rapport aux effectifs), mais aussi en valeur absolue : 824 accidents mortels en 1974, au lieu de 871 en 1972, et 821 en 1971 ; 32 883 accidents graves en 1974, au lieu de 35 700 en 1972, et 33 938 en 1971.

DUO : DU NOUVEAU POUR FAVORISER L'ACQUISITION DES STUDIOS ET 2 PIÈCES

Les mesures d'ordre économique qui viennent d'être prises pour favoriser la relance, vont profiter au secteur immobilier : aide au bâtiment, desserrement du crédit, abaissement du taux de crédit.

Quand on a quelques économies à placer, c'est le moment d'étudier l'acquisition d'un studio ou d'un 2 pièces pour l'habiter ou pour le louer.

Dans le cadre de cette relance DUO fait une proposition qui n'a sans doute pas encore été faite :

Etant donné que les studios et les 2 pièces de la Résidence DUO seront disponibles en été 1976, DUO offre à ceux qui achètent pour louer, ou pour y habiter une somme équivalente à un an de loyer, qui sera déduite du prix du studio ou du 2 pièces.

Le loyer d'un studio dans le 11^e arrondissement est estimé à 800 F par mois, le loyer mensuel d'un 2 pièces à 1100 F.

Cette année de loyer sera déduite globalement lors de l'acte d'achat, si la réservation est faite avant le 30 novembre 1975.

C'est donc sur le studio une déduction de 9 600 F et, sur le 2 pièces de 13 200 F.

Deux exemples concrets :

Un studio (28 m² - 3^e étage)

Prix total
cave, parking, sous-sol,
157 000 F
déduction d'un an de loyer
(jusqu'au 30.11.76)
9 600 F
Prix net, qui ne subira aucune hausse
jusqu'à la livraison, pour les signataires :
147 400 F

Un deux pièces (45 m² + 8 m² balcon - au 2^e étage) :

Prix total
cave, parking, sous-sol,
249 000 F
déduction d'un an de loyer
(jusqu'au 30.11.76)
13 200 F
Prix net, qui ne subira aucune hausse
jusqu'à la livraison, pour les signataires :
235 800 F

Des crédits bancaires personnalisés sont étudiés sans engagement pour rechercher avec vous la formule qui vous est la plus avantageuse. Renseignez-vous à l'appartement-témoin

OFFRE VALABLE JUSQU'AU 30 NOVEMBRE 1975
POUR 40 APPARTEMENTS SEULEMENT
(studios et deux pièces exclusifs)

DUO 6, rue Guillaume Bertrand Paris 11^e
54, rue Saint-Maur Paris 11^e
appartement-témoin sur place
tous les jours de 11 h à 13 h et de 14 h à 16 h
Tél. : 357.46.64

GEPRO

Filiale du Groupe Dumez
compte à son actif plus
de 2000 logements en région parisienne.
20, rue Jacques-Dulud 92200 NEUILLY
Tél. 747.43.00

Votre secrétariat est débordé ?

**Nous arrivons demain chez vous...
Nous partons quand le travail est fait.**



MANPOWER
Membre du **Renat**



Spécial 1.50

JUSTICE

LA COMMISSION DES LOIS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La création de la cour de Versailles et le sort des avoués d'appel

La commission des lois de l'Assemblée nationale, que préside M. Jean Foyer, a longuement débattu mercredi 12 novembre de la future cour d'appel de Versailles. Dans la mesure où celle-ci pourra...

M. Foyer ayant indiqué que le ressort de la cour d'appel de Paris avait une population égale à celle de la Belgique, soit 10 millions de personnes...

Le transfert à Versailles d'offices d'avoués près la cour de Paris, soit en fin de la création d'une cinquantaine d'offices d'avoués près la cour d'appel de Versailles...

FAITS DIVERS

L'AUTEUR DU CAMBRIOLAGE DE LA BANQUE ROTHSCHILD A ÉTÉ IDENTIFIÉ

Un mandat d'amener a été délivré jeudi 13 novembre, par M. Saurat, juge d'instruction à Paris, à l'encontre du client de la banque Rothschild de l'avenue de Sutfren, à Paris...

L'AUTEUR DE L'ESCROQUERIE A LA BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS S'EST CONSTITUÉ PRISONNIER

M. Claude Deschamps, trentecinq ans, gérant de la Société de récupération métallurgique de Romainville, qui était depuis cinq mois sous le coup d'un mandat d'arrêt...

Du renfort au bureau d'études?

Nous arrivons demain chez vous... Nous partons quand le travail est fait.



MANPOWER Membre du Bureau

SPORTS

Cyclisme

LA RENTRÉE D'HENRI ANGLADE

SI est une reconversion tardive mais logique, c'est bien celle de l'ancien champion de France Henri Anglade, qui assumera en 1976 la direction du nouveau groupe Lejeune-B.P. Le coureur lyonnais, qui avait abandonné la compétition en 1967...

En Belgique

UN ANCIEN CHAMPION DU MONDE DE CYCLO-CROSS ET DEUX MÉDECINS SONT POURSUIVIS POUR DOPAGE

Poursuivi — L'ancien champion du monde de cyclo-cross, Eric de Vlaeminck, ainsi que d'autres coureurs cyclistes professionnels belges et plusieurs autres personnes...

Football

LE TOURNOI EUROPÉEN JUNIOR A COMMENCÉ A MONACO

La France bat la Roumanie par 2 buts à 0

Dans le Tournoi européen junior de Monaco, qui a commencé le 13 novembre en Principauté, la France a battu la Roumanie par 2 buts à 0. Huit équipes participent à cette compétition...

Boxe

LE BAHAMÉEN O'BED NOUVEAU CHAMPION DU MONDE DES POIDS SUPER-WELTERS

Le Bahaméen Elisha O'Bed est devenu champion du monde de la catégorie des super-welters de la World Boxing Council (W.B.C.) en battant, jeudi 13 novembre à Paris, le Britannique Miguel de Oliveira...

Il semble que de Oliveira, déjà fatigué, ait laissé passer sa chance au huitième round en ne poussant pas son avantage sur O'Bed...

MANPOWER advertisement featuring a photo of a man and the text 'Des urgences au service livraison? Nous arrivons demain chez vous... Nous partons quand le travail est fait.'

lent mortel du travail, dom... d'entreprise est é... micide involont...

CHEVEUX LONGS ET RÉSILLE Les cheveux longs, ce n'est peut-être plus à la mode, mais il semblait admis, depuis quelques années, que chacun est libre de les porter à la longueur qu'il lui sied...

EN BREF...

A la demande d'Armand Salacrus, M. Michel Olivier, premier vice-président du tribunal de Paris, a chargé la direction de l'EPI de conserver sous séquestre la bande d'enregistrement de l'émission d'information de 4 novembre...

M. Jean d'Ormesson, directeur du « Figaro », a chargé son avocat, M. Jean-Marc Varaut, d'obtenir par voie d'interpellation une « sommation courtoise » à M. Marcel Juhan, président-directeur général d'Antenne 2...

M. Jack Friedland, écrivain, aurait commencé une grève de la faim depuis lundi 10 novembre pour protester contre le refus du juge d'instruction de la remettre en liberté...

M. Jean d'Ormesson estime que l'absence de M. Thibault, ministre de l'Intérieur, non seulement à son égard mais aussi à celui de tous les collaborateurs du « Figaro »...

M. Jack Friedland, écrivain, aurait commencé une grève de la faim depuis lundi 10 novembre pour protester contre le refus du juge d'instruction de la remettre en liberté...

M. Jack Friedland, écrivain, aurait commencé une grève de la faim depuis lundi 10 novembre pour protester contre le refus du juge d'instruction de la remettre en liberté...

starial est débordé? ons demain chez vous... ns quand le travail est...

Le Monde advertisement with subscription rates and contact information.

MANPOWER advertisement with contact information and logo.

FLORIN 12 advertisement for real estate investment, including floor plans and contact details for SGM.

EDUCATION

MILITAIRE

Le débat s'ouvre

Les méfiances de M. Haby

(Suite de la première page.) On finit toutefois par s'apercevoir que la compétence dans la discipline ne suffit pas à faire un bon professeur... La nécessité de donner une formation professionnelle et pédagogique aux futurs enseignants n'est ni moins ni plus que celle de tout autre métier...

faire face à la crise de plus en plus profonde de l'école et de la jeunesse. Ils ne pouvaient plus se contenter des méthodes traditionnelles... Cette évolution s'est faite le plus souvent en marge de l'inspection générale, qui en a conçu quelques irritations, même si certains de ses membres éminents comprennent qu'elle ne pourrait ignorer un mouvement de cette importance et l'encouragent à s'y associer...

mathématiques nouvelles ou de la linguistique théorique pour leur permettre de les restituer ensuite aux élèves, sous une forme plus ou moins simplifiée, mais de concevoir, en quelque sorte, une matière spécifique, utilisable par les enseignants en fonction de leurs propres objectifs pédagogiques... Le décret d'application du 28 juillet 1970 précise (article 14) : « Ce forfait d'externat, calculé par séance, est égal au coût moyen de l'entretien d'un élève externe dans un établissement public de l'Etat de catégorie correspondante, majoré de 5 % pour couvrir les charges financières telles que les assurances et les impôts dont les établissements publics d'enseignement sont dépourvus... »

« Personne d'autre... »

Des professeurs de l'université de Toulouse-Le Mirail (Toulouse-II) et plusieurs membres de la société des professeurs de géographie ont par ailleurs initié un projet concernant la formation permanente d'enseignants du second degré. Cette initiative a débuté à l'administration de l'éducation nationale. Dans une lettre adressée, le 27 juin, à M. René Haby, secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, M. Claude Chailin, directeur de l'Académie, écrit notamment : « La formation des professeurs du second degré incombe au ministre de l'Education au moins quant aux initiatives à prendre, et en aucune manière à des membres de l'enseignement supérieur ou à des associations privées... »

actuellement sous forme de stages définis par le ministère, et ceci sous l'impulsion de l'inspection générale. En l'état actuel des choses, il ne s'agit pas d'une question d'initiative au plan local... Les initiatives des universités en matière de formation permanente des maîtres ne sont pas une nouveauté. Plusieurs ont déjà fait des expériences dans ce domaine, avec l'accord des administrations régionales... Une politique cohérente de formation ne peut plus méconnaître cet aspect nouveau de la réalité, qui est le résultat d'initiatives spontanées et de l'aspiration de très nombreux enseignants. Le

Secouer la routine L'Université française a encore bien des défauts. Sa tendance congénitale à l'illuminisme et à l'irresponsabilité sociale est loin d'avoir disparu... Le décret d'application du 28 juillet 1970 précise (article 14) : « Ce forfait d'externat, calculé par séance, est égal au coût moyen de l'entretien d'un élève externe dans un établissement public de l'Etat de catégorie correspondante, majoré de 5 % pour couvrir les charges financières telles que les assurances et les impôts dont les établissements publics d'enseignement sont dépourvus... »

Un milliard supplémentaire pour l'enseignement privé ?

Le gouvernement a commencé le rattrapage du « forfait d'externat »

M. René Haby, ministre de l'Education, vient d'annoncer à la tribune de l'Assemblée nationale le versement de crédits supplémentaires aux établissements privés sous contrat d'association... Le « forfait d'externat » est une somme forfaitaire versée chaque année par l'Etat (budget du ministère de l'Education) aux établissements privés sous contrat d'association... Le décret d'application du 28 juillet 1970 précise (article 14) : « Ce forfait d'externat, calculé par séance, est égal au coût moyen de l'entretien d'un élève externe dans un établissement public de l'Etat de catégorie correspondante, majoré de 5 % pour couvrir les charges financières telles que les assurances et les impôts dont les établissements publics d'enseignement sont dépourvus... »

décidé en 1975 de faire un effort accru en faveur de l'enseignement privé. Mais il fallait aussi faire droit à une autre revendication... Le total des sommes réclamées pour quatre années successives (1972 à 1975) représente environ 1 milliard de francs... Le décret d'application du 28 juillet 1970 précise (article 14) : « Ce forfait d'externat, calculé par séance, est égal au coût moyen de l'entretien d'un élève externe dans un établissement public de l'Etat de catégorie correspondante, majoré de 5 % pour couvrir les charges financières telles que les assurances et les impôts dont les établissements publics d'enseignement sont dépourvus... »

pas se trouver à nouveau dans une situation analogue. M. Haby a, par ailleurs, à la tribune de l'Assemblée, déclaré que l'effort de rattrapage continué en 1977 et 1978. Cette décision donne satisfaction à l'enseignement privé, qui paraît même disposé à se contenter d'une revalorisation « modérée » du forfait pour les années antérieures... « Nous n'accepterons un rattrapage rétroactif partiel que si nous avons satisfaction dans les méthodes de calcul pour l'année », dit-on, en substance, au secrétariat général de l'enseignement catholique... La bonne volonté semble exister de part et d'autre, et les négociations continuent. N'est-il pas question, en somme, d'une stricte application de la loi ? L'ampleur des sommes en cause, dans le contexte économique incertain, tend à la prudence de part et d'autre. Et qu'en pensent les adversaires de l'enseignement privé ? Les députés de gauche ont été bien silencieux à ce sujet lors du débat budgétaire.

YVES AGNES.

du CAFES, qui comporte une année de stage préparatoire aux épreuves pratiques. Cette formation complémentaire avait alors été confiée à l'inspection générale : les universités qui conservent une conception très étroitement spécialisée de leur enseignement, ne s'intéressaient pas à cet aspect des choses ; d'autre part, il était admis que la meilleure préparation professionnelle des futurs enseignants était l'observation, puis la reproduction de la pratique pédagogique des meilleurs professeurs et maîtres. Mais cette conception est maintenant dépassée pour deux raisons : elle prolonge chez le stagiaire l'attitude passive qui est déjà la sienne comme étudiant, et l'empêche de prendre consciemment conscience des difficultés qui l'attendent ; d'autre part, elle conduit à la transmission systématique de « modèles » pédagogiques eux-mêmes figés, et freine ainsi l'innovation et la recherche personnelle.

projet de centres de formation des maîtres intégrés aux universités, au sein desquels les autorités responsables de l'enseignement secondaire — tel qu'il avait abouti avec M. Fontanet — pourraient continuer à travailler à une coopération intelligente entre les universités et le secondaire. Officiellement, ce projet demeure. En fait, on voit bien que le ministre de l'Education cherche à le vider le plus possible de son contenu, pour garder le contrôle exclusif de la formation pédagogique des professeurs.

De tels échanges ne doivent pas se limiter à la formation initiale des futurs enseignants mais être échelonnés tout au long de la carrière, de façon que les professeurs de lycées et de collèges aient continuellement accès aux recherches menées dans les universités qui intéressent leur discipline et leur pratique pédagogique. Mais, loin de dresser de nouvelles barrières, il s'agit de faciliter et de soutenir, qui ne feront que renforcer chacune des deux parties dans une attitude de complémentarité constructive.

FREDERIC GAUSSEN.

Le premier est l'évolution amorcée par certaines universités qui, avec des bonheurs divers, ont commencé à réviser la pédagogie. Des U.E.R. de sciences de l'éducation se sont créées ; les instituts de recherche pour l'enseignement des maîtres ont assuré le recyclage de très nombreux enseignants. Des recherches nouvelles, souvent fort intéressantes, ont été entreprises dans des directions variées : didactique de disciplines, relations maîtres-élèves, sociologie de l'éducation, psychologie de l'enfant... Des liens se sont établis avec des enseignants du secondaire ou avec des centres régionaux de documentation pédagogique.

Une attitude aussi ferme pourrait se concevoir pour des raisons tactiques. Dans les difficiles négociations qui s'annoncent, il est bon que l'enseignement secondaire fasse connaître hautement ses besoins et ses préoccupations, face aux « enseignants » des universités. Mais, sur le fond, une coupure définitive entre les deux ordres d'enseignement pour la formation pédagogique aurait des conséquences désastreuses. D'une part, elle risquerait d'arrêter l'évolution positive des universités. Mais, surtout, elle consacrerait une conception dépassée de la formation, marquée par la dichotomie entre le « théorique » et le « pratique », et qui ne s'accompagne pas d'une réflexion sur la façon de transmettre et d'évaluer les résultats de l'apprentissage, et sur la signification qu'elle a pour l'élève qui la reçoit. Les recherches faites ces dernières années sur l'enseignement des mathématiques ou de la linguistique, par exemple, sont significatives à cet égard.

Le but visé n'a pas été d'apporter aux enseignants des

Manifestation de lycéens à Bastia. — Environ deux cents lycéens, répondant à l'appel de l'Union des lycéens corse, ont défilé, le jeudi 13 novembre, dans les rues de Bastia pour protester contre la mise en garde à vue de quatre étudiants corse à Marseille. Ceux-ci avaient été interpellés, mercredi 12 novembre, à la suite de l'occupation d'un restaurant universitaire marseillais.

Etudiants de Vincennes en musée. — Environ cent cinquante étudiants et enseignants de l'université de Vincennes (Paris-VII) ont pénétré, jeudi 13 novembre, en fin d'après-midi au Musée d'art moderne de la Ville de Paris pour distribuer des tracts afin d'attirer l'attention de l'opinion publique sur les problèmes qui se posent dans cette université.

ILLEL HIFI CENTER VOUS PROPOSE... UNE CHAINE HAUTE-FIDELITE PIONEER P10. Amplic-tuner SX 533, Puissance à 19Hz sous 8 ohms : 32 W, en fonction, Distorsion harmonique : < 0,8 %, Bande passante : 10 Hz à 50 kHz (0,5 dB), Sensibilité FM (S/N) : 13 dB, Rapport S/N (S/N) : 70 dB, Gamme d'ondes : GO-FM, Pile PL 12 D 0, Moteur synchrone 4 pôles, Vitesse de rotation : 3000 tr/mn, Rapport signal/bruit : 48 dB, Plage de réglage : < 0,08 %, Une en 2 balais (inter), Capot multiposition, Réglage à ressort, Cylindre d'acier, Enroulement 10 W 200 Hz, Enroulement 2 : 2000 Hz, Puissance : admissible 65 W, Boomer : 35 cm, Médium : 12 cm, Tweeter : 6,5 cm, Dimensions : 36 x 80 x 34,5 (74 Hx) cm, Curve BE 205, Prix comptant : 5350 F ou 2100 F comptant et 3 versements sans frais.

DEUX METHODES DE CALCUL. Des négociations sont entamées, et doivent continuer, entre l'enseignement privé — représenté par le secrétariat général de l'enseignement catholique — et le ministère de l'Education et le secrétariat d'Etat au budget. Des points d'accord ont été trouvés, des désaccords subsistent.

COLLECTION N. nouvelle INITIATION A LA LINGUISTIQUE... 32,00 F C. BAYLON, P. FAURE. Un livre simple qui tient compte des derniers développements de cette science pilote qu'est la linguistique. FERNAND NATHAN, 9 rue Méchain 75014 PARIS.

POUR VOS ENFANTS Filles et garçons de 5 à 15 ans VACANCES DE NOËL EN MONTAGNE A l'ECOLE INTERNATIONALE LE CHAPERON ROUGE. 08-8989 Grans-sur-Sierre VALAIS/SUISSE. Téléphone : 041/7141-25-00. Le directeur de l'école, M. P. Bagnoud, recevra les parents intéressés à Paris, Hôtel de France, 22, rue d'Artois, Paris (7^e) Téléphone : 077-43-61 - 077-43-54. Le mardi 19 et le mercredi 20 novembre de 11 h. 30 à 13 heures.

R. GUILLOUX Réseaux et systèmes de documentation. Call : Documentation et information. GAUTHIER-VILLARS 96 F.

AIDE-MEMOIRE DUNOD. Banque 35 F, Assurances 23 F, Biens et personnes 23 F, Responsabilités 23 F, Exportation 28 F, Aspects financier et administratif 28 F, Aspect commercial 28 F, Organisation 38 F, Méthodes et techniques fondamentales.

COLLECTION N. nouvelles TECHNIQUES DE L'EXPRESSION ET DE LA COMMUNICATION 28,00 F P. JEOFFROY, L.R. PLAZOLLES. Description et pratique des diverses sortes de messages. Méthodes pratiques pour l'expression orale et écrite. FERNAND NATHAN, 9 rue Méchain 75014 PARIS.

DESVALS Comment organiser sa documentation scientifique. GAUTHIER-VILLARS 39 F.

JUSQU'AU 29 NOVEMBRE
**HIT-PARADE
DES
CRAVATES**

Brummell
PRINTemps HAUSMANN-GRETEL-NATION
PARIS 7, VELIZY 2

(Publité)
LUNDI 17 NOVEMBRE A 20 H.
Conférence
**LE MOUVEMENT
THÉOSOPHIQUE**
(Centenaire 1875-1975)
LOGE UNITE DES THÉOSOPHES
(entrée libre)
11 bis, rue Koppler - 75116 Paris

(Publité)
**SÉMINAIRE UNIQUE
SUR LE THÈME :**
« PRINCIPES ET PRATIQUE
DE LA MÉDECINE ORIENTALE »
avec le Professeur MICHELO KOSHI
Du 14 au 16 novembre 1975
4, rue Albert-de-Lapparent
Paris 75007
PROGAMME :
Premier jour : Exposé des principes
de la médecine d'Extrême-
Orient.
Deuxième jour : Diagnostic par la
vue, l'écoute, le toucher, suivant
la tradition de la médecine
orientale.
Troisième jour : Les traitements
divers comprenant l'acupunctu-
re, l'acupuncture, le mas-
sage, etc.
Pour tous renseignements :
(33-1-39-17) ou s'inscrire sur place.
Prix réduits
pour étudiants en médecine.
CENTRE EUROPEEN DE YOGA
21, rue de Basse, Paris 75005
(M5) Karla Stephan.

MATELAS - SOMMIERS - ENSEMBLES
**TRECA
EPEDA
SIMMONS**

**LIVRAISON
TRÈS RAPIDE**
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
CAPELOU
DISTRIBUTEUR
Seule adresse de vente :
37, av. de la République
PARIS XI^e - TEL. 367.46.35
METRO PARMETIER

RELIGION

CORRESPONDANCE

Après la sanction prise contre deux pasteurs

LE SECRET DANS L'ÉGLISE

L'article que nous avons publié à propos des sanctions prises par l'Église réformée de France, réunie à Lyon en session extraordinaire à huis clos, contre deux pasteurs qui vivent une existence communautaire totale avec leurs femmes, portait d'abord sur les relations sexuelles (le Monde du 11 octobre 1975), nous a valu plusieurs réactions.

Pour débattre le pasteur Roger Biegey, modérateur du synode national de l'Église réformée de France, nous demandons de publier la communication suivante :

Étonné par la publication dans le Monde du 11 octobre d'un compte rendu de séance extraordinaire du synode national de l'Église réformée de France, le modérateur du synode, le pasteur Roger Biegey, déplore qu'un ou deux membres du synode aient pu se livrer à un comportement d'un huis clos et d'un caractère d'information d'ailleurs unilatérale. Même si ce silence est difficile, et même si on peut le contester, il est la règle consacrée pour protéger les personnes et le bien de l'Église. Le huis clos est de même imposé dans toutes les affaires disciplinaires concernant des membres des institutions publiques et privées.

Les autorités de l'Église ne s'estiment pas elles-mêmes libres de rompre ce silence, le modérateur ne peut que confirmer qu'une session extraordinaire du synode national a bien eu lieu le 20 septembre dernier à Lyon, lors de laquelle le pasteur Pierre Lévêjac et le pasteur-proposant Charles Feurich ont été suspendus des rôles des ministres de l'Église réformée de France jusqu'au 30 juin 1977.

Le pasteur Frédéric Delorme, directeur de l'Église réformée de France, a déclaré au 50^e anniversaire de la villa du Parc-Montsouris, 75016 Paris, soulève dans son éditorial du 20 octobre quelques « problèmes d'information » :

Quand le 2 mai 1975, au synode national de Martigues, le pasteur Jacques Maury, président du conseil national, a signalé au synode, en séance plénière, les sanctions, qui frappaient deux pasteurs, le problème est passé du domaine confidentiel au domaine public. Tous ceux qui étaient présents à Martigues et ceux qui ont lu les comptes rendus du synode ont été mis au courant.

Pourquoi avoir parlé en séance publique d'un problème qui d'ordinaire se traite à huis clos ? A partir du moment où l'on mentionne publiquement des sanctions de ce genre, ne faut-il pas s'attendre à des réactions ? Ce n'est pas la première fois que des Églises (car il ne s'agit pas seulement de l'Église réformée de France) ont été confrontées de problèmes éthiques relatifs à des questions éthiques (pas obligatoirement sexuelles, tant s'en faut). En général ces problèmes se discutent avec discrétion et ne dépassent pas le cadre du petit groupe de personnes qui est au courant. Mais cette fois la situation est exceptionnelle, car les intéressés (les deux pasteurs et leurs épouses) ainsi que quelques-uns de leurs amis tenaient à faire valoir publiquement les raisons d'un comportement qui s'était tenu au niveau d'un « huis clos ».

Compte tenu de l'ensemble de ces éléments, nous avons estimé qu'il n'y avait pas lieu de parler de ce problème avant la session de Lyon du synode national. Maintenant que le synode a con-

firmé la sanction prise à l'égard des pasteurs Feurich et Lévêjac, il faut poser quelques questions. Non sans regretter que l'Église réformée (et les autres Églises) ne consentent pas à réviser leur politique de l'information.

Les deux foyers pastoraux, qui n'ont jamais caché leur vie communautaire ni le sens qu'ils lui donnaient depuis cinq ans, estiment eux-mêmes que leur choix dépasse largement le cadre de questions personnelles, et donc confidentielles. C. Feurich et P. Lévêjac s'étonnent d'ailleurs du silence qui a pu entourer leur attitude.

Que signifie le « secret » dans l'Église ? Que signifie le « huis clos » du synode national ? Souvent, à la sortie des « huis clos », on entend des membres du synode national déclarer : « Pourquoi a-t-on travaillé à huis clos ? Les problèmes traités étaient d'intérêt général ».

Par ailleurs, il ne peut y avoir « secret » et « huis clos » que dans un consensus général. Or dans cette affaire les intéressés et leurs amis voulaient élargir le débat. N'y a-t-il pas quelque chose de dérisoire à travailler à « huis clos » et de voir un grand jour-

mettez
les voiles

13992 F.
Prix clefs en main
au 2.10.75.

**la Safari:
une nouvelle Renault 4**

Beaucoup de jeunesse et de décontraction dans ses nouveaux sièges avant de type intégral, banquette arrière repliable, de la galité dans l'habillage : tissu jersey à rayures vert, turquoise, bleu foncé, de la couleur pour la carrosserie (vert, bleu turquoise, daim, bleu foncé, et en option : gris métal).

Les détails essentiels : le volant bien en mains, les cartes routières dans une pince très pratique. Tous les objets trouvent leur place dans un bac de portière très astucieux et l'humour va jusqu'aux accessoires recouverts de chrome noir.

Enfin, si la Renault 4 Safari est confiée à des mains moins expertes, la bande noire le long des portes est une protection très efficace pour la carrosserie.

RENAULT
Renault préconise elf
le réseau Renault 6000 voisins utiles

Je désire recevoir une documentation sur la Renault 4 Safari. Retourner ce bon à :
Nom _____ Renault Informations
Adresse _____ B.P. 142
92109, Boulogne-Billancourt

à compiègne...

proximité centre ville, forêt et autoroute du nord
immeuble grand standing, du studio au 5 pièces,
livraison immédiate, prix ferme et définitif,
sur place : 10 à 12 h et 14 à 18 h (st mardi et mer.)

**RÉSIDENCE DES
VENEURS**

75, RUE CARNOT - TEL. : 429-04-63

**ODOUL
Garde-meubles**

208 10-30

Naturellement nous parlons français à bord d'Air Canada

La prochaine fois que vous envisagez un voyage d'affaires en Amérique du Nord, n'oubliez pas que nous parlons français à bord d'Air Canada.

Air Canada dessert 30 villes du Canada, et assure également la liaison avec 8 grandes villes des USA.

Nous pouvons aussi vous réserver une chambre d'hôtel ou une voiture de location.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agent de voyages ou à Air Canada.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

AIR CANADA

Paris 9^e - 24, bd des Capucines - Tel. 273.84.00
Lyon 2^e - 63, rue du Pr. E-Herriot - Tel. 42.43.17

Je dépose le 15/10

Le Monde du TOURISME et des LOISIRS

INDANCE
contre deux pasteurs
ANS L'ÉGLIS

Empiègne
SIDENCE DES
UL de-mesable
08 10 3

RUE du Faubourg-Montmartre, dans le 9^e arrondissement, c'est le centre d'un quartier bruyant, exotique, mais finalement mal connu des habitants de Paris la nuit.

L'étude des noms de famille figurant sur les boîtes aux lettres des immeubles permet facilement de déceler la présence, dans le quartier, d'une population très cosmopolite : Espagnols, Slaves, Arabes, Européens d'Afrique du Nord. La rue Jull y est importante. Sur un échantillon de cent immeubles, nous avons relevé 25% de noms juifs d'Afrique du Nord. Interrogés, ces derniers nous ont assuré être originaires de Tunisie. Compte tenu des familles, qui sont nombreuses, on peut évaluer la communauté nord-africaine à trois mille ou quatre mille personnes. Quant aux musulmans, vivant à quatre ou cinq par chambre, dans les combles, ils représentent 10 à 15% des habitants.

Traditionnellement, ce quartier a toujours été marqué par la présence d'une communauté juive sépharade (1). Depuis 1912 étaient établis des réfugiés d'Izmir, d'Andrinople et d'Athènes. Ils avaient été amenés à connaître notre civilisation par l'intermédiaire de l'Alliance Israélite universelle, qui dispensait ses cours en français. En 1920 affluèrent les juifs de Salonique, réfugiés par l'incendie de la cité. En 1928 a été fondée la synagogue sépharade de la rue Saint-Lazare, constituant un des attraits du neuvième arrondissement sur les juifs méditerranéens. Avec les ashkénazes, qui étaient les plus nombreux, ils donnaient le ton à cette « juiverie ». Les premiers spécialisés dans la confection, les seconds dans le travail des fourrures, ils étaient les uns et les autres de remarquable compétence. Ils s'occupaient aussi de la réparation des vêtements. Ce quartier ne se préoccupait que de leur réussite économique et du succès scolaire de leurs enfants. Très peu étaient commerçants. Cette absence, cette laborieuse réclusion, donnait à ce quartier un air résigné et bourgeois où les riches Turcs ne détonaient pas.

(1) Sépharade, qui signifie hispanique ou hébreu. Mais aujourd'hui à désigner tout ce qui est pas sépharade ou yiddish d'Europe du Nord et d'Europe centrale. Actuellement, sépharade désigne presque une population pauvre et extrêmement assimilable.

Promenade derrière les façades

PARFUMS D'ORIENT dans le faubourg Montmartre

Mais, et c'est important, leur présence, celle de la synagogue Saint-Lazare où l'on pouvait écouter les prières dans la langue espagnole du quatrième siècle, les Follies-Bergère, les cinémas, les restaurants offrant une cuisine cashar, les cabarets tenus par des juifs, tout cela attirait les touristes d'Afrique du Nord venus passer leurs longues vacances d'été en France. Dans cette ambiance riche et bourgeoise qu'alimentaient les commerçants d'Afrique, on venait écouter les artistes folkloriques qui répétaient la mairie patrie. Les Tunisiens se rendaient chez Phono, rue Grange-Batelière, chez Parsiani, rue Richer, ou chez Marie. Les Algériens préféraient La Méditerranée ou Le Soleil d'Algérie, rue Geoffroy-Maître. Une tradition naissait. Quant aux hommes d'affaires venus acheter des lots de vêtements dans le Sentier pour les exporter outre-Méditerranée, le situation du faubourg, tout proche des sièges des grandes banques et des compagnies d'assurances, les comblait d'aise. Ils avaient tout sur place : nourriture et distractions traditionnelles.

L'installation des Africains est relativement récente. Elle s'est organisée par vagues correspondant aux grandes crises politiques : d'abord avec l'autonomie interne de la Tunisie, puis avec l'effraie de Bizerte et l'indépendance de l'Algérie, enfin en liaison avec les désastres consécutifs à la guerre de six jours.

Parallèlement à cette arrivée, se déplaçaient vers d'autres arrondissements les juifs ashkénazes et sépharades originaires du quartier. En effet, cette communauté a été atteinte par la guerre de 1938-1945, où 50% des affectés ont disparu, et de nombreux appartements occupés par des veuves se sont trouvés libérés à leurs décès. Ce sont ceux qui avaient réussi à franchir cette période difficile, le succès des affaires les incitant à émigrer vers des quartiers plus riches : Auteuil, Passy ou l'avenue Victor-Hugo. De même, les fils de famille, ayant pour le plupart fait carrière dans le métro ou la magistrature, ont préféré s'installer dans des quartiers plus paisibles pour oublier le passé de leurs parents. Un vide se créait donc. Les juifs désiraient vendre à d'autres juifs, les Nord-Africains, présents au bon moment, se sont installés en force. Et si quelques-uns sont venus directement dans le neuvième arrondissement, bon nombre se sont d'abord installés à Belleville en 1957.

Après avoir rassemblé quelques économies, ils abandonnèrent aujourd'hui le vin-

ilème aux Arabes ou à la démolition pour s'installer ici. Cela e toujours été leur plus cher désir. C'est ce que nous confiait un coiffeur du ghetto de Tunis, habitant Belleville depuis 1967. Le mythe du faubourg grandissait. La réalisation de ce vieux rêve a été facilitée par l'appauvrissement du quartier. La presque totalité des immeubles, faits de briques recouvertes d'un enduit, datent d'avant 1871. Pas d'ascenseurs, six ou sept étages aux marches usées et branlantes, des couloirs obscurs et sales, des boîtes aux lettres défectueuses et peinturlurées portant des noms griffonnés, tous ces détails n'ont plus rien de bourgeois. Les vastes logements qui appartenaient autrefois à des personnes âgées, peu exigeantes et vivant de souvenirs, n'offraient aucun confort sanitaire. Ils n'ont pu être loués très cher. Aussi les a-t-on soit vendus à des artisans, soit divisés en petites pièces où se sont entassés en 1962 les réfugiés d'Algérie, remplacés aujourd'hui par les Arabes, ces derniers travaillant chez les fourreurs et les restaurateurs juifs.

Ainsi, progressivement, l'image de marque du faubourg change. L'appauvrissement s'accroît rapidement. Les cas sociaux sont nombreux, de la loge de concierge où s'accumulent de vastes familles espagnoles jusqu'aux chambres de bonne mansardées louées à des travailleurs immigrés.

Cette mutation s'observe surtout à travers l'effondrement du nombre des pelletiers et des ateliers de confection entre 1962 et 1968, alors que, parallèlement, les cafés et les magasins d'alimentation doublent en chiffre d'affaires.

Les nouveaux arrivants ont bouleversé tout ce qui les précédait pour recréer leur univers perdu. Les cabarets et restaurants ashkénazes qu'alimentaient fréquemment les juifs de l'Est ont disparu au profit de snacks. C'est le cas de Flammbaum, ce restaurant où se retrouvaient diamantaires et boursiers désireux manger cashar. L'heure n'est plus à la clientèle « aristocratique », mais plutôt dans le spectacle et la satisfaction d'une clientèle de passage peu fortunée. Boucheries cashares, épicerie orientale et snacks se multiplient. Alors que, avant 1960, les juifs devaient aller à Belleville ou dans le quartier avoisinant, rue des Rosiers, faire leurs achats, aujourd'hui la rue Richer leur apporte tous les services attendus. Nous sommes ici en présence d'un important marché spécialisé qui change très vite.

PIERRE BAILLET.
(Lire la suite page 18.)

BONNES AFFAIRES

« ROSSIGNOL. Numéro un du ski. Réalise plus du quart de son chiffre d'affaires aux États-Unis. Percée réussie au Japon. Bonne technologie et forte notoriété du fait que la marque est adoptée par la quasi-totalité des équipes nationales de ski alpin. — Club Méditerranée. Souvent imité, jamais égalé. C'est aujourd'hui une réussite industrielle et financière. Son système de réservation par ordinateur est une petite merveille. — Jacques Borel. Un étonnant ornithologue qui sait s'entourer de bons financiers. Il a eu, le premier, l'intuition du ticket-restaurant à clientèle captive (centres commerciaux, autoroutes). Le voilà maintenant dans l'hôtellerie : folie ou génie? »

Ces lignes sont extraites d'« Europe compétition », le palmarès annuel que la revue « Expansion » dresse des grandes entreprises françaises. Que trois spécialistes des loisirs, de l'hôtellerie ou de la restauration y figurent montre que le tourisme, c'est peut-être (aussi) de bonnes affaires. On ne le croit pas toujours, et on a tort. Le folklore, c'est bien ; c'est en somme la matière première sur laquelle travaillent les marchands de voyages. Mais ceux-ci en France ont eu trop souvent le tort d'en faire une méthode de gestion. D'où des faillites retentissantes et l'éparpillement de l'industrie française du tourisme qui, dans quelques secteurs-clés (celui des « tours operators », par exemple), a encouragé et facilité la pénétration des grands groupes étrangers habitués depuis de longues années à travailler sérieusement cette activité juive futile.

Le tourisme, c'est de l'argent ; ce ne peut être que cela. D'abord, parce qu'aucune des entreprises qui s'y intéressent ne peut supporter pour l'importance de son chiffre d'affaires la comparaison avec les grandes sociétés des autres secteurs. Ensuite, et surtout, parce qu'il n'est pas souhaitable que l'on traite les touristes comme de purs agents économiques et leurs soucis comme de simples affaires. « Froggie, danger. » Le temps des loisirs est trop vital, trop personnel, pour que l'on puisse accepter qu'il soit entièrement traité par ordinateur.

Il faut donc trouver la juste mesure entre la prévision et l'improvisation, le « management » et le « ménagement ». Et, après tout, fort du bicolore, s'il est soutenu par une bonne infrastructure commerciale, peut être un des secrets d'une réussite française dans un domaine où nous ne devrions pas avoir beaucoup de leçons à recevoir. En définitive, la tourisme ce n'est sans doute pas une industrie mais un artisanat : un artisanat industriel.

Crise

Avions

MARASME CHEZ LES BASQUES

La clientèle espagnole déserte la côte basque. On s'en était aperçu dès le mois d'août dernier, mais, en raison de l'insécurité estivale, on ne s'en était pas inquiété à l'époque. Aujourd'hui, c'est un véritable cri d'alarme que les hôteliers, restaurateurs et commerçants lancent aux pouvoirs publics. C'est ainsi que le casino municipal de Biarritz, qui a enregistré deux mille entrées le 15 novembre 1974, n'en comptait que deux cents cette année, à la même date.

Ces faits se sont réellement produits mais ne constituent que des exemples isolés. Le calme règne au pays basque et la population n'est nullement inquiète. De leur côté, les touristes français éprouvent quelque crainte de représailles de l'autre côté de la frontière. Cela n'est pas davantage fondé mais un climat de peur s'est ainsi installé dans la région, paralysant tous les échanges de part et d'autre de la frontière.

Cette situation est née il y a quelques semaines après les exécutions en Espagne de militants du PSEAP et de l'ETA. A l'époque, il ne se passait pas de leur sans qu'une manifestation ait lieu dans les villes de la côte basque. Cette région souffre aujourd'hui des retombées de cette agitation. Les professionnels concernés s'en sont plaints aux pouvoirs publics. Ceux-ci sont d'ailleurs plus sensibles à la situation que les hôteliers et les commerçants menacés soit de fermer leurs établissements, soit de licencier leurs employés, ce qui représenterait un millier de nouveaux chômeurs. En attendant, les délégués de ces professions réclament l'interdiction des manifestations publiques et, par ailleurs, ils ont obtenu que des délais leur soient accordés pour s'acquiescer de leurs pertes et de leurs impôts.

« Nous mettrons tout en œuvre pour que la clientèle espagnole revienne », ont déclaré plusieurs maires de la région.

UN PLATEAU DANS LES NUAGES

MÈTRE à 8 000 mètres d'altitude, les passagers aériens ne restent pas indifférents à ce qu'ils trouvent dans leur assiette. Ils en arrivent même à noter les compagnies sur la qualité des repas qui leur sont servis à bord. Comment Air France se place-t-elle dans cette compétition gourmande?

Spécialisée dans la restauration à bord des avions, la Servair est justement une de ses filiales, dont les organisations professionnelles contestent l'existence. Elle fut créée au moment de la mise en service de l'aéroport Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France, la compagnie nationale prévoyant de décharger sur celle-ci d'une certaine façon l'entretien elle-même à Orly.

« Depuis sa création, et notamment en 1974, le déficit de Servair s'est chiffré à 8 millions de francs, une partie de ce déficit, soit 5 millions et demi, ayant été épongé par Air France », indiquent les syndicats. « Pour son premier exercice, de mars à décembre 1974, cette société a enregistré un déficit de uniquement à la déduction d'Air France de 417 millions de six mois le transfert de ses long-courriers sur l'aéroport Charles-de-Gaulle. A la fin du mois de juillet 1975, l'activité de Servair laissait apparaître un bénéfice d'exploitation de 52 millions de francs », précise M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports (Journal officiel du 5 novembre).

« La compagnie nationale a insisté sur l'importance, au sein de cette société, des intérêts américains », notent les syndicats. « La participation de la société Martini Corporation se limite à 20 % du capital, alors qu'Air France détient pour sa part 51 % des actions de cette entreprise. Le président-directeur général et les principaux directeurs de Servair sont des cadres dirigeants détachés de la compagnie nationale », souligne M. Cavallé. A son avis, « il est apparu préférable de recourir à la création d'une filiale, constituée avec le concours de capitaux privés minoritaires, afin de permettre à la compagnie nationale de réserver une plus grande part des possibilités de financement à son équipement aéronautique », indique le secrétaire d'Etat aux transports.

« Pour ce qui concerne la qualité des prestations fournies par la Servair, de graves lacunes sont apparues, et celles-ci nuisent non seulement à la clientèle d'Air France mais également à l'ensemble du personnel », affirme le syndicat. « La compagnie nationale, soucieuse du maintien de son image de marque à l'égard de sa clientèle, veille à ce que les services rendus par sa filiale soient équitables à ceux assurés par ses propres compagnies installées à Orly », répond M. Cavallé.

Des Week-ends "intelligents"

Quelques jours ou quelques week-ends de liberté, envie de ne pas les gâcher en les passant comme Monsieur Tout-le-Monde, une souff de découvrir et d'un avoir plus. Lisez la brochure de Vacances 2000.

A votre choix, à votre goût, des week-ends confortables et placés sous le signe de la liberté dans les plus belles villes d'Europe. Et même à New York. On de courts voyages « à thème » pour découvrir, à l'aide d'amis ou de spécialistes de la question, les secrets du pétrole, les citadelles cathares, les paradis des méditerranées qu'est la Scala de Milan par exemple.

Choisissez selon votre personnalité. Nous vous libérons de tout souci matériel et de toute contrainte de « déplacements en groupe », qui sont les côtés « gris » des voyages. Et nous vous réservons les côtés « bleus ».

VACANCES 2000
Renseignements dans les agences agréées ou à B.P. 337 - 75025 Paris Cedex 01

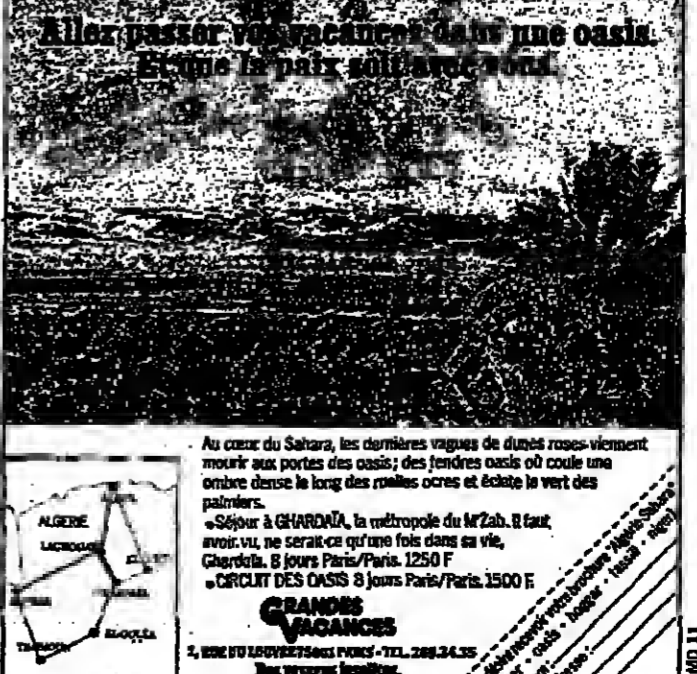
le photographe
la revue de tous ceux qui utilisent la photo et le cinéma dans leur profession

le photographe
SPECIAL SALON DE LA PHOTO ET DU CINEMA
2 numéros de 140 pages

le photographe
exemplaire gratuit au Salon Photo-Cinéma ou aux Publications P. Montel, 189, rue St-Jacques, 75008 Paris sur présentation de ce bon

nom : _____
profession : _____
adresse : _____
code : _____

Allez passer vos vacances dans une oasis. Et c'est la paix silencieuse et sereine.



Au cœur du Sahara, les dernières vagues de dunes immaculées offrent aux portes des oasis, des jardins oasis où coule une ombre dense le long des ruelles creusées et étagées le vert des palmiers.

« Séjour à GHERONIA, la métropole du Tizi. 8 nuit, avec un, se sera ce qu'un fois dans sa vie, GHERONIA, 8 jours Paris/Paris. 1250 F »

« CROQUIS DES CASIS 8 jours Paris/Paris. 1500 F »

GRANDS VACANCES
2, RUE DU LOUVRE/BOULEVARD - TEL. 286.34.35
Des voyages insolites.

Etre bronzé, c'est encore plus drôle quand les autres sont blancs. Partez en Tunisie.

Documentation gratuite: OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN, 32 avenue de Fopéra, 75002 Paris. Tél.: 073.72.67/21.10/21.11.

MESSINE

« Porte de la Sicile »

La ville a été fondée en 730 av. J.-C. et elle montre encore aujourd'hui des traces de son histoire ancienne. Art et traditions s'unissent dans une position merveilleuse entre les eaux bleues du « Stretto » (déroit entre la Sicile et la terre ferme) et le chenal vert des Monts Peloritains. Voilà pourquoi Messine est dans toutes les saisons de l'année la destination préférée du tourisme international.

Été et hiver le double soleil de Messine!

Autenna Autonoma Soggiorno e Turismo - MESSINA (Italie).

TOURISME HOTELS RECOMMANDÉS

Côte d'Azur

MONTON (06)

HOTEL ORLY ** N.N. Face mer. Océan 1971. Restaurant. Bais Garavan.

HOTEL DU PABO *** N.N. Très mar et casino, plain centre. Parking. Cr. part.

Mer

MARTINIQUE

Pour 50 F E.P. par personne, sans intermédiaire, visites la Martinique. Excursions, Night-Club - Piscine.

MONTMARTRE TOURIST HOTEL

Tél. 71.02.10.

La Colline Schoelcher.

Montagne

Alpes du Sud - 04400 LA SAUZE

1.400 m - HOTEL « LE DARU » *** N.N. - Fils des Alpes. Piscine chauffée. Sauna. Restaurant d'altitude.

Pronence

07140 LES VANS

CHATEAU SCIPIONNET

T. (03) 27.22.04. Plage et parc privés. Climat provençal. Calme total. Septembre, pension de 75 à 102 F net.

Provence

BORDEAUX

LE GRAND HOTEL DE BORDEAUX

*** N. App. calme. 43 à 69 F T.T.C. Centre d'affaires et spectacles. 3 places de la Comédie. Bordeaux. Garage gratuit - Tél. 23-66-03 à 04.

Suisse

AROSA (Grisons)

HOTEL VALGANA - Première classe. Cours de tennis - Piscine plein air et piscine couverte.

Tourisme

PARFUMS D'ORIENT DANS LE FAUBOURG MONTMARTRE

(Suite de la page 17.)

Dès que le chiffre d'affaires baisse, l'établissement est transféré. Un marchand nous raconte que, après avoir vendu des trousses pour les jeunes ménages, il s'est installé colporteur en 1954: trois ou quatre ans après, il a créé, boulevard Bonne-Nouvelle, un magasin de chaussures, puis de chemises. L'ascension sociale est là: « être sur les Soieverts ».

Avec l'installation de commerces tunisiens s'est aussi implantée une population musulmane. Les goûts de la communauté juive d'Afrique au début de leur présence, surtout quand ils sont marchands de bijoux et de pâtisseries, spécialités qui ne sont pas les leurs. Ces commerces arabes, propriétés de riches Tunisiens, gérés par des musulmans, s'implantent, tout comme les juifs, une main-d'œuvre arabe bon marché. L'entente entre les deux communautés est, selon les intéressés, excellente. La guerre de Palestine n'aurait donc eu aucune répercussion sur ce commerce socio-économique. Ces Arabes, s'ils n'ont pas trouvé de chambres de bonne qu'ils louent à quatre, s'installent dans des « hôtels » délabrés où les conditions de vie offertes sont désastreuses. Nous en avons relevé six: rue Papillon, cité de Trévise, rue Geoffroy-Marie, rue Richer et enfin rue Bergère. Ils contribuent donc, aux côtés, à la formation de ce nouveau proletariat à demeure.

En dégustant une sabailon

Cette spécialité commerciale, la présence des centres religieux, attirent vers ce quartier la population juive sphérique de Paris et des environs. On vient de Chartres et de Dijon assister à des fêtes ou confier ses enfants à des personnes qui les éduquent dans un esprit religieux. Depuis bientôt un siècle, six épiphyques y ont été construites, dont celle de la rue Buffault, elle aussi sphérique; la seule de Paris avec celle de Saint-Lazare. A l'extérieur de l'Éden défilent chaque mois des centaines de familles cherchant à ne pas se décoller de leur communauté. On en profite pour faire ses emplettes, rue Richer. Le samedi et le dimanche, on vient écouter le musique arabe, parler le judéo-arabe et boire citronnade, ergest ou lait de poule. Parfois, on déguste une glace sabailon, spécialité tunisienne. Le soir, en terminant son repas sur une boukha, eau-de-vie de figue, et l'on ne manque pas d'acheter un brin de jessmin, permettant ainsi à un autre juif de réaliser son ascension sociale: ce dernier revend parfois on une soirée deux cents briks à 7 F, alors qu'il avait acheté chacun d'eux 20 centimes à Orly. La clientèle potentielle de l'ensembles est d'environ cent mille personnes. Si on y ajoute les non-juifs attirés par cette cuisine orientale, on comprend l'essor commercial de ces rues. Un commerçant juif aura tout intérêt à s'installer là, sûr de bénéficier d'une clientèle attirée. Partout ailleurs, les boucheries caennaises sont faibles.

Nous sommes donc loin de l'ambiance sage et « petite-bourgeoise » d'autrefois. Un nouveau style de vie s'est répandu. La nourriture constitue ici un moyen d'échange culturel, une communion, une complicité. Alors que les salades étaient réservées, les Africains s'attachent. Ils désirent vivre sous le regard des autres, montrer leur richesse, leur réussite et surtout leur joie d'être ensemble. Ici, aucun problème d'acculturation. La religion, la culture passée, sont savamment entretenues. D'autant plus qu'elles correspondent aux intérêts économiques de quelques-uns.

Mais les réactions sont vives. La présence d'Arabes rebute la plupart des autochtones: « Ils jouent au flipper, mais ne consomment pas. » Les commerçants métropolitains qui se sont maintenus là déprécient. Leur clientèle est allée chez l'Africain ou à lui le quartier. Dès que l'un d'eux s'apprête à vendre, les acquéreurs étant rares, les Tunisiens rechignent à faire le vuil prix. Ainsi, en quinze ans, le société Zanozi Frères s'est taillé le pari du flop. Dix des années du quartier lui appartenant. Chaque membre de la famille en possède un. Quant aux artisans, maçons ou peintres, ils se plai-

gnent de perpétuels marchandages une fois arrivés l'heure du règlement des travaux. Découragés, habitués à ces mœurs, ils fuient le faubourg et sont remplacés par l'artisan juif, qui offre plus d'arrangements de prix grâce à une main-d'œuvre d'immigrés, meilleur marché.

Les habitants du neuvième regrettent l'ambiance d'autrefois et les riches touristes venant flâner devant les magasins de luxe aujourd'hui disparus. Quelques commerçants avaient même qu'ils trouvent cette population agressive et arrogante dans son Les autochtones prennent les habitudes des nouveaux venus. On se sent devenir plus grossier, on parle en gestonnant, on s'habille moins bien, alors qu'avant on se faisait un point d'honneur à toujours être correct.

Fête quotidienne

Face à cette omniprésence commerciale, on parle de comité de défense, toujours de triste mémoire, pour empêcher l'ouverture de nouveaux restaurants et nier ainsi l'évolution commerciale.

En moins de dix ans, il s'est ainsi créé, autour du faubourg Montmartre, le plus important marché juif de Paris dominé par les réfugiés tunisiens. Chassant les touristes de luxe, se presse une foule rappelle celle d'Afrique où venant se libérer des contraintes d'une société à laquelle elle s'adapte mal et dans laquelle elle ne semble pas se reconnaître. Cette violence larvée de conserver les particularismes qui se cristallisent autour de quelques spécialités culinaires pose le problème de l'assimilation de cette population.

C'est un problème, mais, ce faisant, ces nouveaux venus dans le quartier ont remis à l'honneur la tête qu'on a éliminé, élément essentiel de la vie du Méditerranéen, et ce à la plus grande joie des banlieusards qui, certains nous l'ont avoué, regrettent de ne pas pouvoir le découvrir que le samedi soir... après le travail.

PIERRE BAILLET.

76490 VILLEDIERRE, en NORMANDIE, par A13, sortie Bourg-Archard

DOMAINE DE VILLEQUIER

Direction Maurice LALONDE

Restaurant panoramique sur le val de Seine

RÉSIDENCE HOTELIÈRE DE QUALITÉ

dans le calme d'un beau parc-SALONS

Tél: (33) 96.91.11 et le 29 à SAINT-ARNOULT

Comment bénéficier d'une cure thermale?

LA SANTÉ ET VOUS

GUIDE PRATIQUE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DE L'AIDE MÉDICALE.

Vos droits, démarches, recours, remboursements.

SEGHERS/LAFFONT

pour retrouver la belle époque des grandes croisières...

ITALIAN LINE

10 JOURS INOUBLIABLES À PARTIR DE 1771 F

DU 27 DÉCEMBRE AU 6 JANVIER

à bord du LEONARDO DA VINCI, navire amiral de la flotte italienne, 33.500 tonnes, 30 salons, 5 piscines, cinéma, boutiques hors taxes, night club, discothèques, 900 passagers en première, classe unique à bord... Et surtout une extraordinaire ambiance internationale; une rupture totale avec le quotidien. Pour partir, demandez notre brochure gratuite en découpant cette annonce.

italian line

5, Bd. des Capucines 75002 Paris / 236.44.39

112, rue de la République 13001 Marseille / 31.39.11

2, Quai Fagnano 06300 Nice / 06.43.27

10, rue de la République 06100 Cannes / 04.03.48

Le Soleil ou la Neige

de l'ITALIE avec EMBLION

— La DOLCE VITA et les splendeurs de Rome, Naples, Venise, Florence, Sorrente. En week-end ou pour une et même plusieurs semaines!!

— (de 780 F à 1885 F PARIS/PARIS)

— La mer tiède en Sicile à Taormine

(1 semaine de 1495 F à 2895 F PARIS/PARIS)

— La neige immaculée au Club-Hôtel VALTUR dans les Dolomites (de 935 F à 2515 F 1 semaine PARIS/PARIS, en pension complète, leçons, remontées, avertisseurs club inclus).

— Les croisières de rêve sur de magnifiques pequebats de Méditerranée.

FORMULE AUTONOME « JOLLY LIBERTÉ » 28 hôtels au choix (420 F pour 6 nuits, chambre double, avec petit déjeuner)

Consultez votre agent de voyage. Il connaît bien EMBLION et démontrez lui notre brochure 20 pages, en couleurs.

En collaboration avec Alitalia

LES GRECS AUSSI BRADENT LEURS SITES

Il serait vain, quand on revient régulièrement en Grèce de déplorer qu'elle devienne toujours davantage industrielle et touristique. Ce serait bien peu ou bien mal l'aimer que de vouloir le ramener, par hypothèse et en imagination, à ce petit pays essentiellement rural et artisanal qu'elle était encore il y a un demi-siècle. Mais ce que nous devons souhaiter et lui souhaiter, c'est que ses dirigeants s'opposent à des projets anarchiques qui servent mal l'intérêt national, et plus sûrement des intérêts particuliers.

Un hôtel, un motel, doivent-ils forcément accaparer les plus belles vues, défigurer les paysages qui appartiennent à tous? Les Grecs feront-ils de leurs côtes ce que nous avons laissé faire de notre Côte d'Azur? Surtout tout récemment en Grèce, nous entendions dire des choses navrantes: qu'une clinique de site de Cnossos! N'y a-t-il vraiment pas d'autre place pour site au voisinage d'Héraklion?

Plus fort encore: un grand hôtel d'Athènes, le Kathimerio, d'autres aussi, de nuances politiques diverses, ont révélé au public que, depuis quelque temps déjà, des entreprises industrielles, de taille gigantesque, des chantiers navals (on parle aussi de cimenteries), avaient jeté leur dévolu sur un des plus beaux sites de la côte sud-ouest du Péloponnèse, le baie de Pylos, dite aussi de Navarin, et ce non touché assurément les Français. L'option publique s'est émise en Grèce, et pas seulement les archéologues et les passionnés de l'Antiquité; la commission exécutive d'Europe Nostra, réunie à Amsterdam le 21 octobre, a protesté vigoureusement.

Il y a de quoi: ce paysage grandiose — une baie immense presque fermée par une grande île — évoque aussi les plus beaux souvenirs de l'histoire de la Grèce. Tout près s'élevait le palais du vieux Nestor, qui livre les plus vieilles tablettes inscrites de cette histoire; l'île, Sphactérie, vit le combat à mort des Spartiates contre les Athéniens; dans

le baie se livre en 1827 la bataille de Navarin, qui conduisit le Grèce à l'indépendance. Va-t-on gâcher, polluer, de si grande souvenirs dans un site prestigieux? A cela on croit qu'il n'y a pas de voisinage, sur cette longue côte, d'autres installations polluantes? Sans doute, les industriels en question devraient elles à leurs laïcs de plus grands frais mais l'enjeu ne vaut-il pas un peu mieux beaucoup d'argent?

Ce qui nous inquiète, c'est qu'après celui-ci aucun site n'est plus respecté. Une loi (n° 150-75), promulguée au Journal officiel du 9 septembre dernier, dépouille pratiquement le Conseil archéologique du droit et du devoir qu'il a de protéger les sites, conformément aux dispositions de la Constitution grecque. Certes, ce n'est pas d'hier que les musées ont été concurrencés; à Elousis déjà, une tabrique de ciment a ruiné plus toujours l'âme d'un des plus grands sanctuaires de la Grèce. Mais l'en peut espérer que notre temps sera plus éclairé. La Grèce a le chance de pouvoir faire ses choix que nous-mêmes en France n'avons pas toujours fait — à un moment où partout l'on pense que la protection de la nature, la qualité de notre vie et de son cadre valent bien des sacrifices.

Nous gardons notre confiance à la Grèce, à son goût de la grandeur et de la beauté, à sa volonté de préserver le meilleur de son patrimoine.

PIERRE DEMARIGNÉ

membre de l'Institut.

le ski nordique, autant le pratiquer dans son pays d'origine. la Norvège.

A Lillehammer, le plus important centre de ski nordique d'Europe, 300 km de piste, 600 jours d'enneigement, tout le matériel nécessaire pour un séjour agréable et sûr, un équipement complet, un transport aérien direct pour vous amener à Lillehammer. Départ sur demande.

100 Rue National du Tourisme en Norvège

10, rue Albert - 75009 Paris - Tél. 073 74.20.

AIR FRANCE SAS

SCHENGEN AIRLINES

Sp. U. G. 150

LES LOISIRS

BURG MONTMARTRE

Sur les pas de Guillaume

CHATEAUX EN NORMANDIE

Caen, les drapoux de tous les pays luttent sur la forteresse de Guillaume le Conquérant. A l'intérieur de l'enceinte, face à la chapelle, dont le plafond rassemble à la coque d'une barque normande, le Musée des beaux-arts présente une exposition intitulée : « La renaissance en Basse-Normandie. » Exposition qui tourne actuellement dans les principales villes des départements de la Manche et de l'Orne.

En 1506, des meçans d'Amboise et de Blois construisent à Gallon un château pour le compte du cardinal Georges d'Amboise. Des ouvriers normands viennent les relever. Quelques années plus tard, les deux plus grands « entrepreneurs » de Caen, Hector Schiler et Blaise Le Prestre, s'installent parmi leurs compagnons des tailleurs de pierre italiens. C'est ainsi que, de main en main, la Renaissance va fleurir en Normandie. Il s'agit moins d'une architecture que d'un « décor », si léger que M. Lucien Mussenet, professeur d'histoire à l'université de Caen, le qualifie d'« épidermique ». Selon les régions, on sculpte des matériaux différents : autour de Pont-Frédéric, seules les portes des colonnades sont ornées ; du côté de Caen, c'est la pierre blanche qui est utilisée, dans la Manche, le granit. Raffinement suprême : les potiers du pays d'Avranches dressent au sommet des maisons des épis de blé en terre vernissés et polychromes, qu'on trouve aussi sur les cheminées et les pignons.

Cette promenade de la Renaissance dans la Calvados commence à Caen même au cœur de la ville. L'église Saint-Pierre, près de laquelle un touriste a installé son « échoppe », est gothique, mais son abside a été achevée à la Renaissance. Balustrades, pinacles, candélabres, sont si richement sculptés que certains évoquent à leur propos le follement éblouissant de l'art italien. Le manoir des Gens d'Armes, construit au début du règne de François I^{er} pour Gérard de Nolton, s'élève dans la rue Basse.

Pour la retrouver, il faut longer le port et le bassin Saint-Pierre. Aujourd'hui, le manoir n'est plus qu'un îlot d'un autre temps dans un quartier neuf évanoui par des routes larges et sans arbres. Malgré l'environnement, cette forteresse patie encore de la vie des seigneurs qui l'habitaient. Dans les médaillons qui ornent les échaux figurent, en effet, les portraits des gens d'armes : guerriers à la barbe effilée et gantes dames aux coiffures volées respirant une fleur.

De Caen à la mer, le pays est triste et plat. On laboure. L'asson est un château abandonné. La grille est rouillée, la prairie rasée. Sauts les îles de barbes qui l'entourent, sont d'un gris neutre. Sur la façade du château, autour des fenêtres, court une broderie exubérante et légère. Au-dessus de la porte, les girandoles se rejoignent en se terminant par un sphinx et une sphinge coiffés de minuscules chapeaux ronds à panache. Surtout, ce qui attire et le maître de la maison, dont la devise dit non sans coquetterie : « J'espère que Lasso est assez orné ? »

Entre les bras de la Thus et de la Mue, Greully est un village dans un vallon. L'entrée du château se trouve sur la place de l'église. Un étendard orné de trois léopards rampants flotte au sommet du donjon. A l'époque de la Renaissance, la forteresse d'Haymon le Dentu s'est adossée grâce à l'adjonction d'un tourillon agréablement rond, élégant et paré de pendentes sculptées.

Greully se visite. Trois balles

salles ont été restaurées. Le chemin de ronde mène à une petite tour de guet. Sur la porte grise, on lit : « B.B.G.C. de l'ent, no entry. » Le studio de la B.B.C., pendant les premiers jours du débarquement, était installé ici. Le marchand Montgomery avait établi son quartier général dans une propriété que l'on voit du château : une maison blanche dans une prairie.

Au loin, surgissant de la brume, les tâches ajourées et noires de la cathédrale de Bayeux. Dans le Bassin, les prairies entourées d'arbres succèdent aux prairies. On voit peu de pommes.

La famille d'Argouges avait un hôtel à Bayeux et un manoir à la campagne, près de Vieux-sur-Aur. Le manoir, entouré de douves, est aujourd'hui une ferme. Châna tirant sur leur chaîne et poulies se promenant dans la cour. Cette ferme-manoir est restée très belle et très noble : un portail à crénelures porte un médaillon effacé. Rénové, une touraille qui s'élève l'escalier et des lanternes à meneaux, héritées de généralisme.

Les villages livrés sont en pierre blanche. A Campigny, le manoir, voisin avec l'église et son cimetière. Le triple portail sculpté est monumental. Dans la cour immense, une mare caractéristique de la région. Campigny est un manoir fin, équilibré. Fenêtres superposées encadrées de colonnes, lucarnes de pierre. Première manifestation de la seconde Renaissance en Normandie (1535-1545).

D'une extrémité à l'autre de la grand-rue, le village d'Evrecy

trappe tellement il est resté. « Oui, dit la charcutière, nous avons été sinistrés à 80 %. Il y avait des SS au château de Malto. Je me souviendrai toujours — j'avais douze ans au moment du débarquement — les avoir vus rentrer un soir en pleurant. »

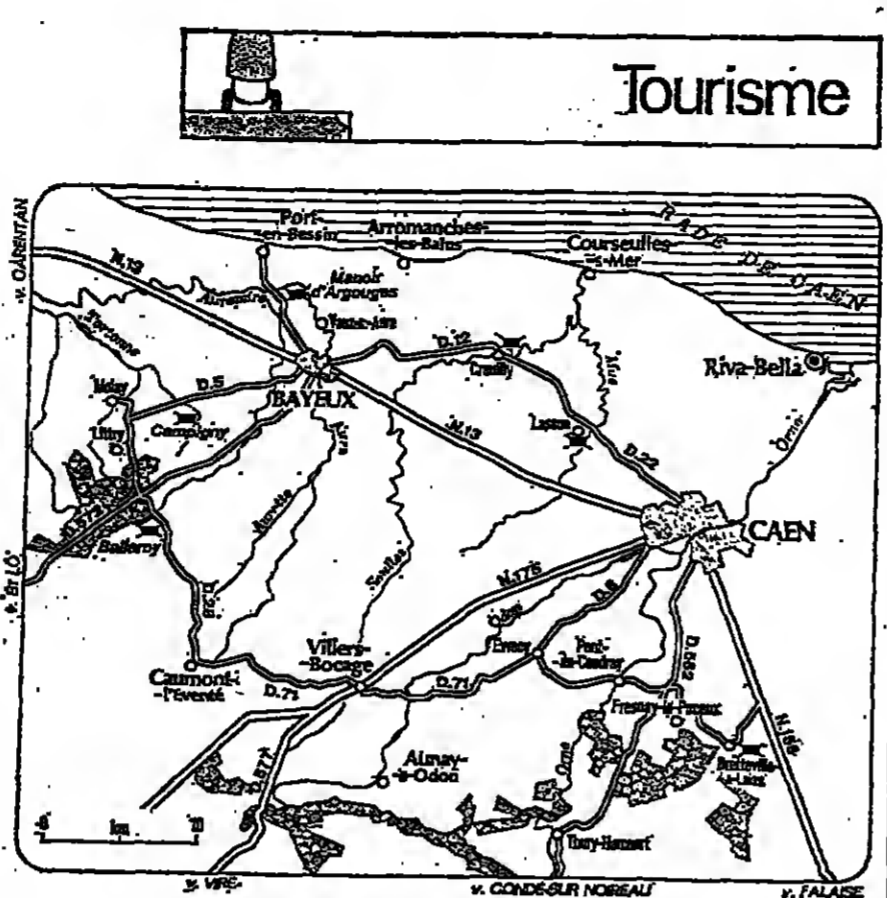
Les enfants d'Avrigny ont choisi de camper dans la poterie et ils ont eu raison, car c'est de là que l'on a la plus belle vue du château. Celui-ci est situé sur une petite route qui mène à Vieux. Au fond de ce potager paisible se dresse le château, flanqué de trois tours. L'une est ronde et forte, les deux autres polygonales, plus raffinées. Dans le toit d'ardoise, le lucarne est dentelée.

Pont-du-Coudrey, Clinchamps, Fresnay-le-Puceux, la route verte, touristique, suit la vallée de l'Orne. A Breuille-sur-Laise, Quilly et ses dépendances s'élevaient un peu à l'écart du village, fièrement mais sans morgue. Un logis sculpté à tourterelle, un bâtiment médiéval à arêtes qui surplombent la cour, des tulipes aux tons chauds ; Quilly est le soleil de l'Italie.

Les fermes en pierre disparaissent. A Saint-Pierre-sur-Dives, les chaumières à colombage s'éparpillent à nouveau dans les prés. Le ciel est gris. Sur les branches lourdes et basses des pommiers, les pommes sont rouges.

FLORENCE BRETON.

* L'architecte Renaissance en Basse-Normandie. Fiers : 12-30 novembre. Saint-Lô : décembre. Carborough : 15 janvier-15 mars 1976. Bayeux : du mardi-30 avril. Orbec : 29 avril-23 mai. Lisieux et Mortagne : mai et juin. Honfleur : juillet-août.



Il pleut. Il fait froid. On s'enrhume. C'est le moment de partir en Tunisie.

Documentation gratuite : OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN 32 avenue de l'Opéra. 75002 Paris. Tél.: 073.72.67/21.10/21.11.

baléares tunisie canaries sud marocain afrique du sud msa mexique egypte bangkok

le tourisme français croit à la qualité de la vie en vacances

- Des circuits, séjours ou circuits-séjours, tous frais compris dans le monde entier.
- Des avions réguliers, des hôtels sélectionnés, des petits groupes francophones.
- Des détails dans les prestations et les services qui font la qualité de la vie en vacances.
- La qualité de la vie. Nous y croyons. Jugez-en grâce à nos 2 brochures hiver 75/76. Elles sont gratuites sur simple demande.

le tourisme français uc 77 96, rue de la Victoire 75429 Paris Tél. 285.38.38 32, avenue Félix-Faure 75015 Paris Tél. 285.38.38 poste 244 122, avenue Gabriel-Péri 93400 Saint-Ouen Tél. 285.38.38 poste 280 Succursales : CAEN, EVREUX, LE HAVRE, LILLE, ROUBAIX, ROUEN, BRUXELLES

cap sur ABIDJAN

croisière de 21 jours vers les soleils d'Afrique du 21 février au 12 mars 1976

MARSEILLE - CASABLANCA - MAURITANIE - SENEGAL SIERRA LEONE - COTE D'IVOIRE - LIBERIA - SENEGAL - LES CANARIES AGADIR - CASABLANCA - MARSEILLE

PRIX AU DEPART DE MARSEILLE : de 3.000 F à 8.000 F

PROUET MASSALIA

Pour plus amples renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages habituelle ou remplissez ce bon et envoyer à nos Coordonnées France.

MARSEILLE : 3, Bd Mazarin 75003 - Tél. : 789.57.53

71, Rue de la République, 63002 - Tél. : 80.11.01

Vous recevrez une documentation détaillée.

NOM _____ ADRESSE _____

PROUET MASSALIA

Forêts ouvertes

Après notre article sur la forêt oubliée, M. J. Georges-Picot, président de la Société des amis des forêts de Pénas, Adam et Carnelle, nous apporte les précisions suivantes :

Les forêts privées ne sont pas toujours fermées au public. Si quelques bois privés sont clôturés, un très grand nombre peuvent être utilisés par le public pour la promenade, la cueillette des fleurs et le ramassage des champignons. A cet égard, on pourrait préconiser un avantage fiscal en faveur des propriétaires qui laissent leurs bois ouverts au public par rapport à ceux qui s'en réservent la jouissance exclusive.

En attendant, l'Etat devrait surtout éviter de faire disparaître lui-même des forêts importantes de forêts domaniales. La situation des forêts de l'Île-de-France est dramatique à la fois de la multiplication des ignes à haute tension, des routes à des autoroutes nouvelles, et même souvent d'implantations industrielles tolérées ou encouragées par l'Etat.

Un Suisse chez les vignerons

Après le témoignage publié dans le monde du 30 août, sous le titre « Un Suisse chez les vignerons », M. Jean Bône, maître de Pénas, dans l'Événement, nous a adressé la lettre suivante :

Si les sévices dont fait état M. Junker sont exacts, ils ne peuvent être le fait que de vicieux cultivateurs ou (non) véritables vignerons et la situation dramatique de la viticulture méridionale ne peut, en rien, les justifier.

Mais le récit de M. Junker laisse supposer que les faits se sont passés sur le territoire de la commune de Pénas et que les auteurs en sont des viticulteurs de Pénas.

C'est, en tout cas, ce qu'on comprend un certain nombre de personnes qui, depuis la parution de cet article, m'écrivent pour vouloir aux gémissements Pénas et ses habitants. Entre les deux guerres, les chroniqueurs avaient coutume de moquer les châteaux de Landernau et de Pénas. Ce n'était peut-être pas toujours ni très juste ni très spirituel, mais ce n'était pas méchant. Mes com-

patriotes présentent la chose du bon côté. En revanche, je ne peux accepter, pour ma ville et ses viticulteurs, la réputation que leur a faite la publication de ce papier. M. Junker est bien excusable de ne pas savoir que la plus grande partie du C.D. 13, qui conduit de Pénas à Ronjan, n'est pas tout entière sur le territoire de la commune de Pénas.

Je précise que, indigné comme il se doit par les faits révélés par

vos rédacteur occasionnel, je me suis livré personnellement à une enquête et que j'ai acquis la conviction que les auteurs de ce véritable attentat n'étaient pas des viticulteurs de Pénas.

Par ailleurs, je peux affirmer que la population tout entière de Pénas a été très émue par cette agression, qu'elle réprovoque et qui ne peut, évidemment, qu'être condamnée à la juste cause que les viticulteurs défendent.

proposées : Grands-Mottois, Magni-Mottois et Magni-Mottois, mais les électeurs étaient libres d'en proposer d'autres. 506 des 1 311 inscrits sur la liste électorale communale se sont rendus aux urnes, pour faire triompher les Grands-Mottois (940 voix), devant les Magni-Mottois (130) et les Magni-Mottois (18). — R. B.

LES GRANDS-MOTTOIS

AVEC AVIANCA VOUS VERREZ LA MER DES CARAÏBES DU CÔTÉ LE PLUS ABORDABLE.

Avianca vous offre les plages ensoleillées de la mer des Caraïbes qui ne sont même pas polluées par la chaleur de la vie. Elle vous montre le côté sud-américain le plus abordable.

Dans la seule Colombie, vous avez 1500 Km. de plages pour vous étendre.

Comme la plage blanche de San Andrés, l'île du soleil, où le touriste allongé à l'ombre des palmiers s'offre son cocktail « coco-rum » et contemple les nombreuses beautés naturelles de cette île.

On bien, si vous préférez naviguer, vous louez sans grands frais un yacht dans le port de plaisance de Cartagena, l'ancienne ville espagnole qui charment déjà les corsaires du capitaine Morgan.

Personne ne peut mieux vous montrer le continent sud-américain qu'Avianca. Car Avianca est spécialiste de l'Amérique du Sud. Elle y a déjà effectué des vols réguliers avant que d'autres aient eu cette idée; depuis 1912.



Remplissez et envoyez-nous le coupon ci-joint, par retour de courrier, nous vous adresserons la brochure « Interlude en Amérique Latine ».

COUPON

Nom _____

Adresse _____

Ville _____

1, Rue Scribe - Paris 75009 - Tél. 26653-60

Avianca

LM 82

La plus ancienne compagnie aérienne du Nouveau Monde.

Préparez votre saison de

SKI

aux Menuires et Super Menuires dans les trois vallées

Tout le prestige de la Savoie

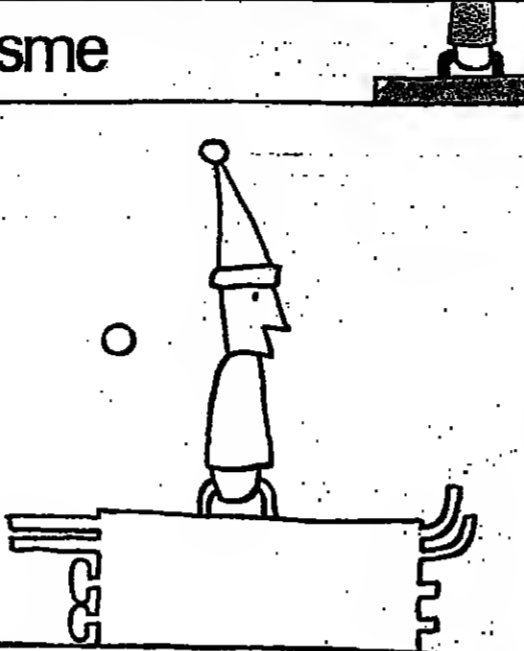
Ecrivez ou appelez : (79) 00.60.68

Office du Tourisme 73440 les Menuires

Réservations : Hôtels ** *** Appartements meublés

Vente : Studios 2p.3p. Crédit assuré à la demande Scivabel 22, place Louis Jouvet 38100 Grenoble tél. (76) 25 14 18

Tourisme



PISTES

Une semaine dans le Jura

Forêts, plateaux déserts, ombes tranquilles : voici la vallée de la Valserine, juste au-dessous du col de la Faucille et du mont Rond, pas bien loin du crêt de la Neige (1723 mètres).

Une hôtelière entrepreneur a mis sur pied, toute seule, des forfaits-randonnées d'une semaine, qui, outre la pension complète, comprennent la location de tout le matériel nécessaire (chaussures, skis et bâtons) et l'accompagnement lors des promenades, qui diffèrent chaque jour. Quand le point de départ de celles-ci est trop éloigné, on y conduit les skieurs en land-rover.

* Hôtel des Ecrivaies, Mlle Claude Malod, 81410 Mijoux, tél. (15) 59-59-11, puis le 47 à Mijoux.

(La semaine complète à partir de 519 F par personne.)

La Plagne : garantie

La station propose plusieurs formules originales. Elle assure une garantie « neige ». Au cas où on ne pourrait skier jusqu'à sa résidence pendant son séjour et si moins de vingt remontées mécaniques fonctionnent, chaque jour de ski perdu est remboursé.

Pour Noël et Pâques, deux semaines spéciales sont prévues : du 19 au 27 décembre, neuf jours pour le prix de sept à partir de 475 F, location et remontées mécaniques comprises, du 3 avril au 25 avril 1976, à partir de 360 F par personne.

Isola 2000 : soleil

La station garantit la neige et le soleil. Les organisateurs vont même jusqu'à offrir une location de sept jours hors vacances scolaires si, dans la période du 20 décembre 1975 au 25 avril 1976, l'héliographe de la station enregistre un ensoleillement nul pendant plus de deux jours consécutifs.

Stages de ski pour tous les niveaux, des débutants aux champions et à partir de seize ans : de 295 F à 385 F. Locations en studios pour sept jours durant les semaines « choc » : 280 F par tête sur la base de quatre personnes.

Morzine : famille

Cette année, rien qui puisse « désorienter » les habitudes de cette station familiale et sportive. Forfait de sept jours pour les remontées mécaniques : 210 F. Pension en hôtel de 50 à 200 F par jour et par personne.

SUISSE-VILLARS

Alpes, Vaudoises, alt. 1.200m.

à vendre

CHALETs et APPARTEMENTS

dès Fr. S. 135.000

Possibilités de crédit. Vente autorisée aux étrangers. Construction de chalets Emile Kohli

Tél. : 1941/25/3 15 33, CH-1884 Villars

LE BLANC

Saison bien fartée dans les Alpes

LES stations de sports d'hiver afficheront très vraisemblablement « complètes » bien avant le début des vacances de Noël. Interrogés, des responsables d'offices de tourisme indiquent en effet que les réservations pour la fin de l'année « marchent très fort ». La troisième période des vacances de mardi gras — celle des « Parisiens », du 14 au 22 février — est également très demandée dès maintenant. Exception cependant pour Isola 2000 dans les Alpes-Maritimes, très éloignée de la capitale, et qui envisage pour attirer tout de même de la clientèle d'appliquer pendant cette période les tarifs « basse saison ». Des deux autres semaines de février, la première, celle réservée à l'ouest de la France, apparaît généralement comme la plus prometteuse. En revanche, la période intermédiaire destinée aux régions situées plus à l'est est, comme les autres années d'ailleurs, plutôt bonifiée. Les possibilités qu'ont les habitants de se rendre chaque week-end à la neige ne les incitent pas beaucoup, semble-t-il, à programmer à l'avance de véritables séjours.

Quels que soient l'endroit et l'époque choisis, il faudra, de toute façon, prévoir un budget plus important, surtout pour les familles déjà pénalisées par l'obligation d'effectuer les séjours pendant les vacances scolaires, et donc aux tarifs les plus élevés. Les prix des hôtels ont augmenté d'au moins 7 %, et les tarifs des remontées mécaniques ont suivi la pente ascendante. Dans les meilleures conditions, le forfait pour sept jours coûte de 190 à 240 francs, mais ce prix s'accroît en fonction du prestige de la station pour atteindre 400 francs et même plus quelquefois.

À côté des forfaits traditionnels, d'autres, spécifiques ceux-là, sont de plus en plus souvent proposés : Le Chaux, par exemple, offre une sortie de « Tourisme et ski » (38 francs par jour) permettant d'aller essayer les pistes de Plaine, des Contamines ou des Grands-Montets. Huit stations françaises de Savoie et de Haute-Savoie (Abondance, Avoriaz, Châtel, La Chapelle-d'Abondance, Les Gets, Morzine, Morzine-Saint-Jean-d'Aulps) et cinq stations suisses (Champéry, Les Crosets, Morgins, Tignes, Val-Tignes) se sont allié pour mettre au point un forfait « Ski sans frontières »,

(46 francs par jour) destiné surtout aux amateurs de longues randonnées.

Si les projets de stations nouvelles sont au point, ils ne s'élaborent en grand secret, les industriels de la neige ont cependant été actifs. Plusieurs stations, intégrées ou non, se sont agrandies, pas toujours selon les répartitions habituelles. Isola 2000, l'une des plus récentes stations de la troisième génération, ne met en service cet hiver que cent cinquante lits. En revanche, Les Gets, typique station-village de moyenne altitude, augmente son parc immobilier de cent appartements en copropriété. Les efforts pour développer le tourisme social d'hiver ne sont réellement perceptibles qu'à travers le lancement de la station de Montricher-Albanne, au-dessus de la vallée de Maurienne, fruit d'une concertation tripartite — organisme de tourisme social, collectivité locale et Etat.

La cote 3 000

Un peu partout, les responsables d'offices de tourisme font part de la construction de nouvelles remontées mécaniques. Sa-moins se greffe désormais sur le domaine skiable de Plaine. D'autres remontées plus spectaculaires ont pour objectif la cote 3 000. A La Plagne, le premier tronçon d'une télécabine qui, achevée, atteindra le glacier de Bellecote (3 400 mètres) permettra dès cette année à partir de la gare d'arrivée à la Roche de Mio (2 700 mètres) d'accéder à de nouveaux « champs » de neige. Aux Deux-Alpes, l'accès au Dôme de Puy-Salé (3 423 mètres) sur le glacier de Mont de Lians et à Tignes, la descente du Saint-Denis (3 400 mètres) par le nouveau téléphérique de Val-Thorens, permettront d'allonger la saison dans ces stations et de répondre aux exigences sportives de certaines catégories de skieurs.

Beaucoup plus modestes, mais significatifs de la prise en considération d'une demande nouvelle, des efforts ont été accomplis un peu partout pour créer des itinéraires de fond ou diversifier ceux existant déjà. Aux Menuires, trois pistes seront inaugurées pour Noël. Presque toutes les stations offrent d'ailleurs cette alternative au ski alpin. Plus de 40 kilomètres de pistes sont en service dans des stations comme Montgenèvre (Hautes-Alpes), La Bresse (Vosges), Antrains et Villard-de-Lans (Isère). Et si, à Courchevel, 30 kilomètres de parcours balisés ne sont qu'un aboutissement supplémentaire dans une station comme Saint-Pierre de Chartreuse (Isère) 40 kilomètres de pistes représentent un complément essentiel pour l'hiver.

Enfin, pour répondre aux de-

mandes d'une clientèle dans laquelle les non-skieurs sont en nombre relativement important et pour assurer une rentabilité plus grande des équipements d'accueil, beaucoup de stations multiplient les réseaux de promeneuses dames et ballés ou tentent de séduire avec des activités qui n'ont souvent aucun rapport avec la neige.

BERNARD ELIE.

SANS RISQUE!

Assurances collectives : vous partez avec un groupe, vous bénéficiez vraisemblablement d'une assurance collective de vous aurez intérêt à vous faire préciser la portée. Cette assurance couvre la responsabilité civile de chacun des skieurs.

D'autre part, de nombreux skieurs, en adhérant à la Fédération française de ski, le plus souvent par l'intermédiaire d'un club local, sont automatiquement assurés pour le cas où ils seraient responsables d'un accident.

Les assurances collectives peuvent également comporter une garantie en cas d'accident survenant au skieur (capital en cas de décès ou d'invalidité, remboursement de frais de soins). Ce genre de garantie est souvent accompagnée d'une garantie « frais de recherche ».

Assurances personnelles avant de contracter une quelconque assurance, relisez les contrats dont vous êtes titulaire en prévision des risques de vie quotidienne.

En effet, de nombreux contrats « responsabilité civile chef de famille » ou « multirisque » s'appliquent aux accidents causés par les autres à l'occasion du ski et d'autres sports de neige tels que luge.

Si vous ne trouvez pas dans ces contrats, en cours les garanties nécessaires, vous pouvez contracter pour la durée du séjour une assurance « sports d'hiver » ou prenant l'ensemble de ces garanties : responsabilité civile, accidents dont vous pourriez être victime, frais de recherches.

De même, les simulateurs de responsabilité individuelle accident sont souvent garantis pour accidents dont ils pourraient être victimes aux sports d'hiver. Veillez à ce que votre contrat « exclusions » de votre contrat pour voir si ces sports y figurent.

Si vous vous adonnez à des activités plus particulières (ski haute montagne, ski de fond, luge, etc.) ou autres sports d'hiver ou si vous vous rendez à l'étranger, vérifiez que vos contrats vous couvrent bien dans ces circonstances.

* Centre de documentation d'information de l'assurance, 2, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris, tél. 824-06-12, 770-58-33.

au soleil des alpes du sud

CHOISISSEZ VARS

1850 m. - 300 jours de soleil

Pour les spécialistes de l'investissement en montagne, il faut :

- Investir au-dessus de 1.500 mètres pour bénéficier d'un bon enneigement.
- Rechercher une station hiver/été garantie d'une rentabilité locative optimum.
- Choisir une station intégrée à un vieux village avec son ambiance et son animation naturelles.
- Y trouver un équipement sportif important (remontées mécaniques, tennis, piscine...).
- Donner une priorité à l'ensoleillement.

Choisissez donc votre appartement — du studio au 3 pièces — dans le Chambeyron, dernier né des immeubles construits par Sofirev, au départ des remontées mécaniques, à proximité du centre commercial, des tennis, de la piscine, à la lisière de la forêt des Escondus.

Prix fermes et définitifs. Facilités de crédit.

Bureau de vente Sofirev "Le Point Show" 05560 Vars - Tél. (92) 45.51.04.

Société Armand Résidences, 3, Cours Joseph-Thierry, B232 Marseille Cedex I, Tél. (91) 50.75.75.

Pour recevoir sans engagement de votre part la documentation sur la station de Vars et l'immeuble "Le Chambeyron" adressez le coupon ci-dessous à : Sofirev, 6, rue Fillel-Will 75009 Paris Tél. 742.10.80.

Répondre à quelques-unes de ces conditions, c'est bien. Répondre à toutes, c'est exceptionnel — et pourtant — c'est déjà décrire les résidences Sofirev de Vars.

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Code postal _____ Tel. _____

ski aux Menuires

SAVOIE

Office du Tourisme
Tél. : (79) 00-60-68

OVSE

Associations fondées par la Fédération des Parents d'Élèves de l'Enseignement Public

NOËL

SKI POUR VOS ENFANTS

LA PLAGNE (LONGJumeau) AUTRICHE (BADSTÄDT) et SUISSE

Heures de cours de ski, skis, animation, encadrement par moniteurs diplômés.

SEJOURS LINGUISTIQUES

Grande-Bretagne - Allemagne

01 331-12-34, 331-95-76, 331-82-01
 96, av. des Ternes, 75017 PARIS.
 Ancien 152, rue de Courcelles.

SKI

STAGES 1^{er} NEIGE

du 23 NOV. au 21 DÉC.

pour débutants et compétiteurs - Initiation-entraînement maximum 7 élèves par moniteur - remontées illimitées - vidéo - prêt du matériel, essais toutes marques.

1 semaine de 1 050 à 1 250 F tout compris ou forfait sans hébergement : 580 F.

Philippe et Gérard Mattis

VAL D'ISÈRE

12, rue N. 73100 VAL D'ISÈRE

VACANCES SCOLAIRES NOËL/PAQUES EN SUISSE

SKI pour enfants de 6 à 15 ans. Prospectus sur demande - BOULE CHANTERELLE, CH-1807 Stonay. Tél. : 1941-21-831193

Innsbruck

et les XII^{es} Jeux Olympiques d'Hiver, du 4 au 15 février 1976,

invitent la jeunesse du monde entier à participer et à assister à ces compétitions sportives : pistes olympiques de ski alpin et de ski nordique — tremplin spécial du Bergisel — stade olympique de glace — piste olympique de glace artificielle de bob et de luge. Après les Jeux Olympiques d'Hiver, ces installations sportives sont à la disposition de tous les sportifs. Elles font d'Innsbruck la capitale des sports d'hiver.

Service spécial pour tous les visiteurs de la ville des Jeux d'Hiver : transport gratuit dans les 5 régions de ski et de soleil à proximité de la ville (24 téléphones et télégrammes), pistes de ski de fond et nombreuses promenades.

Innsbruck est le centre culturel du Tyrol. Nombreuses œuvres monumentales d'architecture : vieille ville avec zone pour la Maison au Toit d'Or, Palais des Congrès, zoo alpin, théâtre et concerts. Nombreuses manifestations culturelles et folkloriques. Les terrasses ensoleillées d'Innsbruck, à 900 m. d'altitude, la station de cure d'air d'IGLS et la HUNGERBURG.

Pour tout renseignement complémentaire, dépliant et offre spéciale pour les vacances d'hiver : Syndicat d'Initiative, A-6021 INNSBRUCK, Sagggraben 3, tél. 0043 - 32.22 - 2.97.15 télex 54423 ou votre bureau de voyages et l'Office de Tourisme Autrichien, 12, r. Ansb., 75009 PARIS, tél. 973-82-82, et à Berlin, Francfort, Hambourg, Cologne et Munich.

150

LE BLANC ST MIS
e dans les Alpes

Douillette Autriche

TRADITION et confort sont deux impératifs auxquels tiennent les responsables des stations de sports d'hiver en Autriche. Gargellen, l'un des grands chalets de mini-stations lui s'étire le long de la vallée du Montafon, en est un exemple.

Dans cette contrée méridionale du Vorarlberg, ni gigantisme, ni grand ensemble, ni modernisme, mais une architecture villageoise en harmonie avec les sites. Autour du chalet en forme de bulbe, des chalets de bois classiques, parfois récents, souvent anciens, toujours rustiques. Le plus part d'entre eux sont des hôtels, mais rien de vulgaires pour le signaler.

Atmosphère...

A l'intérieur c'est le confort douillet, et de bon aloi. Large feuillet confortable, meubles peints à l'ancienne, grandes tables avec feu de bois, mais aussi, comme à l'hôtel Madrisa, l'un des meilleurs : piscines, sauna, solarium. La table est peu originale, mais abondante. Les serveuses arborent des jupes fleuries et les gilets brodés du lolklor. Le vin chaud (glühwein) et les alcools blancs (schneaps) contribuent à égayer des soirées dansantes où le vin et le jango prennent le pas sur le jazz et autres danses dites modernes. Manifestement à l'aise dans ce cadre rassurant et souriant, le touriste anglais, américain ou français finit par ressembler à un Autrichien.

Comment expliquer cette harmonie entre les constructions et leur environnement, ce mimétisme

des nombreux étrangers venus pour quelques jours dans les montagnes autrichiennes ? Gargellen est entre les mains d'une petite communauté d'hôteliers entrepreneurs, accueillants et conservateurs dans le bon sens du terme. « Nous voulons rester entre nous, explique le patron de l'hôtel Madrisa. Pas question de tourisme industriel. Il y a dans notre vallée une atmosphère particulière que nous souhaitons préserver parce que nous l'aimons et parce que nos clients l'aiment. »

Pour ces raisons, les hôteliers, de père en fils pour le plupart, ont exigé qu'un chalet moderne soit pourvu d'un toit classique à deux pentes et non à une seule comme il était prévu. Ils ont refusé la construction d'immeubles qui auraient abrité des appartements.

« Les volets seraient clos pendant plusieurs mois de l'année. L'été, il n'y aurait pas de fleurs ou de balcons », s'indigne l'un d'entre eux. Mais, surtout, on révoquerait les équipements collectifs (remonte-pentes, piscines, parcs de stationnement). Les hôteliers ne craignent pas non plus de édicter l'élémentaire. Aux noces et aux mariages on déclare que « la chambre est prise ».

A Gargellen, en protectionnisme est une garantie de qualité, dans l'intérêt des hôteliers mais aussi de celui des vacanciers.

ÉMILIE TIENO.

* Office national autrichien du tourisme, 12, rue Auber (3^e). Tél. 873-83-82.

NEIGE A PARIS

- Maison de l'Alpe d'Huez : 6, rue Marbeuf (8^e), tél. 728-49-66.
- Maison des Ares : 94, bd du Montparnasse (6^e), tél. 325-24-53.
- Maison d'Auvergne : 53, av. Franklin-Roosevelt (8^e), tél. 225-17-57.
- Maison d'Avoriaz : 106, bd Haussmann (8^e), tél. 265-19-64.
- Maison du Corbière : 30, av. de Friedland (8^e), tél. 227-44-78.
- Maison du Dauphiné : 102, av. des Champs-Élysées (8^e), tél. 159-64-11.
- Maison de Flaine : 7, rue de Villerszel (7^e), tél. 544-38-83.
- Maison d'Isola 2000 : 21, rue de la Paix (2^e), tél. 073-60-20.
- Maison de La Plagne : 8, rue de l'Hôtel-de-Ville à Neuilly, tél. 47-03-10.
- Maison des Pyrénées : 24, rue du 4-Septembre (2^e), tél. 742-21-34.
- Maison de Savoie : 16, bd Haussmann (9^e), tél. 770-78-84.
- Maison de Super-Dévoluy : parking du rond-point des Champs-Élysées (8^e), tél. 359-64-12.
- Maison de Tignes : 67, av. Paul-Doumer (10^e), tél. 647-38-90.
- Maison des Trois-Vallois : Magasin Havre du Printemps, tél. 5-22-222 (poste 3 310).
- Maison de Toulouse-Pyrénées : 38, av. George-V (8^e), tél. 359-08-49.

Vacances blanches en Suisse pour enfants
Jusqu'à 10 ans
Ski, Pottinoge, Natation, etc.

Programmes et rattrapages scolaires individualisés
HOME-ÉCOLE LA COTTETAZ
Tél. 1941/22/6 64 68 - CR-1865 Les Diablerets

un ski pas comme les autres

forfaits de Paris à Paris
9 jours à partir de 1.800 F
pour les séjours et 10 jours à partir de 2.800 F pour les raids

ski en étoile à partir d'un centre sportif ou bien la grande aventure d'une randonnée en Laponie

découvrez le ski finlandais par FINNAIR

Bon de documentation gratuite : FINNAIR 11 rue Auber 75008 Paris

Nom : _____
Adresse : _____



Massif Central à la carte

Au cours des trois dernières saisons d'hiver, les trois stations auvergnaises du Mont-Dore, de Super-Besse et de Super-Lignon ont augmenté de quelque 50 % la capacité de leur domaine skiable respectif. Aujourd'hui, trois téléphériques, une télécabine, six télésièges et quarante téléskis desservent plus de 200 kilomètres de pistes balisées convenant à toutes les catégories de sportifs, du débutant au chevronné.

La Maison d'Auvergne propose nombre de formules « à la carte », allant de la réservation d'hôtel (pension complète à partir de 40 F par personne et par jour) aux forfaits d'une semaine (130 F par personne, dans un établissement de grand confort) en passant par la location de studios et appartements (prix moyen : 800 F le semaine sur la base de trois ou quatre personnes), et des formules diverses d'hébergement.

A noter encore, durant les vacances scolaires, pour les jeunes de quatorze à dix-huit ans, des séjours en gîtes ou auberges rurales comprenant le ski de promenade. (A partir de 550 F environ par personne, tout compris.)

* Maison d'Auvergne : 33, avenue Franklin-Roosevelt (8^e), tél. 225-17-57 et 225-37-59.

Auvergne : du nouveau, du beau...

L'association VAL (Vacances Auvergne - Linaux) signale, au chapitre des réalisations pour cet hiver, l'ouverture de nouveaux logements dans son village de Chalmazel (Loire), ce qui porte à soixante unités la capacité totale ; au banc d'essai, de grandes randonnées de trois ou six jours dans le massif du Mézenc et à travers la Margeride ; des séjours de ski nordique réservés aux plus de cinquante ans, et, enfin, la modulation des tarifs en fonction des revenus.

Les brochures « Vacances tranquilles » et « Vacances de neige en famille - ski de piste, ski nordique » seront adressées sur simple demande.

* VAL : 46, boulevard Pasteur, 93000 Chalmazel-Ferrand, tél. (73) 53-83-75.

Les tout-petits aussi

Que faire des petits quand les « grands » s'en vont sur les pistes ? La brochure que le Comité des stations françaises de sports d'hiver a établie répond à cette question délicate, puisqu'elle contient la liste des maisons d'enfants, des hôtels possédant une garderie et des garderies d'enfants ouvertes durant l'hiver 1975-1976.

* Comité français des stations de sports d'hiver : 48, rue Figeac, 75009 Paris, tél. 874-32-24.

Thomas Cook

SPECIAL JEUNES!
5 à 22 ans

NOEL - FÉVRIER - PAQUES
SKI et PATINAGE
France - Italie - Suisse
Coul des Balcons - Courmayeur - Courmayeur - Courmayeur
À partir de 532 F

NOEL - Cap sur DAKAR
(à partir de 15 ans)
Croisière du 20-12 au 2-1-76
2.151 F

Pâques : séjours linguistiques
Brochure gratuite sur demande
2, place de la Madeleine,
75001 PARIS
Tél. : 260-33-20.
Licence 88 A.

CHAINES à NEIGE en LOCATION
et SKIS - Chaussures
Perte-à-la-Neige - Insurances Erik
Beyries - Bobyns

Tél. 27-81 **DETHY** ARC. 29-87
CAMPING - SKI - MONTAGNE
20, place des Vosges - PARIS

LEYSIN
(Suisse)
Alpes vaudoises - alt. 1.200-1.500

HOTEL CENTRAL-RÉSIDENCE
A vendre STUDIO

Situé dans un nouveau complexe hôtelier, meubles et équipés, avec kitchenette, balcon plein sud, face Alpes valaisannes.
A votre disposition : piscine, sauna, restaurant, bar-dancing ainsi que le service hôtelier.
Tennis, remontées mécaniques et champs de ski à proximité immédiate.
Vente aux étrangers autorisée.
Retournez le coupon-réponse pour obtenir une documentation complète.

Nom : _____ Prénom : _____
Rue : _____ N° : _____
Localité : _____ N° postal : _____

Coupon à adresser à : CENTRAL-RÉSIDENCE, Service des Ventes, Grand'Rue 42, CH-1065 Lully.

Dans les Alpes au-dessus de 2000m, il n'y a que 3 grandes stations de ski.

Isola 2000 est celle du sud.

Isola 2000 : la double garantie « neige et soleil »
Le climat d'Isola 2000, à 90 km de Nice, est unique dans les Alpes.
Nous sommes tellement sûrs de notre ensoleillement et de notre enneigement que nous vous les garantissons par écrit (remboursements sous forme de séjours ou de forfaits).
De plus, si, après 7 jours de leçons par la méthode de ski évolutif, un débutant ne parvient pas à passer sa première étoile, son forfait lui est intégralement remboursé.

Isola 2000 : des appartements pleine neige, plein soleil.
Tous les studios et appartements d'Isola 2000 donnent directement sur les pistes : on peut chausser juste devant sa porte.
Si un jour vous décidez d'acheter, vous serez sûr de mieux louer (Isola 2000 s'en charge pour vous : rentabilité 7% assurée).
Commencez par louer vous-mêmes et vous comprendrez vraiment pourquoi!

isola 2000
La pouleuse du nord sous le soleil du sud.

Isola 2000 - 21, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. 073.60.20
Isola 2000 - 06420 Tignes - Tél. 053.02.70.50
Consultez votre Agent de Voyages.

Ski sans limite à Tignes.

TIGNES 700 F

Évitez-vous sans attendre et skiez sans attente. Tignes c'est un des plus grands domaines skiables avec 100 remontées mécaniques à grande capacité supprimant ainsi l'attente en bas des pistes. C'est aussi cette année un nouveau téléphérique montant jusqu'à 3.800 mètres.

Tignes, c'est une station jeune, gaie, sympathique avec des hôtels confortables de toutes catégories et des forfaits skis avantageux.

700 F. Exemple de prix pour un forfait de 7 jours en pension complète dans un hôtel 2 étoiles avec remontées mécaniques illimitées, avant le 20 Décembre 1975 et en janvier 1976.

Tignes vous attend.

Bon à découper et à retourner à l'Office du Tourisme BP 51 73320 Tignes Tél. (78) 06.30.16 Téléx 980 030

Veuillez m'envoyer vos renseignements sur

La station de Tignes
 Vos forfaits skis en hôtel
 Les locations studios et appartements

Nom : _____
Adresse : _____
Code Postal : _____

Plaisirs de la table

Les plates sont moins rentables parce que plus vulnérables et plus longues à atteindre la commercialisation. Admettons donc les hausses. Mais il ne faudrait pas — et c'est ce qui se passe, je crois bien — que ces hausses aient pour but secret de nous faire consommer les huîtres creuses (gyrènes), cultivées mainte-

CHÈRES HUITRES

Les huîtres plates viennent encore d'augmenter. C'est un scandale, mais peut-être celui-ci n'est pas où on le dit. Car, enfin, on pourrait leur appliquer ce que disait des truffes Jean-Louis Vandoeyer : « Les mangeurs d'huîtres sont de deux sortes, ceux qui croient que les marennes et les belons sont bonnes parce qu'elles sont chères et ceux qui admettent qu'elles soient chères parce qu'elles sont bonnes ! »

Je sais aussi que des épidémies ont ravagé les claires de Marennes, les marennes à Belon. Et que

d'être ouverte et servie, plus fraîche et plus pure qu'en son élément natal. J'ai nommé le fameux Dodin-Bouffant de Jacques Mesnière (25, rue Frédéric-Sauton. Tél. : 033-21-09) où tous les fruits de mer sont admirables et de prix très calculés. Il faut y ajouter Denis (10, rue Gustave-Flaubert. Tél. : 021-41-23) où le vivier ne recèle que des 000, en attendant l'ouverture prochaine de son Mars-Nostrum (128, rue La Boétie. Tél. : 742-83-88) où l'éventail sera complet.

Venons-en maintenant aux restaurants dont le bano est aux mains d'un écailleur compétent et où le plateau des fruits de la mer offre toute garantie.

Mentions encore à part, ici, Le Duc (248, bd Raspail, tél. 328-50-89), le seul à faire connaître, selon les arrivages, des coquillages inattendus : courtesues, amandes de mer, ormeaux, etc.

Et notons : La Closerie des Lilas (171, bd du Montparnasse, tél. 326-70-50) ; La Grosse Horloge (22, rue Saint-Benoît, tél. 222-22-63) ; Les Princes (restaurant de George-V, 31, av. George-V, tél. 226-25-30) ; La Marée (1, rue Daru, tél. 824-82-42) ; les deux Ty Coz (35, rue Saint-Georges, tél. 878-42-85, et 333, rue de Valenciennes, tél. 328-42-69) où les huîtres bretonnes sont chères elles, en quelque sorte ; Le Pallard (38, bd des Italiens, tél. 824-49-61), nouveau venu qui raffine ; Le Navy Club (58, bd de l'Hôpital, tél. 335-81-94) ; La Gaudette et Bierre (59, av. de La Motte-Picquet, tél. 724-11-54), qui vient de faire toilette et inaugure un petit salon au premier ; Le Chalut (94, bd des Batignolles, tél. 387-34-84), le plus classique mais le plus séduisant peut-être, et cher à mon cœur, à deux pas

de la place Clichy commercialisée, avec, en fin de repas, l'étonnant soufflé au citron.

Je n'oublie point Edgard (4, rue Marbeuf, tél. 359-85-92) où les sœurs de fruits de mer, préparés par un écailleur barbu comme le sapeur Camembert de mon enfance, sont, dans la bouillabaisse tout-parisienne, amusants et — relativement — à deux prix. Je n'oublie pas l'Océan-Paris-Bar de Neuilly (18, av. de Genille, tél. 722-92-05), sa petite salle vieillotte où les huîtres du banc sont servies avec pain beurré et muscadet pour des dinettes rapides.

Enfin, il faut citer Le Mer. Ou plutôt Les Mers, car il existait (182, av. Jean-Jaurès, tél. 209-89-8), jadis Le Cochon d'Or, son annexe marine fort schalandée. Et puis voici qu'à Saint-Lazare, annexe de Moillard, une autre Mer vient de naître (117, rue Saint-Lazare, tél. 293-54-44), dans un décor d'intérieur de bateau très schalandé.

Mais si vous voulez tout savoir sur les huîtres, allez vous régaler à la Bonne Table (119, bd Jean-Jaurès, tél. 737-38-79 à Clichy) où le patron, René Berger, écailleur de choc et de charme, vous initiera aux mystères de la mer... du métier et des prix !

LA REYNIÈRE

P.S. — Faut-il pour cela approuver Ledoyen de refuser de vendre des huîtres à ses clients ? Je ne le pense point. Gilbert Ledoyen refuse-t-il de vendre du caviar ou de grandes bouteilles ? Mais l'information est-elle exacte et, après une bouderie de principe, Ledoyen ne remettra-t-il pas les huîtres à sa carte ? Ces messieurs de la creusée bretonne (comme ils disent) seraient déçus.

Rive gauche

LA CANNE A SUCRE

LE PETIT ZINC

LE FURSTENBERG

Le Munich

KIATOU

TANTE MADÉE

La Boule d'Or

Rive droite

le grand café

le réputé Restaurant de l'Opéra

LA TOUR CELESTE

chez soi, au restaurant. pour la cuisine & la table PILLIVUYT la porcelaine dure française FRANCE

Restaurant PIERRE A la Fontaine Gallon

LE BISTRO D'HUBERT

CHEZ HONORÉ

L'ŒUF & POULE

Brasserie Lorraine

Julien

TERMINUS NORD

Dessirier

Chocolats célèbres. Cadeaux prestigieux. Marquise de Sévigné

MARIUS et JANETTE

Chateau Léoville Las-Cases



L'accord se fit sur les merveilleuses qualités du 1961, que nous bûmes... à 16° pas plus... et si Balthus nous prête vie, nous buvons le LÉOVILLE-LAS-CASES 1961 dans 10 ans, avec une truffe sous les cendres

CLIN D'ŒIL Fourneaux-école

LES étrangers, admettant volontiers que la cuisine est un art français, sont toujours prêts à s'en inspirer. Cependant, le voyageur qui a commandé, un soir de nostalgie un coq au vin à Acapulco une choucroute à Charleston (West Virginia) ou des quenelles Nennus à Stockholm, n'a pas souvent reconnu dans les mets ainsi nommés par des restaurateurs audacieux ou des maîtres de maison téméraires les goûts et les apparences des prototypes du terroir.

Cela tient à ce que les recettes de cuisine ne s'exportent pas comme les robes de Dior, les bicyclettes de Saint-Etienne ou les briquets de Dupont.

Les Américains, gens réalistes qui, pour peu qu'on leur donne le choix, sont capables de prêter un tournedos Rossini à un hamburger, ont compris que la cuisine française ne s'exportait pas qu'en France. Pour limiter les risques de contreparties involontaires comme la Pour limiter les risques, une société franco-américaine vient d'ouvrir à Paris, 24, rue Saint-Dominique, une école de cuisine non sous patronage de Vatel, qui prenait les sautes au tragique, mais soi-même de François-Pierre de la Varanne, qui rédigea, au dix-septième siècle, le premier livre de cuisine digne de ce nom.

Dans des locaux clairs, occupés autrefois par un bistrot — ce qui est toujours de bon augure, — Anne Willan, une Américaine aux yeux roses qui n'a pas pour habitude de compter les calories qu'elle absorbe à chaque repas — accueille les élèves, la plupart d'origine anglo-saxonne, désireux d'être initiés aux mystères culinaires par chef bien de chez nous, M. Marc Allix, qui a fait ses preuves de plusieurs grands restaurants.

Les cours théoriques — il faut reconnaître un beurre fondu d'œuf blanc — ont lieu au rez-de-chaussée et c'est au premier étage que l'on passe aux travaux pratiques et que l'on assiste à démonstrations. Un grand miroir incliné au-dessus de la table travail du chef permet, comme devant un périscope, de ne rien voir de ce que fait le maître queux.

Naturellement, tous les cours sont bilingues, encore qu'on cherche pas à traduire les titres des compositions savantes en français, on le sait, sans que la saveur que les plats qu'ils désignent.

Au lendemain du 11 novembre, le chef avait mis à l'étude — et tout — un gigot d'agneau en chevrot, qu'accompagnait une purée de céleri et des tranchés sautes hollandaises.

On ne sait si les élèves, dont un jeune homme de l'Idaho, bien retenu le recette et le tour de main du professeur, mais ils sont tous régals avec les produits de l'expérience.

Il n'en est pas ainsi chaque jour, car la directrice tient aussi ce que les apprentis dégustent sur place les plats qu'elles ont confectionnés. C'est à une sage façon d'enseigner, la pénitence suivant près l'erreur ou la négligence.

Les stages vont d'une semaine à douze semaines, suivant l'inspiration que l'on veut acquérir et l'appétit que l'on a. Ils ne sont pas gratuits, on s'en doute, au prix où est la côte d'agneau premier, 740 francs pour une semaine (70 dollars, 80 livres), 24 000 fr. (2 450 dollars, 2 800 livres) pour douze semaines. A ce prix-là, décroche un diplôme de fin d'études et peut-être outre-terre on majors de promotion une toque blanche, les mauvais élèves n'ont droit qu'à un médaillon pour le foie !

Une telle entreprise, on s'en doute, va contribuer largement à faire pénétrer la cuisine française dans les foyers anglo-saxons. Notre confrère La Reynière va s'en réjouir et, dans quelques années il pourra passer la Manche sans courir le risque de se corrompre palais !

MAURICE DENIZIÈRE

Animaux IL N'Y AURA PAS TOUJOURS DES VAUTOURS

A U pied d'une falaise abrupte du Jura, des bénévoles montent la garde. Ce qu'ils surveillent ? Un nid de faucons pèlerins, splendides rapaces au vol fulgurant dont l'effectif s'est considérablement accru ces dernières années. L'avidité des trafiquants est telle que les aires de ces oiseaux risquent d'être dénichées si elles ne sont pas gardées nuit et jour. C'est pourquoi des volontaires, jeunes gens et quadragénaires, se relaient sous les nids, couchant, s'il le faut, dans une camionnette. Cette opération est financée par le Fonds d'intervention pour les rapaces (FIR), créé en 1969 par deux frères, pharmaciens de métier mais passionnés par les oiseaux, Jean-François et Michel Terrasse (1). La première « campagne » du Fonds consista à imposer des tracts appelant les chasseurs à respecter les rapaces. D'abord diffusés aux Balaures, en raison du massacre d'espèces rares qui s'y perpétrait, ils furent ensuite en France au nombre de quelque six cent mille exemplaires. Mais il fallait obtenir plus encore : la protection, légale de tous les rapaces dimmes, le combat contre les parasites, la destruction des nids préjudiciables, les croyances, s'étaient accumulées contre eux. Dans la presse régionale s'étaient des photos de « valeureux » déployant largement les ailes de leurs victimes. Le combat des frères Terrasse aboutit à une victoire : l'arrêté ministériel du 15 février 1972, qui protège intégralement les rapaces en France. Hélas ! de toutes récentes dérogations ont suscité l'inquiétude des écologistes. En principe prévues pour la bonne cause — elles vont permettre aux préfets d'autoriser le dénichage des rapaces. N'est-ce pas la porte ouverte à bien des abus ? Le FIR fait donc surveiller les aires des rapaces les plus menacées : faucons pèlerins dans et le Centre, vautours fauve Béarn, grands pêcheurs en C. Le Fonds participe à l'organisation de nourrissages hivernaux destinés aux gyrfalcons surtout des charognes sont dispersés l'intention de ces grands vautours qui subsistent dans les Pyrénées et en Corse. Des primes ont également versées à des gardes qui ont surveillé un nid de cirétois, algues mangeurs de serpents, qu'il terrorise du jeune. On sait que les femmes à gages sont des pilgès meurtriers, ment attirés par ces pot-lers » appâtissants. Arguant d'une légitime défense, les éleveurs tiennent leurs cages fusil au po. D'où une possible hécatombe de rapaces. Aussi, le FIR a-t-il équipé les protecteurs et en boules brûlantes répulvères de certains élevés. Des autours, qui autrefois raient été piégés, ont été captifs vivants sur ces élevages, pour relâchés dans des forêts d'où avaient disparu. D'autre part, Jean-François Michel Terrasse espère toujours le jardin des Fleuries Paris leur confiera les leur grande-dûce née à la naissance pour les relâcher dans la nature. Hors de France, l'activité du FIR est surtout immense Balaures (où le vautour moine en péril) et en Tunisie : de nombreux rapaces migrateurs sont toujours détruits dans ce pays. M. Allix, professeur à l'université de Tunis, se propose tout de même de leur protection. Enfin, les frères Terrasse se proposent de transformer en voyages de la protection de rapaces, lorsqu'ils vont prononcer des conférences-débats avec des associations de sauvegarde de la nature qui les réclament ici et là. Mais les frères Terrasse ne comptent pas leur peine. Ils ont la foi qui soulève les montagnes.

JEAN-JACQUES BARLOY

Spécial 150

urneaux-éc

enêtres

abillées

HABILLEMENT classique de la fenêtre — avec voilages et doubles rideaux — est en de changer. Les stores d'un qui existent avec divers types d'enroulement et d'orientation permettent de décorer la pièce tout en tamisant la lumière, notamment ceux qui sont percés dans la décoration temporaire.

Un store à lames verticales est composé de bandes de tissu, réalisées par des petites barres en métal et en bois; celles-ci sont inclinables à 180 degrés par rapport à la fenêtre. Ces lames se replient de chaque côté vers un rideau pour permettre

l'ouverture de la fenêtre. Elles sont accrochées à un rail terminé par des embouts contenant le mécanisme d'ouverture et fermeture. Modulant la lumière selon l'inclinaison des lames, ces stores, qui peuvent avoir jusqu'à 6 mètres de longueur, servent également à délimiter un coin de repos ou de travail dans une grande pièce ou à séparer une cuisine d'un studio.

Apparus en France il y a une dizaine d'années, ces stores ont été, jusqu'à présent, surtout installés dans les bureaux, banques et hôtels. Leur aspect fonctionnel (lames en tissu plissé) un peu triste cède la place à une forme décorative, avec de nouvelles fabrications.

GERARD LEMOINE a eu l'idée d'utiliser de beaux tissus d'ameublement pour confectionner des stores à lames. Qu'il s'agisse de percales ou de soies imprimées, le raccord des dessins est fait si soigneusement que le store une fois terminé donne l'impression d'un tissu tendu. (Interdép, à partir de 1.800 F pour une fenêtre de 230 cm. x 260 cm.). Chez Capral, les stores sont également exécutés sur mesure dans divers tissus de laine, lin, et coton, dans des coloris unis dont on peut alterner les nuances ou en bandes tissées, en lin et laine, à motifs en relief (de 1.700 à 3.000 F pour une fenêtre de 230 cm. x 260 cm.).

Un tissu imprimé de grands oiseaux peut faire un très beau store double face pour séparer une pièce.

Pour rendre ces stores à lames moins onéreux, des fabricants les proposent en « kit », à monter soi-même. Des stores classiques, en coton enduit d'un vinyl anti-poussière, sont vendus par éléments; mécanisme et rail pré-montés et bandes de tissus coupées aux mesures et cousues aux ourlets (« Superdrap », Mandis, 615 F pour un store de 2 m. x 2 m.). Des bandes en « non-tissé » de coloris unis, sont réunies de plaquettes haut et bas; elles s'accrochent sur une tringle en aluminium, d'une longueur maximale de 3,40 mètres, vendue avec les accessoires de montage. L'orientation des lames se fait à la main, au moyen d'une tige lance-rideau (« Store-kit », Armembie, 470 F pour un store de 2 m. x 2 m.).

Chez SYRENE, les lames de tissu sont vendues au mètre, de 6,70 F à 12 F selon leur texture; toile de coton unie ou imprimée, lin ajouré pour voilage. Après avoir fait soi-même les ourlets haut et bas, on y introduit des barres en plastique pour rabaisser le tissu et l'on accroche les lames à un rail. Leur orientation s'opère par un lance-rideau. Une fenêtre de 2 m. x 2 m. peut être équipée pour 600 F environ avec un tissu imprimé. Ces deux derniers types

Maison

de stores à faire soi-même permettent de changer facilement de décor; les bandes de non-tissé au de tissu étant vendues séparément.

JANY AUJAME.

- * Interdép, 3, Impasse Bouscours, 75011 Paris.
- * Capral, 15, rue Etienne-Marcel, 75001 Paris.
- * Maoudis, 104, av. Ch.-de-Gaulle, 92200 Neuilly (vente par correspondance).
- * Armembie, S.P. 1835, 94115 Nancy Cedex. Indique ses concessionnaires.
- * Syrene, 9, place des Vosges, 75004 Paris.

A L'AMERICAINE

Du 17 au 20 novembre, le Centre permanent d'expositions commerciales des Etats-Unis, à Neuilly, organise une présentation d'appareils ménagers d'origine américaine.

Parmi les appareils qui seront présentés, on annonce un réfrigérateur-congélateur de très grande capacité: réfrigérateur de 510 litres et congélateur de 290 litres (Admiral); une « fontaine » à eau douillette pour préparer thé ou café ou faire cuire rapidement des pâtes (Kitchen-Aid-Hobart); un grill électrique de table à plaques anti-adhésives et thermostat (West-Bend) et un faitout électrique pour mijonner viandes et légumes avec un minimum de dépenses d'électricité (Metal-Ware).

Du 17 au 20 novembre, de 10 h. à 18 h., le mardi 18 jusqu'à 20 h., 123, av. Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly. Tél. 824-33-12.

FAITES-VOUS UN AMI JOAILLIER A PARIS

JACQUES TOUR

JOAILLIER-HORLOGER DEPUIS 1885

9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA - 073.45.13

EMPIRE FOURRURES

REGNE SUR LES PRIX ET LA QUALITE

8, av de WAGRAM Boutique d'angle

Place de l'ETOILE 75008 PARIS

catalogue gratuit sur demande

Marie-Martine

le spécialiste des visons couleurs

Prix boutique

Rive Gauche 8, rue de Sévres Paris 6^e

Rive Droite 50, fg St-Honoré Paris 8^e

Mode

Du chic sur les pentes

Le meilleur rapport qualité-prix-esthétique pour les chaussures de ski donne toujours la vedette à la gamme des Nordika. Le Trappeur vient de sortir un modèle mi-randonnée, mi-descente utilisant des techniques en zone contrastées. Les chaussures intérieures, mousse de plastique, placées dans les chaussures de ski permettent d'éviter les grosses chaudières sans pour autant craindre le froid. Les nouveaux fusaux en lin et synthétique élastiques, sensibles dans les deux sens, ont fait assez haut dans le ski pour le protéger de la neige; s'attachent sur les chaussures



(Croquis de Marq.)

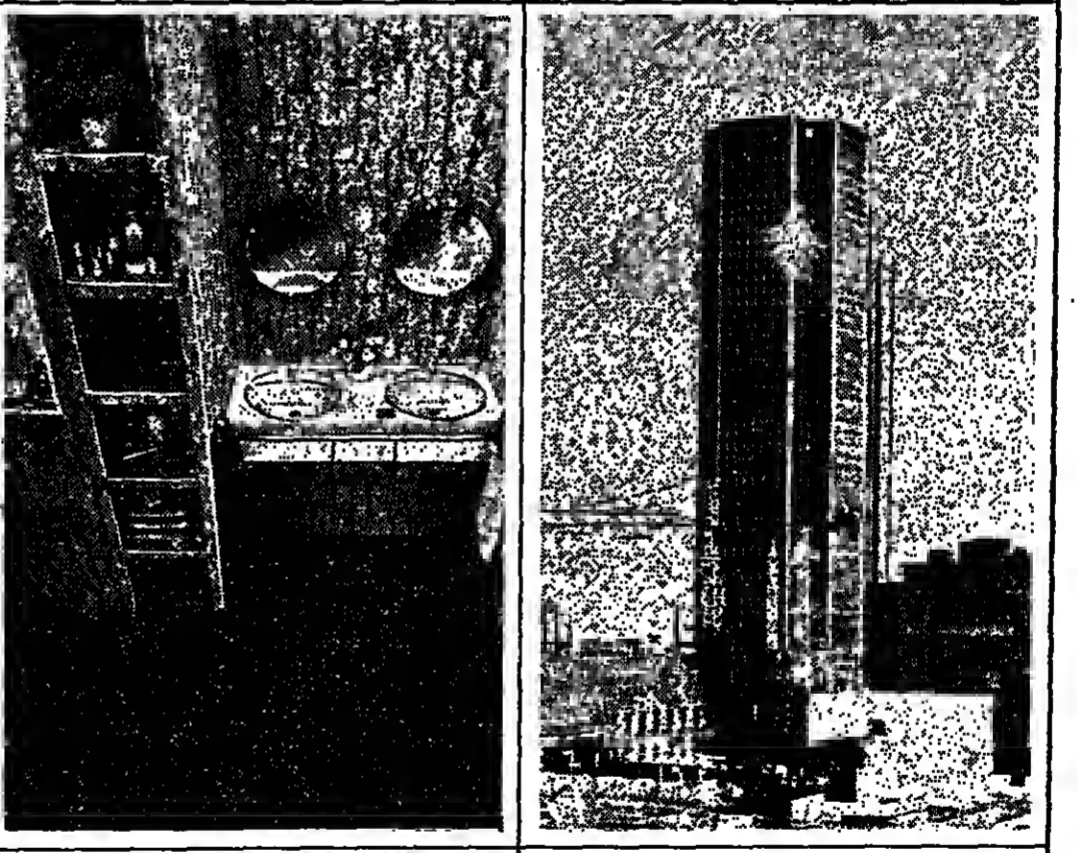
grâce à la présence de glissières sur les côtés.

Les fabricants d'articles diversifient leurs productions avec des modèles légers, près du corps, en nylon, en tégol et autres synthétiques; enfin, des modèles en duvet d'oie aussi légers que chauds. Les couleurs sont franches: rouge brillant, visible sous la tempête de neige, orange, bleu de France. Les «K-Way», en «brossons» pour hommes et pour adolescents, suivent les mêmes tons (dans les catalogues de vente par correspondance).

A côté du groupe Team 05 Sun & Snow confirme le déplacement de la clientèle parisienne vers la périphérie, où elle habite maintenant. Ce grand magasin de sport vient en effet d'ouvrir, sur 1.500 mètres carrés, à Puteaux, après Saint-Cloud, Rueil-Malmaison, Suresnes et Méryel. Ces deux groupes offrent des gammes très complètes d'articles de sport et d'équipement, mais louent aussi les derniers modèles de chaussures et de skis aux particuliers pendant les vacances, puis durant les classes de neige, aux comités d'entreprises et autres collectivités, aussi bien pour adultes que pour enfants.

NATHALIE MONT-SERVAN.

SERVEZ-VOUS DU LIÈGE LE LIÈGE HPK SERT A TOUT.



Tout est possible avec le liège HPK.

Léger, souple, élastique, imperméable, régulateur, isolant, résistant... Le liège se met au mur, au sol, au plafond et la maison devient belle, chaude, silencieuse... Il prend toutes les formes et s'adapte aisément aux besoins des bâtisseurs et des industriels. Il sert à qui veut s'en servir et pour son plus grand bien.

Découvrez toutes les possibilités du liège HPK: le plus généreux des matériaux naturels.

Pour recevoir une documentation technique sur la Gamme Boitlégia avec des échantillons et une liste de références. Retournez ce bon à HPK 4 et 8, rue Claude-Drezan - 75012 PARIS ou 35, rue de 4-Août - 69100 VILLEURBANNE Agence Rhône-Alpes.

Nom _____

Profession _____

Rue _____

Code postal _____ Ville _____

N'Y AURA PAS DES VALEURS

LOUEZ votre FOURRURE

de Haute qualité modèle couture de 50 F à 450 F

venue modèle orléans 10321, 47, r. d'Angoulême

RES (10^e) - Tél. : 324-52-68

chaud, léger, imperméable

loden

chasse

295 F

FORSHO

MAISON DU LODEN

146 rue de Rivoli - Paris 1^{er}

1.260 13 51 métro Louvre

Pour une belle fourrure voyez un vrai fourreur

jacques Mendel

sélectionne ses peaux sur leur lieu d'origine, les travaille dans ses propres ateliers, coupe d'élégants modèles Haute Couture à des prix qui vous étonneront.

MEDELS

MAÎTRE-FOURREUR

17 Boulevard de Courcelles 75008 Paris - Tél. 622 23 14

FUTURE MAMAN

en pilou, liberty, flanelle

FUTURA

vous habillera jeune

31, Av. de la Motte Picquet école militaire

HUPPFELD

construction robuste large choix de modèles

Revendeurs exclusifs:

hamm

185/190, rue de Rennes 75006 PARIS Tél. 544 08 66

GULLIARD BIZEL 2 et 8, rue d'Alger 69 LYON

GEBELIN 71, rue St-François 13 MARSEILLE

FRANCO MALLINO 36, rue Bonaparte 06 NICE

ANDRÉ LAUTH 27, rue des Ténariviers 84 AVIGNON

Exportateur: Huppelmann & Co. Assenaustraße 107, D-4000 Düsseldorf, Allemagne

un piano de qualité à un prix très étudié

Jeux

LOTO PAS RÉTRO

La Loterie nationale subit le choc de la concurrence du tiré. Ses clients sont certainement, toutes proportions gardées, devenus moins nombreux...

Afin de remédier à cette récession du jeu de hasard national, qui aide à équilibrer le budget de l'Etat, diverses solutions ont été proposées...

Nouveau ? Le mot apparaît en 1732 dans le dictionnaire de Trévoux, publié par les jésuites à partir de 1704...

Comme la bière, longtemps chère aux seuls Parisiens, le vin aux Angevins, le manille aux Provençaux, le loto possède sa zone d'influence...

Capitale de ce royaume du jeu : Orléans, village du début du Moyen Age, niché à 200 mètres d'altitude sur une colline...

Même les patrons du grand hôtel du village, datant du début du siècle et transformé pendant la Grande Guerre en hôpital pour officiers, ne manquent pas une veillée.

Du travail, nous en avons toute l'année, dit le patron. L'hiver, nous avons les représentants et même encore quelques touristes. Nous tenons l'hôtel depuis près de quarante ans et nous n'avons jamais pris de vacances. Le loto, c'est notre seule distraction.

A la fin des parties, dans la fumée des cigarettes et des pipes, tandis qu'on trinque une dernière fois, on échange les dernières nouvelles, celles qu'on ne trouve pas dans les journaux...

A l'heure des parties, dans la nuit froide, les problèmes réurgissent, spectres toujours inquiétants qui se nomment : chômage, exode rural... On les avait oubliés, le temps d'un loto.

CHARLES GILBERT.

AU BONHEUR DES « TAROTEURS »

CONNU depuis le Moyen Age, le jeu de tarot a été longtemps pratiqué selon des règles variant d'une région à l'autre...

Le jeu de tarot, règle et pratiques, s'adresse à tous les amateurs de ce jeu passionnant. La

Echecs

Memorial Alekhine, octobre 1975. Blancs : A. FLANING. Noirs : V. KOROTCHNOI.

Gambit du R. Gambit Kiezeritzky. 1. d4. 2. f4. 3. f5. 4. f6. 5. f7. 6. f8. 7. f9. 8. f10. 9. f11. 10. f12. 11. f13. 12. f14. 13. f15. 14. f16. 15. f17. 16. f18. 17. f19. 18. f20. 19. f21. 20. f22. 21. f23. 22. f24. 23. f25. 24. f26. 25. f27. 26. f28. 27. f29. 28. f30. 29. f31. 30. f32. 31. f33. 32. f34. 33. f35. 34. f36. 35. f37. 36. f38. 37. f39. 38. f40. 39. f41. 40. f42. 41. f43. 42. f44. 43. f45. 44. f46. 45. f47. 46. f48. 47. f49. 48. f50. 49. f51. 50. f52. 51. f53. 52. f54. 53. f55. 54. f56. 55. f57. 56. f58. 57. f59. 58. f60. 59. f61. 60. f62. 61. f63. 62. f64. 63. f65. 64. f66. 65. f67. 66. f68. 67. f69. 68. f70. 69. f71. 70. f72. 71. f73. 72. f74. 73. f75. 74. f76. 75. f77. 76. f78. 77. f79. 78. f80. 79. f81. 80. f82. 81. f83. 82. f84. 83. f85. 84. f86. 85. f87. 86. f88. 87. f89. 88. f90. 89. f91. 90. f92. 91. f93. 92. f94. 93. f95. 94. f96. 95. f97. 96. f98. 97. f99. 98. f100. 99. f101. 100. f102. 101. f103. 102. f104. 103. f105. 104. f106. 105. f107. 106. f108. 107. f109. 108. f110. 109. f111. 110. f112. 111. f113. 112. f114. 113. f115. 114. f116. 115. f117. 116. f118. 117. f119. 118. f120. 119. f121. 120. f122. 121. f123. 122. f124. 123. f125. 124. f126. 125. f127. 126. f128. 127. f129. 128. f130. 129. f131. 130. f132. 131. f133. 132. f134. 133. f135. 134. f136. 135. f137. 136. f138. 137. f139. 138. f140. 139. f141. 140. f142. 141. f143. 142. f144. 143. f145. 144. f146. 145. f147. 146. f148. 147. f149. 148. f150. 149. f151. 150. f152. 151. f153. 152. f154. 153. f155. 154. f156. 155. f157. 156. f158. 157. f159. 158. f160. 159. f161. 160. f162. 161. f163. 162. f164. 163. f165. 164. f166. 165. f167. 166. f168. 167. f169. 168. f170. 169. f171. 170. f172. 171. f173. 172. f174. 173. f175. 174. f176. 175. f177. 176. f178. 177. f179. 178. f180. 179. f181. 180. f182. 181. f183. 182. f184. 183. f185. 184. f186. 185. f187. 186. f188. 187. f189. 188. f190. 189. f191. 190. f192. 191. f193. 192. f194. 193. f195. 194. f196. 195. f197. 196. f198. 197. f199. 198. f200. 199. f201. 200. f202. 201. f203. 202. f204. 203. f205. 204. f206. 205. f207. 206. f208. 207. f209. 208. f210. 209. f211. 210. f212. 211. f213. 212. f214. 213. f215. 214. f216. 215. f217. 216. f218. 217. f219. 218. f220. 219. f221. 220. f222. 221. f223. 222. f224. 223. f225. 224. f226. 225. f227. 226. f228. 227. f229. 228. f230. 229. f231. 230. f232. 231. f233. 232. f234. 233. f235. 234. f236. 235. f237. 236. f238. 237. f239. 238. f240. 239. f241. 240. f242. 241. f243. 242. f244. 243. f245. 244. f246. 245. f247. 246. f248. 247. f249. 248. f250. 249. f251. 250. f252. 251. f253. 252. f254. 253. f255. 254. f256. 255. f257. 256. f258. 257. f259. 258. f260. 259. f261. 260. f262. 261. f263. 262. f264. 263. f265. 264. f266. 265. f267. 266. f268. 267. f269. 268. f270. 269. f271. 270. f272. 271. f273. 272. f274. 273. f275. 274. f276. 275. f277. 276. f278. 277. f279. 278. f280. 279. f281. 280. f282. 281. f283. 282. f284. 283. f285. 284. f286. 285. f287. 286. f288. 287. f289. 288. f290. 289. f291. 290. f292. 291. f293. 292. f294. 293. f295. 294. f296. 295. f297. 296. f298. 297. f299. 298. f300. 299. f301. 300. f302. 301. f303. 302. f304. 303. f305. 304. f306. 305. f307. 306. f308. 307. f309. 308. f310. 309. f311. 310. f312. 311. f313. 312. f314. 313. f315. 314. f316. 315. f317. 316. f318. 317. f319. 318. f320. 319. f321. 320. f322. 321. f323. 322. f324. 323. f325. 324. f326. 325. f327. 326. f328. 327. f329. 328. f330. 329. f331. 330. f332. 331. f333. 332. f334. 333. f335. 334. f336. 335. f337. 336. f338. 337. f339. 338. f340. 339. f341. 340. f342. 341. f343. 342. f344. 343. f345. 344. f346. 345. f347. 346. f348. 347. f349. 348. f350. 349. f351. 350. f352. 351. f353. 352. f354. 353. f355. 354. f356. 355. f357. 356. f358. 357. f359. 358. f360. 359. f361. 360. f362. 361. f363. 362. f364. 363. f365. 364. f366. 365. f367. 366. f368. 367. f369. 368. f370. 369. f371. 370. f372. 371. f373. 372. f374. 373. f375. 374. f376. 375. f377. 376. f378. 377. f379. 378. f380. 379. f381. 380. f382. 381. f383. 382. f384. 383. f385. 384. f386. 385. f387. 386. f388. 387. f389. 388. f390. 389. f391. 390. f392. 391. f393. 392. f394. 393. f395. 394. f396. 395. f397. 396. f398. 397. f399. 398. f400. 399. f401. 400. f402. 401. f403. 402. f404. 403. f405. 404. f406. 405. f407. 406. f408. 407. f409. 408. f410. 409. f411. 410. f412. 411. f413. 412. f414. 413. f415. 414. f416. 415. f417. 416. f418. 417. f419. 418. f420. 419. f421. 420. f422. 421. f423. 422. f424. 423. f425. 424. f426. 425. f427. 426. f428. 427. f429. 428. f430. 429. f431. 430. f432. 431. f433. 432. f434. 433. f435. 434. f436. 435. f437. 436. f438. 437. f439. 438. f440. 439. f441. 440. f442. 441. f443. 442. f444. 443. f445. 444. f446. 445. f447. 446. f448. 447. f449. 448. f450. 449. f451. 450. f452. 451. f453. 452. f454. 453. f455. 454. f456. 455. f457. 456. f458. 457. f459. 458. f460. 459. f461. 460. f462. 461. f463. 462. f464. 463. f465. 464. f466. 465. f467. 466. f468. 467. f469. 468. f470. 469. f471. 470. f472. 471. f473. 472. f474. 473. f475. 474. f476. 475. f477. 476. f478. 477. f479. 478. f480. 479. f481. 480. f482. 481. f483. 482. f484. 483. f485. 484. f486. 485. f487. 486. f488. 487. f489. 488. f490. 489. f491. 490. f492. 491. f493. 492. f494. 493. f495. 494. f496. 495. f497. 496. f498. 497. f499. 498. f500. 499. f501. 500. f502. 501. f503. 502. f504. 503. f505. 504. f506. 505. f507. 506. f508. 507. f509. 508. f510. 509. f511. 510. f512. 511. f513. 512. f514. 513. f515. 514. f516. 515. f517. 516. f518. 517. f519. 518. f520. 519. f521. 520. f522. 521. f523. 522. f524. 523. f525. 524. f526. 525. f527. 526. f528. 527. f529. 528. f530. 529. f531. 530. f532. 531. f533. 532. f534. 533. f535. 534. f536. 535. f537. 536. f538. 537. f539. 538. f540. 539. f541. 540. f542. 541. f543. 542. f544. 543. f545. 544. f546. 545. f547. 546. f548. 547. f549. 548. f550. 549. f551. 550. f552. 551. f553. 552. f554. 553. f555. 554. f556. 555. f557. 556. f558. 557. f559. 558. f560. 559. f561. 560. f562. 561. f563. 562. f564. 563. f565. 564. f566. 565. f567. 566. f568. 567. f569. 568. f570. 569. f571. 570. f572. 571. f573. 572. f574. 573. f575. 574. f576. 575. f577. 576. f578. 577. f579. 578. f580. 579. f581. 580. f582. 581. f583. 582. f584. 583. f585. 584. f586. 585. f587. 586. f588. 587. f589. 588. f590. 589. f591. 590. f592. 591. f593. 592. f594. 593. f595. 594. f596. 595. f597. 596. f598. 597. f599. 598. f600. 599. f601. 600. f602. 601. f603. 602. f604. 603. f605. 604. f606. 605. f607. 606. f608. 607. f609. 608. f610. 609. f611. 610. f612. 611. f613. 612. f614. 613. f615. 614. f616. 615. f617. 616. f618. 617. f619. 618. f620. 619. f621. 620. f622. 621. f623. 622. f624. 623. f625. 624. f626. 625. f627. 626. f628. 627. f629. 628. f630. 629. f631. 630. f632. 631. f633. 632. f634. 633. f635. 634. f636. 635. f637. 636. f638. 637. f639. 638. f640. 639. f641. 640. f642. 641. f643. 642. f644. 643. f645. 644. f646. 645. f647. 646. f648. 647. f649. 648. f650. 649. f651. 650. f652. 651. f653. 652. f654. 653. f655. 654. f656. 655. f657. 656. f658. 657. f659. 658. f660. 659. f661. 660. f662. 661. f663. 662. f664. 663. f665. 664. f666. 665. f667. 666. f668. 667. f669. 668. f670. 669. f671. 670. f672. 671. f673. 672. f674. 673. f675. 674. f676. 675. f677. 676. f678. 677. f679. 678. f680. 679. f681. 680. f682. 681. f683. 682. f684. 683. f685. 684. f686. 685. f687. 686. f688. 687. f689. 688. f690. 689. f691. 690. f692. 691. f693. 692. f694. 693. f695. 694. f696. 695. f697. 696. f698. 697. f699. 698. f700. 699. f701. 700. f702. 701. f703. 702. f704. 703. f705. 704. f706. 705. f707. 706. f708. 707. f709. 708. f710. 709. f711. 710. f712. 711. f713. 712. f714. 713. f715. 714. f716. 715. f717. 716. f718. 717. f719. 718. f720. 719. f721. 720. f722. 721. f723. 722. f724. 723. f725. 724. f726. 725. f727. 726. f728. 727. f729. 728. f730. 729. f731. 730. f732. 731. f733. 732. f734. 733. f735. 734. f736. 735. f737. 736. f738. 737. f739. 738. f740. 739. f741. 740. f742. 741. f743. 742. f744. 743. f745. 744. f746. 745. f747. 746. f748. 747. f749. 748. f750. 749. f751. 750. f752. 751. f753. 752. f754. 753. f755. 754. f756. 755. f757. 756. f758. 757. f759. 758. f760. 759. f761. 760. f762. 761. f763. 762. f764. 763. f765. 764. f766. 765. f767. 766. f768. 767. f769. 768. f770. 769. f771. 770. f772. 771. f773. 772. f774. 773. f775. 774. f776. 775. f777. 776. f778. 777. f779. 778. f780. 779. f781. 780. f782. 781. f783. 782. f784. 783. f785. 784. f786. 785. f787. 786. f788. 787. f789. 788. f790. 789. f791. 790. f792. 791. f793. 792. f794. 793. f795. 794. f796. 795. f797. 796. f798. 797. f799. 798. f800. 799. f801. 800. f802. 801. f803. 802. f804. 803. f805. 804. f806. 805. f807. 806. f808. 807. f809. 808. f810. 809. f811. 810. f812. 811. f813. 812. f814. 813. f815. 814. f816. 815. f817. 816. f818. 817. f819. 818. f820. 819. f821. 820. f822. 821. f823. 822. f824. 823. f825. 824. f826. 825. f827. 826. f828. 827. f829. 828. f830. 829. f831. 830. f832. 831. f833. 832. f834. 833. f835. 834. f836. 835. f837. 836. f838. 837. f839. 838. f840. 839. f841. 840. f842. 841. f843. 842. f844. 843. f845. 844. f846. 845. f847. 846. f848. 847. f849. 848. f850. 849. f851. 850. f852. 851. f853. 852. f854. 853. f855. 854. f856. 855. f857. 856. f858. 857. f859. 858. f860. 859. f861. 860. f862. 861. f863. 862. f864. 863. f865. 864. f866. 865. f867. 866. f868. 867. f869. 868. f870. 869. f871. 870. f872. 871. f873. 872. f874. 873. f875. 874. f876. 875. f877. 876. f878. 877. f879. 878. f880. 879. f881. 880. f882. 881. f883. 882. f884. 883. f885. 884. f886. 885. f887. 886. f888. 887. f889. 888. f890. 889. f891. 890. f892. 891. f893. 892. f894. 893. f895. 894. f896. 895. f897. 896. f898. 897. f899. 898. f900. 899. f901. 900. f902. 901. f903. 902. f904. 903. f905. 904. f906. 905. f907. 906. f908. 907. f909. 908. f910. 909. f911. 910. f912. 911. f913. 912. f914. 913. f915. 914. f916. 915. f917. 916. f918. 917. f919. 918. f920. 919. f921. 920. f922. 921. f923. 922. f924. 923. f925. 924. f926. 925. f927. 926. f928. 927. f929. 928. f930. 929. f931. 930. f932. 931. f933. 932. f934. 933. f935. 934. f936. 935. f937. 936. f938. 937. f939. 938. f940. 939. f941. 940. f942. 941. f943. 942. f944. 943. f945. 944. f946. 945. f947. 946. f948. 947. f949. 948. f950. 949. f951. 950. f952. 951. f953. 952. f954. 953. f955. 954. f956. 955. f957. 956. f958. 957. f959. 958. f960. 959. f961. 960. f962. 961. f963. 962. f964. 963. f965. 964. f966. 965. f967. 966. f968. 967. f969. 968. f970. 969. f971. 970. f972. 971. f973. 972. f974. 973. f975. 974. f976. 975. f977. 976. f978. 977. f979. 978. f980. 979. f981. 980. f982. 981. f983. 982. f984. 983. f985. 984. f986. 985. f987. 986. f988. 987. f989. 988. f990. 989. f991. 990. f992. 991. f993. 992. f994. 993. f995. 994. f996. 995. f997. 996. f998. 997. f999. 998. f1000. 999. f1001. 1000. f1002. 1001. f1003. 1002. f1004. 1003. f1005. 1004. f1006. 1005. f1007. 1006. f1008. 1007. f1009. 1008. f1010. 1009. f1011. 1010. f1012. 1011. f1013. 1012. f1014. 1013. f1015. 1014. f1016. 1015. f1017. 1016. f1018. 1017. f1019. 1018. f1020. 1019. f1021. 1020. f1022. 1021. f1023. 1022. f1024. 1023. f1025. 1024. f1026. 1025. f1027. 1026. f1028. 1027. f1029. 1028. f1030. 1029. f1031. 1030. f1032. 1031. f1033. 1032. f1034. 1033. f1035. 1034. f1036. 1035. f1037. 1036. f1038. 1037. f1039. 1038. f1040. 1039. f1041. 1040. f1042. 1041. f1043. 1042. f1044. 1043. f1045. 1044. f1046. 1045. f1047. 1046. f1048. 1047. f1049. 1048. f1050. 1049. f1051. 1050. f1052. 1051. f1053. 1052. f1054. 1053. f1055. 1054. f1056. 1055. f1057. 1056. f1058. 1057. f1059. 1058. f1060. 1059. f1061. 1060. f1062. 1061. f1063. 1062. f1064. 1063. f1065. 1064. f1066. 1065. f1067. 1066. f1068. 1067. f1069. 1068. f1070. 1069. f1071. 1070. f1072. 1071. f1073. 1072. f1074. 1073. f1075. 1074. f1076. 1075. f1077. 1076. f1078. 1077. f1079. 1078. f1080. 1079. f1081. 1080. f1082. 1081. f1083. 1082. f1084. 1083. f1085. 1084. f1086. 1085. f1087. 1086. f1088. 1087. f1089. 1088. f1090. 1089. f1091. 1090. f1092. 1091. f1093. 1092. f1094. 1093. f1095. 1094. f1096. 1095. f1097. 1096. f1098. 1097. f1099. 1098. f1100. 1099. f1101. 1100. f1102. 1101. f1103. 1102. f1104. 1103. f1105. 1104. f1106. 1105. f1107. 1106. f1108. 1107. f1109. 1108. f1110. 1109. f1111. 1110. f1112. 1111. f1113. 1112. f1114. 1113. f1115. 1114. f1116. 1115. f1117. 1116. f1118. 1

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

A PROPOS DE...

LES EXIGENCES AMÉRICAINES
POUR L'ATERRISSAGE DU SUPERSONIQUE

Concorde piétine

Au vu du rapport final qui évalue l'impact de Concorde sur l'environnement (E.L.S.), M. William Coleman, secrétaire américain aux transports, a décidé de répondre, au début de l'année prochaine, sa décision d'autoriser ou non l'évolution supersonique à atterrir aux Etats-Unis. Un nouveau délai qui risque de compromettre l'avenir de Concorde.

M. Coleman, le 5 janvier 1976, une audience publique de six heures pour entendre les arguments des adversaires et des partisans de l'appareil franco-britannique. Il prendra, ensuite, sa décision dans les prochains jours. Chaque partie, et il précède, disposera de trois heures pour faire valoir ses arguments. Dans un document de quinze pages, il a énuméré les problèmes qui seront discutés au cours de cette audience : impact sur l'environnement, incidences économiques, conséquences internationales, aspects technologiques, sécurité.

Le secrétaire aux transports a affirmé qu'il s'accorderait de privilèges particuliers à aucun de ses sujets, qu'il ne se laisserait aller à aucune « discrimination » à l'encontre de Concorde. Il a souligné, à cet égard, que les Etats-Unis ont signé des traités avec la Grande-Bretagne et la France. A son avis, on devrait en tenir compte dans la décision finale.

Le rapport définitif de l'administration fédérale de l'aviation (F.A.A.) sur lequel M. Coleman s'appuie pour diffuser sa réponse, ne compte pas moins de mille pages. Chaque citoyen, en effet, a été appelé à donner son avis par écrit ou par oral au cours d'une longue procédure d'écoute. Les experts de la F.A.A. avaient publié, au mois de mars dernier, un rapport provisoire à propos de l'impact de Concorde sur l'environnement. Il est recueilli trente-trois mille « demandes d'écritures » et se sont efforcés d'y répondre point par point.

La multiplication des vols supersoniques entraînerait, de l'avis des experts de la F.A.A., la destruction d'une partie de la couche d'ozone qui retient les rayons ultra-violet et, par voie de conséquence, provoquerait un accroissement du nombre des cancers de la peau. La menace est insignifiante pour le moment, concluent les auteurs du rapport, étant données les données fournies par Air France et British Airways : quatre vols quotidiens au départ de New-York-Kennedy et deux vols quotidiens au départ de Washington-Dulles.

Au décollage, Concorde fait deux fois plus de bruit que le Boeing-707, estiment les experts aéronautiques. A 3 kilo-

mètres du point d'atterrissage, le niveau sonore de ces deux appareils est le même. A l'atterrissage et au décollage, l'aviation supersonique émet près de quatre fois plus d'oxyde de carbone que le Boeing-707 et dix fois plus que le DC-10. Au sol, il produit environ cinq fois plus de vibrations que le Boeing-707, mais celles-ci ne risquent pas de causer de dommages aux bâtiments. Concorde, en revanche, satisfait aux règlements de sécurité américains pour ce qui concerne ses résonances de carburant à l'approche des aéroports.

Dans un mois, dans un an ? On ne sait plus quand les commandants de bord de Concorde pourront « voler » Amérique, Amérique, Outre-Atlantique, les choses traînent en longueur. Le gouvernement fédéral avait promis une réponse pour le fin de septembre ; il l'a ensuite différée d'un bon mois. Aujourd'hui il fixe à ses partenaires européens, un nouveau rendez-vous. Le tardera-t-il ?

Les défenseurs de l'environnement vont repartir de plus belle à l'attaque. Le rapport de la F.A.A. n'est pas de nature à calmer leurs inquiétudes. Par le biais du vote d'une loi sur l'aide aux aéroports, les adversaires de Concorde vont tenter, la semaine prochaine, de faire passer un amendement visant à interdire l'atterrissage de cet appareil aux Etats-Unis. On annonce un scrutin très serré. Si le Congrès retient cet amendement, Concorde aura vécu outre-Atlantique.

Londres temporise

Poussées à la hauteur et à la modération par les ligues de protection de la nature, les autorités américaines jouent également la division de leurs partenaires européens. Le gouvernement français s'implante ; le gouvernement britannique tempère. Le premier en fait une affaire d'Etat ; le second prend l'affaire avec légèreté. Tour à tour, ces dernières semaines, M. Peter Shore, ministre britannique du commerce, M. Denis Howell, sous-secrétaire d'Etat à l'environnement, et Sir David Nicholson, président de British Airways, n'ont laissé passer aucune occasion de parler « avec franchise » de Concorde. Des propos qui ont fait du bruit.

On se préoccupe déjà, outre-Manche, de mettre Concorde au musée. Le prototype 002 sera exposé à la base de l'aéronavale royale de Yeovilton, dans le sud-ouest de l'Angleterre. L'appareil de pré-série 01 sera offert à la Société aéronautique d'Oxford.

Concorde boudé ou refusé par les Américains, mal défilé par un de ses constructeurs. Décidément, le bat obscur supersonique a du plomb dans l'aile.

JACQUES DE BARRIN.

175 MILLIONS D'ICI A 1976 POUR NANTES - SAINT-NAZAIRE. — Le port autonome de Nantes-Saint-Nazaire investira 175 millions de francs en travaux d'infrastructure d'ici à la fin de l'année prochaine. Ces sommes dépassent la totalité de celles engagées durant le VI^e Plan. Au titre du plan de soutien à l'économie, ce port s'est vu allouer

75 millions de francs sur une enveloppe totale de 300 millions de francs pour les cinq principaux ports français. La plus importante des opérations (30 millions de francs) aura lieu à Saint-Nazaire, où sera effectuée la construction d'un quai de réparation navale, près des Chantiers de l'Atlantique, qui pourra recevoir des bâtiments de la classe des 200 000 tonnes.

UN GRAND ESPACE VERT ET 260 LOGEMENTS A LA PLACE DE LA PETITE-ROQUETTE

La Ville de Paris réalisera-elle sur les terrains de l'ancienne prison de la Petite-Roquette à Paris dans le onzième arrondissement une opération d'urbanisme parfaitement intégrée au site et répondant aux besoins du quartier ? Le Conseil de Paris en décidera au cours de sa session budgétaire qui s'ouvre le lundi 17 novembre. Les élus, en effet, auront à se prononcer sur les propositions de l'Administration de confier l'aménagement de ces terrains d'une superficie de 2,5 hectares à la Société anonyme de gestion immobilière (S.A.G.I.).

Cette société a étudié avec M. Jean-Claude Bernard, architecte urbaniste, un projet d'aménagement. Le parti d'urbanisme envisagé fait la synthèse des enseignements recueillis lors du concours d'idées organisé en 1974. Le programme à réaliser, décidé le 27 juin 1975 par le Conseil de Paris, est le suivant : deux cent soixante logements (cent H.L.M., quatre-vingt T.L.N. et quatre-vingt logements pour personnes âgées), une école maternelle, un club du troisième âge et, sur 1,5 hectare, un jardin public et des aires de jeux. En somme, un espace de réunion et trois cent cinquante places de parking. Le coût des équipements est évalué à 26 millions de francs. Les travaux pourraient commencer en octobre 1976.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

LES INGÉNIEURS DES PONTS ET CHAUSSÉES RÉCLAMENT UN ALLÈGÈREMENT DES CONTRÔLES FINANCIERS.

C'est la grogne chez les ingénieurs des ponts et chaussées. Leur syndicat autonome, qui groupe tous ceux d'entre eux — ils sont cent — qui travaillent au ministère de l'Équipement, a diffusé, le 13 novembre, un communiqué faisant état de leur « profonde émotion » à la suite des déclarations de plusieurs parlementaires lors du débat sur le plan de soutien, ont présenté les directeurs départementaux de l'équipement comme des « êtres aux réalisations d'ouvrages publics ».

« Les véritables freins, dit le communiqué, sont constitués par le système administratif et financier qui leur est imposé et dont les ingénieurs des ponts et chaussées ne sont pas responsables. Ils refusent en tout cas de se laisser braver entre une volonté politique d'accroître et une volonté administrative et financière de respecter aveuglément des procédures de plus en plus complexes et paralysantes. »

Le syndicat demande que l'on supprime immédiatement les attributions de crédits au coup par coup et par fraction trimestrielle pour revenir à des financements globaux. Il réclame en outre la suppression du contrôle financier local qui, selon lui, fait perdre du temps, paralyse les services et coûte cher au contribuable.

A L'HOTEL DROUOT

EXPOSITIONS Samedi
S. 1 - Meubles et objets d'art des XVII^e et XVIII^e siècles. M.M. Dille, M. Ador, Picard, Tajan.
S. 2 - Beaux meubles XVII^e et XVIII^e siècles. M. G. de la Roche.
S. 3 - Extrême-Orient. Mme Schulmann, M. Solignac.
S. 4 - Gravures mod. Mlle Caillaud, M. L. Laurin, Guilleux, Buffet, D. II - Patience. Porel, M. Vandermersch, M. Pescheux.
S. 12 - Gravures vint. M. Deubergue, S. 14 - Vieilles. M. Le Blanc.

Paris

Quel maire pour la capitale !

M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat ministre de l'Intérieur, est venu, le mercredi 12 novembre, présenter le projet de gouvernement concernant la réforme de l'état de Paris, devant la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Ce projet doit être discuté par le Parlement dans les premiers jours de décembre, de façon à pouvoir être appliqué immédiatement après les élections municipales de 1977. Au cours de la réunion de mercredi, ont été notamment soulevés deux insuffisances du projet : quelle sera la situation des trente mille fonctionnaires — statut particulier — qui gèrent actuellement les affaires municipales ; les commissions d'arrondissement prévues dans le texte gouvernemental permettront-elles d'améliorer quotidiennement le fonctionnement des arrondissements parisiens ?

POINT DE VUE

FAVORISER LA PARTICIPATION

par ANDRÉ FANTON (*)

UN maire pour Paris ? C'est bien ce que l'opinion réclame du projet qui va être soumis au Parlement.

Le gouvernement a enfin osé entreprendre une réforme, réclamée de toute part depuis tant d'années, mais que le conservatisme des uns, l'immobilisme des autres et la méfiance de la plupart n'avaient jamais permis d'aborder. Qu'il en soit félicité.

Mais il ne suffit pas de voter une loi pour, du même coup, tout transformer : que se passera-t-il, au lendemain des prochaines élections municipales en 1977, le jour où le maire de Paris entrera à l'Hôtel de ville ? Il y trouvera d'abord le plupart des pouvoirs du préfet d'aujourd'hui. Comment les exercera-t-il ?

Il y trouvera en même temps l'administration parisienne telle qu'elle est. Comment la dirigera-t-il ? Il y trouvera enfin les traditions, et elles ne sont pas sans importance. Comment s'y adaptera-t-il ?

Car sa tâche sera étonnante et complexe : représenter le capital, imaginer et animer une politique pour sa ville, diriger chaque jour trente mille fonctionnaires.

Ne risque-t-il pas de s'y épuiser, d'y perdre son autorité ou (ce qui serait plus grave encore) de laisser la ville dirigée, en fait, par l'administration qui devait la servir ?

Or, ce sont justement ces problèmes qui donnent aux citoyens qui le rencontrent chaque jour le sentiment de l'impuissance, l'incapacité de trouver la bureau, le fonctionnaire, le responsable, capable de les résoudre.

Il faut donc alléger la tâche du maire de Paris, et de son Conseil. Il faut, pour ce faire, ramener à l'échelle humaine les problèmes posés par le vie quotidien des habitants de la capitale.

Car si les Parisiens (comme le le croit) souhaitent avoir un maire, ils souhaitent aussi participer davantage à la gestion quotidienne de leurs affaires. Or, sur ce point, le projet est presque nul. Oserais-je même dire qu'il marque un recul par rapport au système actuel : on installe bien une Commission d'arrondissement chargée de donner quelques avis sur tel ou tel problème, mais elle ne comprend que des conseillers (trois ou six, dix ailleurs) et, dans le même temps, on supprime les anciens maires et maires adjoints remplacés par de vagues officiers de l'état civil.

Qui, dans ces conditions, animera le vie locale ?

Qui dirigera ces services dont on nous dit qu'ils doivent être plus importants, si l'on veut que l'administration soit plus proche de l'administré ?

Croit-on que le fait pour le maire de Paris de nommer le fonctionnaire qui aura la charge de résoudre, à lui seul, ce difficile problème ? Peut-être aura-t-il plus d'initiative

leur quartier et de leur ville, il qui ne souhaitent pas s'engager nécessairement dans les querres politiques.

Qu'on leur donne la possibilité d'exprimer leur enthousiasme, compétence et leur désintéressement. On comprendra qu'ils sont capables de prendre d'autres décisions.

Car donner à Paris un nouveau statut ne doit pas se limiter à transformer son administration, mais avoir pour ambition de transformer le vie de chaque Parisien.

Le seul moyen d'assurer l'efficacité de l'action d'une administration plus proche des citoyens, de la mieux diriger et de la mieux contrôler est de développer la participation des Parisiens à la gestion de leurs affaires et de renforcer la démocratie dans l'organisation de la Ville de Paris.

Mais gardons-nous de croire qu'il suffira de dire que Paris a un statut pour que les problèmes de l'administration soient réglés.

Pendant un temps (plus bref qu'on ne le pense), l'opinion publique croira que nous avons fait quelque chose, Paris croira avoir un maire, les Parisiens réclameront de s'occuper que rien n'a changé, leur vie de chaque jour.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Mais elles seraient aussi source de renouveau, car Paris a besoin de sang neuf.

Nombreux sont les hommes et les femmes qui s'intéressent à la vie de la capitale.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

Un maire pour Paris, oui, mais un vrai maire. C'est-à-dire un homme dont les pouvoirs seront réels, que, naturellement, il s'appuiera sur une majorité cohérente et responsable, capable de résoudre, à la fois, de développer cette participation et de renforcer la démocratie.

SUISSE UN CHALET A L'ALPE DES CHAUX

- UN ENSEMBLE MONTAGNARD 1500 M. Conçu dans le respect des traditions valdoises, un environnement unique et protégé, et plus de 100 km de pistes.
- UNE POSSIBILITÉ RARE d'investir en Suisse à des conditions exceptionnelles : crédit à 7%.

Pour en savoir plus, retournez rapidement ce bon à EQUITY Corp., 50, av. de la Gare - 1003 Lausanne - Paris : Norbert Blanc, 3, sente des Dorées 75019 Paris - Tél. 607.89.76

Nom _____ Prénom _____
 Adresse _____
 Ville _____ Code _____
 Profession _____ Téléphone _____

Le balcon de villard

La nouvelle station du Dauphiné : VILLARD-DE-LANS. 38 pour un style de vacances que vous devez connaître!

Un véritable complexe sportif, situé en plein Vercors (cote 1200/2000). LE BALCON DE VILLARD à 4 km de Villard-de-Lans, est une merveilleuse station de sports d'hiver au pied des pistes. L'ensoleillement est remarquable. Pour les grands skieurs amateurs de descentes, 6 pistes de compétition, 16 pistes balisées (75 km). Pour les fanatiques du ski de fond, 3 pistes. 16 remontées mécaniques, dont une télécabine, l'une des plus rapides du monde (1.800 sièges à l'heure).

Pour vos détente et vos loisirs. LE BALCON DE VILLARD vous offre le choix entre 3 formules de séjour :

- LA RESIDENCE SUPER-VILLARD, où tout est organisé pour profiter au maximum de votre séjour.
- L'HOTEL LE BALCON (3 étoiles NN) pour un repos au calme et sans souci.
- DES APPARTEMENTS à vendre ou à louer, du studio au 5 pièces où tout est prévu pour accueillir votre famille.

LE BALCON DE VILLARD, une station 100% club : cinéma, discothèque, bars, restaurants, centre commercial, garderie pour les petits, et à votre arrivée... les cadeaux de "Nounours".

Renseignements MAISON DU BALCON DE VILLARD Service n° 25 69 bd Malesherbes 75008 PARIS - Tél. 522.81.76

Sp. U. de 1.50

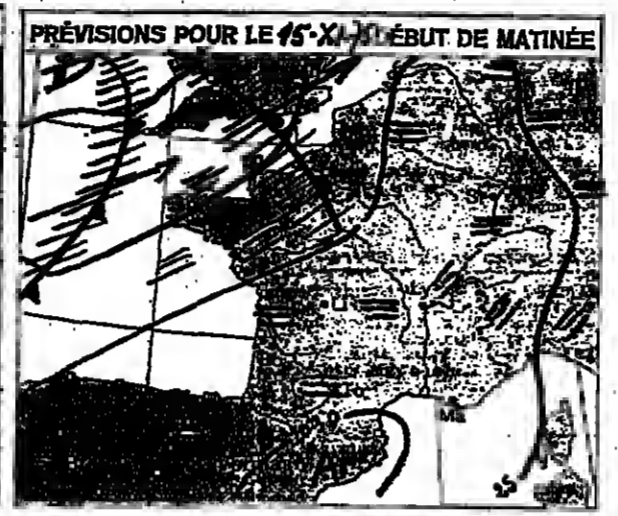
AUJOURD'HUI PRESSE

Journal officiel
Portant application des dispositions de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur...

la vue PARTICIPAT
Portant application des dispositions de la loi n° 68-978 du 14 novembre 1968...

Journal officiel
Portant application des dispositions de la loi n° 68-978 du 14 novembre 1968...

MÉTÉOROLOGIE Visites, conférences



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 14 novembre à 9 heures et le samedi 15 novembre à 24 heures...

frontières. D'une part les perturbations précitées apporteront un temps très nuageux à couvert...

PROBLEME N° 1304

HORIZONTALEMENT
I. L'absence de jugement dicte sa condamnation; Rigole souvent il est petit...

MOTS CROISÉS

Figures mythologiques; Petites quand elles sont maigres; 5. Très propre; D'origines osseuse; Symbole chimique...

SOLUTION DU PROBLEME N° 1303

HORIZONTALEMENT
I. Repe; II. Rhen; III. Anglaises; VIII. Pente; IV. Nullité; V. Ruée; VI. Léar; Es; VII. Ruisseau; VIII. OE; IX. Test; X. Them; XI. P.E.; XII. Nauséuse.

SAMEDI 15 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 30, place de la Concorde...

DIMANCHE 16 NOVEMBRE

VISITES GUIDÉES ET PROMENADES
Caisse nationale des monuments historiques, 15 h. 30, place de la Concorde...

CAMPAGNE D'INFORMATION EN PROVINCE

DES OUVRIERS EN GRÈVE DU « PARISIEN LIBRE »
(De notre correspondant)
Saint-Etienne. — Des ouvriers grévistes du Parisien libéré ont été accueillis, jeudi 13 novembre...

LA PLUPART DES JOURNAUX BRITANNIQUES SONT EN GRÈVE

Londres (A.F.P., Reuters). — La grève qui affecte depuis trois jours l'édition londonienne du quotidien « Daily Express » s'est étendue jeudi soir 13 novembre à la presque totalité de la presse britannique...

UN CHALET ALPE DES CHAMPS
MONTAGNARD
Possibilité rare de 100 km de piste.

Table of the National Lottery (loterie nationale) showing sums to be paid for various zodiac signs. Includes columns for 'Signes du Zodiaque' and 'Sommes à payer'.

Savez-vous que pour le prix de vos dernières vacances vous pourriez, sans doute, vous offrir les Bahamas cet hiver?
Les Bahamas (au nord de la Mer des Caraïbes) ont tout est possible. Imaginez il y a 700 îles ensoleillées, au climat tempéré toute l'année...

ARTS ET SPECTACLES

Cinéma

LA BATAILLE DU CHILI (première partie)

Premier volet du triptyque intitulé La Bataille du Chili... les deux autres, le Coup d'Etat et le Pouvoir populaire...

LOUIS MARCORELLES

Saint-André-des-Arts, 14-Juillet (V.O.)

Le cinéaste et critique italien Luigi Chiarini vient de mourir...

La Fédération française des clubs de cinéastes présentera pour son gala annuel...

Formes

Cent graveurs et un peintre

Puisqu'on parle, en trop peu de mots, de l'exposition d'œuvres la plus importante...

et colorées, de Friederich Hunderwasser... ah ! ces maisons qui s'élèvent...

voit avec le réalisme descriptif de J.-F. Millet... et il en émane un sentiment...

JEAN-MARIE DUNOYER

(1) Musée d'art moderne. (2) Galerie Drouant, 52, rue du Faubourg-Saint-Houard.

St André des Arts... Grand Prix de la Critique - Cannes 75... SELECTION QUINZAINE DES REALISATEURS CANNES 75

MERCURY va - ABC 64 Boulevard de - CLICHY-PATHÉ et MONTMARTRE 83 - DANTON va - CAMBRONNE et Périphérie - PARLY 2 - MULTICINE PATHÉ Champigny GANIMA Argentouil - GAMBONT Eury

Royal Flash... LE FROUSSARD HEROÏQUE... BIENTOT UNE FRESQUE GRANDIOSE ET ROMANTIQUE SUR LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE UN FILM DE ARRABAL

UGC MARITZ - UGC HARRIS & BEX - MULTICINE MONTMARTRE UGC OREAN - CINÉMA OPÉRA

Plus beau que tous les films français que nous avons vus ces temps-ci... ISABELLE ADJANI... FRANCOIS TRUFFAUT... L'HISTOIRE D'ADELE H.

l'arbre de GUERNICA... UN FILM DE ARRABAL

PRIX INTERNATIONAL DE LA CRITIQUE

AGUIRRE... WERNER HERZOG

AGUIRRE... WERNER HERZOG

AGUIRRE... WERNER HERZOG

LA CINÉMATHEQUE DE PARIS... 68, Bd MALESHERBES - PARIS 8... location de films muets et sonores

LA DERNIÈRE TOMBE A DIMBAZA... Vendredi 14 novembre, après la projection du film à 20 h...

ELYSEE CINEMA - CAMEO... CLICHY-PATHÉ - FALLETTE - MIRAMAR... DANIE BLANDE (Serge-Mo-Boussie)

INSTITUT NEERLANDAIS... 121, rue de Lille - PARIS (7^e)... Trio PHILIDOR

QUAND LA VILLE S'ÉVEILLE... UN FILM DE PIERRE GRASSET... RAYMOND PELLEGRIN... MARC POREL, NEDA ARMERIC, LOUIS VELLE

Pour Electre LE DERNIER JANCOSO... "Le véritable aboutissement du grand réalisateur hongrois" France Soir... STUDIO GIT LE CŒUR

Un film très actuel et réussi, donc un film à voir... R. Forlani/R.T.L. Je crois très sincèrement qu'un nouveau cinéaste est né... F. Chalais/Europe 1... HUMAN

SERVICE CONTINU NAVY-CLUB-RESTAURANT... HUITRES • COQUILLAGES • SPÉCIALITÉS • FRUITS DE MER... DISCOTHEQUE 22 h à l'aube avec ses Gogos Girls

version originale PUBLICIS CHAMPS-ELYSEES • PARAMOUNT OPERA STUDIO ALPHA

W.W. DIXIE... 1957 dans l'Etat du Tennessee la turbulence ascension des Dancehicks marque le début des années magiques du Rock n'Roll... BURT REYNOLDS dans W.W. DIXIE

AGUIRRE... WERNER HERZOG

AGUIRRE... WERNER HERZOG

AGUIRRE... WERNER HERZOG

AGUIRRE... WERNER HERZOG

ARTS ET SPECTACLES

Culture La gloire de Maïakovski ou le poète embaumé

(Suite de la première page.)

Un théâtre lui est également dédié, ainsi qu'un grandiose musée de quatre étages de marbre (lui qui disait : « Je hais la crèche du marbre »). On le joue, on le cite, on le récite, on l'éclaire (le frage de ses œuvres est supérieur à cent-cinquante millions d'exemplaires en Union soviétique). Pour la cinquante-huitième anniversaire de la révolution d'Octobre, encore la semaine dernière était lu à la radio et à la télévision son poème de 1924, *Vladimir Ilitch Lénine* (qui a été tiré à plus de quatre millions d'exemplaires).

Dépendant, tout se passe comme si on avait amputé le poète pour mieux l'adorer. On l'a béatifié. Car c'est moins l'artiste qu'on honore ici, que la « tribune de la révolution socialiste », moins le poète inspiré, et engagé que le chanteur officiel, créateur de slogans.

Certes, il est incontestable que la révolution soviétique a été la grande inspiration du poète Maïakovski, et que, sans cette révolution qu'il attendait de toutes ses forces, son œuvre n'aurait pu trouver sa grandeur, sa passion, sa fervecence. Engagé, il y était de toute son âme, prêt à s'engager aux dimensions de l'univers plutôt

que d'être uniquement tourné vers soi-même (« Je sens que le moi pour moi c'est trop peu », écrit-il), prêt à s'oublier lui-même (« J'ai mis le pied sur le gouge de ma pauvre chanson »), prêt même à voir sa poésie incomprise de la postérité (« Meurs mon vers / Meurs comme un trouper / Comme anonyme / A l'esaut mourelent les nôtres / Ayons pour seul monument collectif / Le socialisme »).

Mais, pour la postérité, en effet, on l'a momifié, embaumé, sanctifié, assésifié, comme le héros de sa *Punaise*, ce que Pasternak a appelé « la seconde mort de Maïakovski ». Un exemple : il existait jusqu'à ces dernières années dans le quartier de la Taganka, à Moscou, un musée tout à fait émouvant et instructif qui lui était consacré, dans la maison même où il avait habité avec les Brick. Or, la fermé pour la remplacer il y a deux ans par le Musée d'Etat Vladimir-Maïakovski, ensemble pompeux et officiel situé juste en face du K.G.B., qui vise à créer l'image pieuse et désincarnée d'un propagandiste immortel. « Dans cette maison, la poésie a vécu et a travaillé de 1919 à 1930 », dit le prospectus du musée, qui ajoute, avec un désarmant

sens de l'humour : « L'endroit le plus intéressant du musée est le chambre commémorative, où tout a été reconstruit comme du vivant du poète. » Ce qui n'est dit nulle part dans cet immense musée, c'est que Vladimir Maïakovski est mort, qu'il s'est suicidé et que cela s'est passé dans cette même chambre « commémorative » qu'on nous montre, où il n'a jamais vécu et autour de laquelle on a érigé ce musée prétentieux et vide, « comme si la vie de grand poète devait ainsi se résumer au lieu de son suicide », a pu s'indigner Aragon (1).

Ce musée, c'est en quelque sorte la matérialisation officielle de la mort : enfance, prison, bonheur de la révolution, glorification de Lénine, passion de la lutte, voyages à l'étranger... ont fait disparaître les amis trop peu orthodoxes, les manières de vivre pas plus conformistes, les affrontements poétiques et politiques qui assombriraient sérieusement le fin de sa vie et même son testament, sa lettre d'adieu (« Lily, aime-moi »). On censure le mort même.

Et pourtant dans cette « sanctification » du bien-héureux Vladimir, il y a un paradoxe de taille. Car si

Maïakovski e glorifié Lénine, celui-ci, on le sait, ne lui rendait pas son admiration et lui reprochait d'être « incompréhensible ».

« Ne pas rester en marge »

Cette légende, soigneusement entretenue, d'une « obscurité dédoublée » de Maïakovski, ses adversaires du Proletkult ne cessent de le brandir. Les écrivains prolétaires, dans leur offensive contre l'avant-garde, veulent contrôler toute la littérature et Maïakovski estime, deux mois avant sa mort, qu'il doit adhérer au P.A.P.P. (Association des écrivains prolétaires), parce que « elle est l'organisation la plus proche du parti communiste ».

« Nous devons par tous les moyens nous lier aux masses », déclare-t-il en mars 1930. Considérant qu'il a remporté une victoire contre leur adversaire et qu'on ne peut faire coexister l'avant-garde artistique et l'avant-garde sociale, les écrivains prolétaires humiliés Maïakovski, se refusent à collaborer avec lui, déignent sa dernière pièce, les *Bains*, ne viennent même pas visiter l'exposition « Vingt ans de travail ». Ses

anciens amis, eux, s'en détournent.

« Le sens de cette exposition, explique-t-il, c'est de montrer que l'écrivain révolutionnaire est un ami qui participe à la vie quotidienne, à la vie courante et à la construction du socialisme. » Il veut montrer à tous ce qu'on est ces vingt années de la vie d'un poète. Cette exposition-testament, il l'a conçue lui-même, objet par objet, écrivant lui-même le texte des affiches et des légendes, collant lui-même manuscrits, affiches, photos, caricatures.

« J'ai organisé cette exposition parce que, vu mon caractère bagarreur, on me prête tant de noirs méfaits, on m'accuse de tant de péchés vésés à eux, que parfois je me mets à souhâter de partir n'importe où, pour deux ans ou pour plus, pour que je n'aie plus ces obligations et ces injures ! Mais dès le lendemain je reprends du poil de la bête, j'abandonne le pessimisme, je retrousses mes manches et je me mets à me bagarrer, revendiquant mon droit à exister comme écrivain de la révolution pour la révolution et de ne pas rester en marge », déclare-t-il le 25 mars. Ouverte le 1^{er} février 1930 à Moscou dans les locaux de la Fédération

des écrivains soviétiques, l'exposition portait une adresse : Léninegrad puis le prolétaire la Maison des komosols (Maison de la jeunesse) de Krasnaïa-Pronia. Ce se termina, Maïakovski en l'Etat, au musée littéraire-bibliothèque Lénine, qui conservait toutes les pièces. En 1973, pour le quatre-vingt-cinquième anniversaire de sa naissance, reconstituée fidèlement à l'exposition de « Vingt ans de vie ».

« C'est celle-là même présentée à Paris directagie de l'année 1930 et des Maïakovski.

« Quand je serai mort, si encore le 9 avril sur deux l'Institut Plekhanov de la nationale, vous lirez mes avec des larmes d'attend et maintenant, tant que je suis en vie, je ne veux pas de toutes sortes, on m'a cinq jours plus tard, le 11 se tirait une balle dans le

NICOLE J

* CNAC, rue Berryer (4^e arrondissement) 5 janvier.

(1) Aragon : Œuvre poétique, p. 95. Librairie du Diderot.

RADIO-TÉLÉVISION

VU : LE DÉBAT SUR LA PEINE DE MORT (TF 1)

SANG POUR SANG ?

Pour ou contre la peine de mort ? Hier, la majorité du pays était pour. Et aujourd'hui ? Après avoir entendu sur TF 1, réunis et opposés avec la plus grande d'objectivité par Jean-Pierre Barthez, les arguments, les plaidoiries des deux parties, combien d'entre nous auront changé d'avis ? Difficile à savoir. Difficile de prévoir ses propres réactions, à la place de M. Taron, le père du petit Luc étranglé dans les toiles de Verrières. En l'appelant au secours, son enfant, nous n-t-il confié, châtiment vengé. Et si demain l'assassin était remis en liberté, il n'hésiterait pas à faire justice lui-même. On peut le comprendre.

Seulement voilà, la justice au vingtième siècle doit-elle tuer ? C'est la question que posait M. Badinter. L'instinct de la mort, chacun de nous le porte en lui, et dans l'esprit de beaucoup, la justice s'identifie encore à la loi biblique, à la loi barbare du talion. Sang pour sang, à ce compte, en France, on est servi. A crime terrible, horrible châtiement, indigne, convenons-en, d'un peuple civilisé. Cae

condamnés qu'on ficelle, qu'on emmène, qu'on coupe en deux, vite fait, bien fait, dans les petits matins bêtes des cours de prison... Ce Bontems, ce Buffet, n'auraient-ils pas mérité — et tant est qu'il faille le leur laisser — une mort plus douce ?

Abolitionniste convaincu, le professeur Leauté estimait cependant, ça nous a surpris, que le pris d'indigne, la meurtre d'un gardien de prison et l'agression à main armée par un récidiviste exigeaient le châtiment suprême. A titre d'exemple ? Non, sans doute, bien que, dans les cellules, chaque exécution serait suivie, semble-t-il, d'un « temps d'indignité ». A titre de sauvegarde ? La société, obligée de mettre hors d'état de nuire ceux qui ne peuvent s'en empêcher. Certains le savent et ne refusent pas d'être exécutés. Fabrice, d'être « endormis ». On n'abat pas un chien qui mord, on le pique. Ne pourrait-on en faire au moins autant pour les bêtes humaines ?

Qui eût été trois ou quatre fois tués, c'est vrai, reconnaissent avec un bon sens paysan les vieux parents de Roger Bontems.

Mais ce n'est pas en le guillotinant qu'on a « fait » blesser la courbe de la criminalité — un million huit cent mille défilés de toute nature commise l'an dernier, 10 % d'augmentation par rapport à 1973 ! Ces deux chiffres — les seuls cités — étaient assez dans quel climat d'exaspération et d'anxiété sa sùre le débat. Ce débat, n'aurait-on pas dû le trancher plus tôt ?

Sans tenir compte de l'opinion publique ? Pourquoi pas, imagine-t-on que, cette « Manche », outre-Rhin, l'opinion, dans sa majorité, ne souhaiterait pas répondre à la violence par la violence. Et M. Pompidou, à qui M. Badinter refusait très justement au nom de la nation, tout en l'acceptant au nom du condamné, le droit de grâce, vestige de la monarchie absolue, le droit de vie et de mort exercé sur tous par un seul, ou, le chef de l'Etat, le gouvernement, le Parlement, ne devraient-ils pas, sinon nous imposer une réforme de la loi, du moins nous préparer activement à l'accepter ?

CLAUDE SARRAUTE.

LA FAIBLE VIOLENCE DE LA SINCÉRITÉ

N'avait-on pas dit tout dit — et son contraire — sur le pain de mort : le droit des victimes à une vengeance tout mortem ; une exemplarité tout à tour proclamée et déniée, mais jamais irrémédiablement établie ; sans oublier le droit, auquel même les partisans de la justice qui tue n'échappent pas face à un « stupeur » dont le seul est si lamentablement franchi lorsque c'est le mort qui conclut. Après cela, qu'importe les « améliorations » (mais oui, c'est la mort que l'on voudrait améliorer) que l'on suggère d'apporter à la méthode, comme si, toujours, elle continuait de troubler la conscience de celui qui le prononce. La mort propre dite, aspirée, apporterait la paix à ceux qui la réclament.

N'était-ce pas une gageure de reprendre, et l'aide de cette arme si cruelle qu'est le télévison

(l'image n'est pas muette), un débat aussi ancien que les sociétés, aussi ancien que le crime, leur compagnon obligé ? Jean-Pierre Barthez s'est appliqué à cette gageure. Il n'a pas échoué.

A-t-il réussi ? S'il a voulu — on peut le penser — apporter quelques voix aux abolitionnistes, hélas ! non, probablement. S'il a voulu, comme par un jeu de miroirs, montrer aux partisans de l'exécution à mort ce qu'ils sont ; peut-être. Plus sûrement, il aura, s'il en était besoin, renforcé les convictions dans leur conviction. Ceux qui rejettent la « peine de mort » la voient davantage. Les autres, qui y voient une solution (n°147), s'embourbent davantage dans les méandres de l'âme. Car la volonté de mort ne saurait précéder de sentiments, de sensations, ni de pulsions amples. A ceux-là, au sortir de l'émission,

la victoire du nombre, le fumé des sondages qui rassure, Jean-Pierre Barthez n'a pour lui qu'un dossier honnêtement dressé, la faible violence de l' sincérité.

Tant que les exécutions capitales auront lieu en public et qu'on loue à prix d'or les paill — on le fit — son mouchoir dans les glacières de sang humain, cela fut — une fête populaire autour du sang ». La fête n'est plus populaire, mais la sang demeure, au profit, c'est un souvenir qui lui, d'une « société qui cherche à s'innocenter à bon compte ». Cela ne gêne pas grand monde. Le « changement » est limité : une frontière commune avec l'Espagne, qui, avec la France, connaît seule encore la peine de mort.

PHILIPPE BOUCHER.

de la justice, est le rédacteur chef du journal inattendu, R.T.L., à 13 h.

M. Jean-Pierre Chevènement député de Bellone (P.S.), est interrogé par Hélène Vidé, sur la Monté-Carlo, à 14 h.

LES PROGRAMMES

VENDREDI 14 NOVEMBRE

MENACES SUR LA SOIRÉE D'A 2

Après la première journée de programme minimum nouvelle manière dans les sociétés hétéroclites de l'O.R.T.F., le travail a repris sur TF 1 et TF 3. Des menaces pèsent encore sur la soirée de vendredi 14 à Antenne 2.

Les syndicats S.N.R.T. (C.G.T.), S.O.R.T.-C.F.D.T. et F.O. de FR 3 ont déposé un nouveau préavis de grève pour mercredi 19 novembre.

Sur Antenne 2, où le préavis de grève n'est pas levé, les négociations devaient se poursuivre ce vendredi matin avec la direction. En cas de réussite, un programme normal serait diffusé vendredi soir sur Antenne 2. En cas d'échec, un programme minimum est prévu : à 20 h. 30, le Spécial Jean Ferrat, et à 21 h. 40 un film : « Un Américain à Paris ».

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Au théâtre, ce soir : Docteur Glass, de H. Weigel, mise en scène Ch. Alex, avec D. Cowi.

22 h. 30, Emission littéraire : Des milliers de livres écrits à la main (Saint-Malo, les travailleurs de la mer), de P. Dumayet ; 23 h. 30, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Variétés : Spécial Jean Ferrat.

« Les Muses dans le Ciel »
« Si vous aimez les LIVRES »
« Si vous aimez plus de livres »

LA MAISON DES BIBLIOTHÈQUES
En Montparnasse - 61, rue Froidvaux
PARIS 14^{ème}
Tél. : 633 73 33 (Appel automatique)
vous invite à lui demander son CATALOGUE GRATUIT 150 modèles tous styles.

21 h. 45, Magazine littéraire : Apostrophe, de R. Fivot (Un patron peut-il être de gauche ?). (Voir trélines et débats).

Ce soir à Apostrophes
Jacques Estienne représentant **SOCIALISME ET ENTREPRISE**
Les entreprises et la gauche
et **GEORGES MONTARON**
Quoi qu'il en coûte
Stock

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 heures, Emissions régionales.

20 h. 30, Magazine vendredi : « Faits divers, les enfants délinquants » ; 21 h. 20, Documentaire : Civilisation, de Sir Kenneth Clark (Le culte de la machine) ; 22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h. 30, Poésie ; 20 h. 5 (5), La musique et les hommes, par M. Bonnard, Orchestre symphonique de la B.N.C. dir. P. Boulez ; « A la » (Méditerranée), « Notes » (Méditerranée) ; « Etude » (Gobolov), « Rituel en mémoire » (Boulez) ;

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Concours International de guitare ; 21 h. 30, Concert donné par la Kamata Concert ; « Première » (Méditerranée) ; « Les notes réunies » (Couperin) ; « Le Roman, suite instrumentale pour guitare » (Méditerranée) ; « Quatrième » (Couperin) ; 22 h. 30, Dossier jazz de la semaine ; 23 h. Cabaret au jazz : Les producteurs de Norman Grand ; 24 h. Musiques marginales, par D. Casse ; T. Rhey.

SAMEDI 15 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Variétés : Numéro un, de M. et G. Carpentier (Daniel Guichard) ; 21 h. 30 (9), Série Peyton Place ; 22 h. 15, Magazine de théâtre ; l'Yves en coulisses. Réal. P. Viallet et E. Cogereau ; 23 h. 15, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 30, Dramatique : Les cinq dernières minutes - « Pâtis et grille », de J. Cosmos. Réal. Cl. Lourmaux. Avec J. Debary, M. Eyrnaud, N. Alary, J. Girault (1967), avec J. Yanne, J. Lefebvre, M. Fauche, M. Galéra.

22 h. 5, Variétés : Dix de dix, par Ph. Bouvard ;

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30 (4), Retransmission théâtrale : « Marie Tudor », d'après le drame de Victor Hugo. Mise en scène : Guy Vassal. Réal. Cl. Daguez. (lire partie).

Londres 1555. La reine d'Angleterre, Marie

TRIBUNES ET DÉBATS

20 h. 30, M. Neuschwander (Lip), Chevener (B.P.), Estienne (« Les entreprises et la gauche ») et M. Orléans (« L'Enlèvement chrétien »), participent à un magazine « Apostrophes », pour lequel Bernard Tador, s'prend d'un texte italien en et froide, Fabrizio Fabiani. Celui-ci trompe, par mégarde, avec une fille, une originale nommée Jane, dont après les origines nobles. Mais Jane finit à Gôber.

21 h. 50, FR 3 Actualités.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Samedi de France-Culture : L'IRCAM à noël ; 17 h. 30, 1930-1975. Le trentième quart de siècle année 1954 ;

20 h. 30, Poésie ; 20 h. 5, Carie blanche, par L. S. r'Hermann, de G. Kermadec, avec E. Danry, V.-A. Ma S. Favre, P. Guillevin, M. Eyrnaud, M. Fauche, G. Dar et « La Sainte Grange », d'E. Favre, avec G. Dar ; 22 h. 5, Le jour de Noël, de J. P. Tappage, réalisation J.-P. Co ; 23 h. 5, Le jour de Noël ; 23 h. 30, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

19 h. 30, Soirée lyrique, au direct de l'Opéra : « Sar et Datta » de Saint-Saëns, orchestre de l'Opéra, dir. G. Pri avec F. Camard, G. Chevener, J. Bastin, M. Maripio ; 22 h. 15, Vieilles chies ; 24 h. Films sur place.

DIMANCHE 16 NOVEMBRE

CHAINE I : TF 1

17 h. 15, Télé-film : Le Dernier jour, de V. Mc. Evetcy ;

20 h. 35, Film : « Un article de colonel », de J. Girault (1967), avec J. Yanne, J. Lefebvre, M. Fauche, M. Galéra.

Deux truands insubmersibles cherchent à retrouver un diamant caché dans la villa d'un colonel de l'armée des Indes.

21 h. 50, Un certain regard : La télévision soviétique n° 2 (Télé-Tailin, une télévision locale pour un dialogue ouvert) ; 22 h. 35, IT 1 dernière.

CHAINE II (couleur) : A 2

15 h. Série : Rec Ramsey (Le Mystère de la diligence) ;

19 h. 20, IT 1 y a dix ans, le palmars ; 22 h. 30 (11), Festival : Les nouvelles aventures de Vidocq (Les Chevaliers de la nuit). Réal. M. Binwal. Avec Cl. Brasseur.

23 h. 25, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Retransmission théâtrale : « Marie Tudor », d'après le drame de Victor Hugo. Mise

en scène : Guy Vassal. Réalisation : Cl. Dag (2^e partie).

Mise en scène d'un complot par un tige de la cour, le reine Marie Tudor arrête son complot, Fabrizio Fabiani, et bert. Ils sont condamnés à mort.

FRANCE-CULTURE

14 h. 5, Les comédies françaises interprétant : « Le Te ment du Père Létou », de R. Martin Du Gard, et « Le Re de la tete de Bonnes », d'E. Charraud.

20 h. 30, Poésie ; 20 h. 5, Poésie intermédiaire, r Tombano de Lucovic, par L. Janvier ; 23 h. 15, Rock and f sur L. Malin ; 23 h. 50, Poésie, avec Rosmarie Waldrop.

FRANCE-MUSIQUE

14 h. 5, La trémine des critiques de musique : « Les soni chanteurs de Nuremberg » de Wagner ;

20 h. 15, Nouveaux talents, premiers albums ; 21. Concerto de Ravel-France, dir. B. Amadeo ; A.-M. Blument, soprano, et M. Terrier, alto ; « Sonat quatre en la mineur » (Tartini) ; « Concerto en mi mineur n° 12 » (Vivaldi) ; « Symphonie n° 9 en ré mineur et « Symphonie n° 13 en ré mineur » (Sartorius) ; « Sor à cinq et mi mineur » (Albion) ; « Concerto grosso folia » (Geminiani) ; « Magnificat en si bémol majeur » (Carissimi) ; « Magnificat en si bémol majeur » (Vivaldi) ; 23. Nouvelles auditions (Israël-Meyer, Hasquenoy, Gidon 24 h. Concert extra-européen, par D. Casse.

TIK-TOK
Généraliste de l'émission
y'a un truc
Disques VOGUE N° 15. N. 14 008

Pour une belle image : téléviseurs couleur Philips

PHILIPS

Journal de l'ISO

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and Price/Value.

Table with 2 columns: Category (L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, L'AGENDA DU MONDE, etc.) and Price/Value.

L'immobilier

Le Calme Trouville - Appartements de grande qualité dans 3 belles résidences de style colonial.

D. FEAU - Trouville, Place du Casino (31) 88.68.69

Paris - Rive droite - AMBULS BOND-STANDINO - RARE 35-25-24 (matin)

Paris - Rive gauche - MAISON RECENTE - STANDING - 100 m² - 100000 F

Paris - Rive gauche - MAISON RECENTE - STANDING - 100 m² - 100000 F

Paris - Rive gauche - MAISON RECENTE - STANDING - 100 m² - 100000 F

Paris - Rive gauche - MAISON RECENTE - STANDING - 100 m² - 100000 F

Paris - Rive gauche - MAISON RECENTE - STANDING - 100 m² - 100000 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

appartements achat - Pour ma louer dans Paris - 30 à 90 m² - 200-250 F

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

constructions neuves - Me COMMERCE ET CHARLES - MICHEL, 2011 m² - P. de T.

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - SORTIE CORSEIL - Magnif. chaumière, excent. état - 2000 m² - 200000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

propriétés - CHARENTE - Site unique, pers - 1200 m² - 120000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

villas - CHATOU, villa avec de 47 m² - 470000 F

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils restituent aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Voir les demandes d'emploi et autres rubriques en page 34

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

ÉNERGIE

La rupture des négociations entre l'Algérie et Elf

LES OFFRES FRANÇAISES ÉTAIENT INSUFFISANTES

De notre correspondant

Alger. — Une porte-parole de la Sonatrach nous a confirmé, le 13 novembre, que le contrat d'association pour la production de gaz et de pétrole brut, qui visait à échéance le 31 décembre, n'avait pas été renouvelé. La date limite pour le renouvellement était fixée au 31 octobre, mais il semble que la décision concernant la non-renouvellement de l'accord de 1971 avait été prise il y a plusieurs semaines. L'Algérie avait refusé de consentir à Elf-Algérie des prix de vente qui n'auraient pas été accordés à la C.F.P. (« Le Monde » du 12 novembre).

En revanche, des négociations ont été menées dès le début de l'année par Elf-Algérie et la Sonatrach. Elles ont abouti en 1975 à 2 millions de tonnes de brut dans le cadre d'un accord commercial. Une délégation de hauts responsables de la Sonatrach est venue à Paris le 10 novembre pour rencontrer les représentants de l'Elf-Algérie. Elle a été informée jeudi que l'Elf-Algérie n'était pas intéressé à toute la production de gaz et de pétrole brut, mais à une partie de celle-ci.

Les négociations ont été longues et les offres d'Elf-Algérie ont été jugées insuffisantes. Les représentants de la Sonatrach ont insisté sur le fait que la production de gaz et de pétrole brut est une affaire commerciale et que les prix doivent être fixés en fonction du marché international. Les représentants de l'Elf-Algérie ont insisté sur le fait que les prix doivent être fixés en fonction des coûts de production et des risques encourus.

Les membres de l'Association des pays du Sud-Est asiatique envisagent la création d'un Comité pétrolier régional. Le projet a été examiné au cours d'une conférence regroupant en octobre, à Djakarta, des représentants de l'Indonésie, de la Malaisie, des Philippines, de Singapour et de Thaïlande. Une nouvelle réunion devrait avoir lieu à la fin de novembre. Ce comité n'aura pas pour rôle d'intervenir dans la politique pétrolière des pays concernés, mais de coordonner les actions et de promouvoir la coopération dans le domaine de la recherche et de la technologie pétrolières.

CONFLITS

REVENDICATIONS

SÉGUY ESTIME QUE LA MAGISTRATURE FRANÇAISE NE SERA PAS COMPLICE DES ATTENTATS AU DROIT DE GRÈVE

de notre correspondant

Paris. — Prenant la parole devant les militants d'Air France à l'aéroport de Roissy, le 13 novembre, M. Georges Séguy, secrétaire général de la C.G.T., a accusé le gouvernement de mettre en cause le droit de grève. Selon le gouvernement, la loi sur la responsabilité d'une escadre qui constitue une attaque au président en France contre droit de grève.

M. Georges Séguy a cité les procès en dommages et intérêts lancés par la direction d'Air France, pour 10 millions de francs, contre les syndicats C.G.T. et F.I.T. (« Le Monde » du 9 et 10 novembre 1975) et, celui de la dame Renault contre le syndicat C.F.D.T. du Mans, pour 30 millions, dans le cadre du même droit de grève. Il faut, a-t-il déclaré, que le patronat ne trouve pas dans les milieux de la magistrature française et les syndicats des alliés pour briser les revendications.

RÉSPONDANCE

A propos du conflit aux blanchisseries Elis

Le suite de la publication dans le Monde du 6 novembre 1975 d'un court article sur les blanchisseries Elis, à Pantin, qui était en fait un communiqué d'un syndicat C.F.D.T. n'a été que la répétition de ce que nous avons déjà publié dans le Monde du 6 novembre. Nous avons demandé d'insérer le point suivant :

« Affirmant les termes de ma lettre mise au point par deux députés, je révoque qu'aucun syndicat C.F.D.T. n'a été nommé dans notre dossier et que la grève partant d'un syndicat C.F.D.T. n'a été reconnue par le patronat. Le syndicat C.F.D.T. n'a pas été nommé dans notre dossier et que la grève partant d'un syndicat C.F.D.T. n'a été reconnue par le patronat. Le syndicat C.F.D.T. n'a pas été nommé dans notre dossier et que la grève partant d'un syndicat C.F.D.T. n'a été reconnue par le patronat. »

A L'ÉTRANGER

M. Ford reviendrait sur son refus d'aider la ville de New-York

de notre correspondant

Le « plan de sauvetage » de la ville de New-York, élaboré en hâte depuis le week-end dernier par les autorités et les experts financiers de la cité, a été présenté à la commission de l'État pour le développement de la ville et de ses multiples activités. Le plan a été présenté par le maire de New-York, John Lindsay, et par le gouverneur Rockefeller.

Le plan de sauvetage a été présenté par New-York, qui comporte des mesures d'austérité draconiennes, capables, selon ses critiques, de réduire de moitié le budget de la ville d'ici deux ans. Le plan a été présenté par le maire de New-York, John Lindsay, et par le gouverneur Rockefeller.

Le plan de sauvetage a été présenté par New-York, qui comporte des mesures d'austérité draconiennes, capables, selon ses critiques, de réduire de moitié le budget de la ville d'ici deux ans. Le plan a été présenté par le maire de New-York, John Lindsay, et par le gouverneur Rockefeller.

Le plan de sauvetage a été présenté par New-York, qui comporte des mesures d'austérité draconiennes, capables, selon ses critiques, de réduire de moitié le budget de la ville d'ici deux ans. Le plan a été présenté par le maire de New-York, John Lindsay, et par le gouverneur Rockefeller.

AUTOMOBILE

Un Français à Detroit

M. JOSEPH RIS EST NOMMÉ DIRECTEUR DES RELATIONS PUBLIQUES INTERNATIONALES DE CHRYSLER

M. Joseph A. Ris est nommé, à compter du 1^{er} janvier prochain, directeur des relations publiques internationales de Chrysler Corporation, à Detroit. C'est la première fois qu'un Français devient responsable de la coordination des activités de relations publiques de Chrysler dans le monde entier. Avant d'assumer ces fonctions, il était délégué général de Chrysler France, à Paris, depuis juin 1969.

M. Joseph A. Ris est diplômé de la faculté de droit de Paris et de plusieurs universités américaines. M. A. Ris fut journaliste à Paris, puis chargé de cours à l'université de Detroit avant d'entrer chez Chrysler Corporation en 1963.

FAIRES

POCLAIN ET FERODO REGROUPENT LEURS ACTIVITÉS HYDRAULIQUES

de notre correspondant

Poclain et la société anonyme du Ferodo ont décidé de regrouper leurs activités hydrauliques au sein d'une filiale commune Poclain-Hydraulique, au capital de 26 333 000 francs, dont Ferodo détient 15 % des parts. Le nouveau groupe sera dirigé par M. Ferodo, président de la société Ferodo, et par M. Poclain, président de la société Poclain.

L'annonce de cet accord devrait mettre un terme aux tensions qui ont existé entre les deux sociétés. Les deux sociétés ont été créées en 1963, à la suite de la fusion de la société Ferodo dans la société Poclain.

Le directeur général de Poclain, M. Bataille, le président-directeur général de Ferodo, M. Ferodo, ont déclaré que l'accord leur permet de poursuivre une politique d'association constructive dans certains domaines, dont les transmissions hydrauliques. Les activités des deux sociétés sont donc complémentaires. Leur alliance dans ce secteur leur permettra de constituer un groupe français puissant, qui sera sans doute mieux à même de résister à la concurrence étrangère, notamment américaine (Wickens, numéro 1 mondial) et allemande.

PERRIER : peut-être des bénéfices

de notre correspondant

Perrier ne se pas trop mal, et n'est pas à vendre. C'est, en substance, ce qu'a indiqué M. Gustave Levy, président de la société de Verrières, au cours d'une réunion de presse, mercredi 13 novembre.

Certes, l'augmentation du prix de vente des bouteilles d'eau (12,5 centimes) est inférieure à la hausse des charges (17 centimes). Toutefois, les charges de l'été ont permis de vendre autant de bouteilles que l'an dernier ; des « efforts de production » ont été réalisés ; trois cent cinquante emplois ont été supprimés (8 % du personnel) ; la verrerie qui fabrique les bouteilles du groupe a permis de faire une économie de 1,2 milliard de francs ; les affaires de Verrières-Etat se seraient redressées ; la branche laitière ne ferait plus de pertes. En bref, le groupe devrait dégager un bénéfice net, après amortissements, de 80 à 100 millions de francs. Pourtant, les dirigeants de Perrier attendent de voir évoluer les affaires en 1976 pour décider de la distribution d'un dividende, bien que le holding dispose d'un report de 11,4 millions de francs.

Reste la politique industrielle de Perrier. Le groupe pense à de nouveaux développements à l'étranger. Toutefois, il lui faut régler les affaires en suspens. Genvarin notamment. Félix Potin, qui a une option expirant à la fin du mois sur les actions détenues par Perrier et le Crédit agricole, n'est intéressé que par la Parifarma, circuit de distribution de Genvarin. Pour que l'opération se dénoue, il faut trouver un acquiescement de la branche fromagère. Les Perriers restent. Question de prix ! De même que pour certains prises de participation minoritaires, dont Perrier serait prêt à se déssaisir.

La position américaine avant le «sommet» de Rambouillet

Une première tentative de remise en ordre ?

de notre correspondant

Washington. — Sans s'attendre à des résultats spectaculaires immédiats, les milieux officiels américains accordent beaucoup de crédit à l'initiative française de M. Seligman, conseiller économique de Rambouillet. Aussi bien M. Seligman, conseiller économique du président Ford, a-t-il déclaré que les démocrates industriels et se cherchaient pas tant à aboutir à des accords spécifiques qu'à déterminer jusqu'où elles peuvent aller et comment avancer collectivement dans cette direction.

Dans l'optique américaine, ce qu'on appelle volontiers ici le « sommet » de Rambouillet, a un objectif politique important. Aussi bien vis-à-vis du tiers-monde, mais plus encore peut-être à l'intention de leurs opinions publiques respectives, les leaders des six grands pays

industriels se doivent, dit-on, d'affirmer leur volonté politique de travailler ensemble à des solutions communes des graves problèmes économiques du court et du long terme. Un officiel disait même en privé qu'il s'agissait de « la première tentative d'une remise en ordre collective du monde capitaliste ».

En même temps qu'on minimise d'avance les résultats escomptés de cette rencontre, afin de ne pas créer d'espérance qui seraient déçues, on décide y voir l'ébauche d'un « grand dessein » économique de l'Occident. D'où la nécessité de créer des structures d'inspiration internationale, consultation par des réunions régulières des ministres des finances ainsi que M. Kissinger le suggérait dans son discours de Pittsburgh du 11 novembre.

Une considérable évolution

L'importance donnée à la réunion « au sommet » de Rambouillet est historique. Elle confirme l'évolution de l'attitude officielle. Les premières réactions à l'initiative française avaient été en effet très réservées, particulièrement au département du Trésor. Sur les problèmes monétaires notamment, on ne voyait pas bien à quel point servir le « sommet », sinon à mettre en évidence des divergences de vues franco-américaines. Le département d'État a commencé par M. Kissinger, estimant en revanche qu'il avait peu à perdre et beaucoup à gagner à cette rencontre qui, dans leur esprit, doit peiner la tendance des pays industrialisés à aborder en ordre dispersé les problèmes communs qui les confrontent tous à des degrés divers.

En matière énergétique, M. Kissinger, ainsi qu'il l'a indiqué le 11 novembre, escompte un renforcement de la coopération entre l'Occident et le monde arabe. À ce sujet, le Washington Post se faisait l'écho des rumeurs selon lesquelles « le président Ford pourrait échanger une concession sur le plan monétaire contre une attitude plus positive de la France dans le domaine de la coopération énergétique internationale ».

D'une manière plus générale, on a senti ici qu'en affichant un manque d'intérêt vis-à-vis de l'initiative française, on avait risqué d'encourager les Japonais et à rechercher des solutions « isolées » ne tenant pas compte de la communauté des intérêts de la communauté occidentale. Comme à propos du dialogue avec le tiers-monde, les officiels américains, revenant sur leurs réserves initiales, reprennent à leur compte une initiative française qu'ils entendent contrôler. Néanmoins, on souligne ici que le renforcement de la communauté des pays industriels ne signifie pas une volonté d'affrontement avec le tiers-monde ; à Rambouillet, les Six se contenteront, dit-on, de préparer la conférence de décembre sur la coopération économique internationale sans prendre de décision ni même arrêter des positions qui pourraient affecter les intérêts des pays « pauvres ».

Le Wall Street Journal, après avoir évoqué le « cynisme » qui s'était manifesté à propos de la suggestion d'un « sommet » économique, écrit mercredi qu'il existait « peu de sujets plus importants pour l'Occident que la mise au point d'un mécanisme de coordination économique internationale ». Il recommande aux Six de ne pas se concentrer sur des questions techniques et secondaires comme, par exemple, le rôle précis de l'or, mais de s'intéresser plutôt d'abord à l'établissement d'un contrôle des liquidités internationales de la masse monétaire mondiale et de l'inflation. Enfin, il souhaitait que les chefs de gouvernement se rencontrent périodiquement.

● LE CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL a adopté, le 13 novembre, par 124 voix contre 13 (C.G.T.) et 24 abstentions (dont le C.F.D.T.), un avis condamnant la fin des distorsions particulièrement préjudiciables, dont souffrent les régions frontalières françaises. Il a également approuvé par 113 voix — vingt-quatre conseillers s'abstenant (C.G.T., C.F.D.T.) — un autre avis préconisant le développement des relations commerciales avec la Chine populaire.

● L'INDICE DE LA PRODUCTION française établi en juin 1975 — chiffre révisé — est non à 112, comme il a été écrit dans le Monde du 14 novembre.

● INTERVENTION DE LA POLICE A L'USINE DE TRAITEMENT D'ORDURES DE NANCY. — Les forces de police ont fait évacuer, jeudi 13 novembre, les éboueurs qui étaient en grève avec occupation depuis le 10 octobre ; trois camions-bennes, servis par des non-grévistes, ont pu circuler dans la ville sous la protection de la police.


● LE PREMIER FABRICANT ITALIEN DE PNEUMATIQUES (Pirelli) s'apprête à réduire ses effectifs de mille quatre cent cinquante personnes, sur un total de trente-quatre mille. Pirelli connaît de graves difficultés, qui se sont traduites, l'an passé, par un déficit de 76 milliards de lires (800 millions de francs environ). (A.F.P.)

● La Commission du Marché commun a annoncé officiellement le jeudi 13 novembre qu'elle porterait plainte, avant la fin de la semaine, contre le gouvernement français devant la Cour de justice européenne à propos de la taxe française sur les importations de vins italiens (le Monde du 11 novembre).

La Commission estime que la France ne s'est pas conformée à l'avis motivé qu'elle lui avait envoyé et qui donnait à Paris dix jours pour supprimer cette taxe. (A.F.P.)

“Faites vos congrès en plein cœur de Paris.”

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver : tel. 260.35.11.



Paris-Sheraton Hotel

HOTEL SHERATON MONTPARNASSE
125, rue de la Harpe - 75013 Paris - Tél. 260.35.11

3 escales INÉDITES en Afrique

8 j. en 16 j. en croisière en Afrique Occidentale, Madère et Mer Atlantique

16 départs d'Agadir, du 4.12.1975 au 5.5.1976. SUR LE M.S. FINNPARTNER

8 000 tonnes - Air conditionné - Boutiques hors taxes - Night-club - Casino. Prix Paris-Paris, à partir de 2 570 F (en cabine double) assurance comprise.

Adressez-vous à votre agent de voyages, ou contactez la compagnie directement.

20, rue de la Michodière 75002 PARIS

Veuillez s'abonner, sans engagement de sa part, votre copie de ce journal "Destinée Indivisible"

NOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

Finlines

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A.-ELETROSUL
(Subsidière d'ELETRABRAS)

Aménagement hydroélectrique Salto Santiago

Notice de présélection aux fabricants de ponts et portiques roulants

Centrais Elétricas do Sul do Brasil S.A.-ELETROSUL lancera un appel d'offres international, limité aux fabricants qualifiés dans la présélection objet de cette notice, pour le projet, fabrication, livraison et supervision de montage des équipements suivants pour l'aménagement réferé ci-dessus, situé sur le fleuve Iguaçu, dans l'Etat de Paraná, Brésil :

- Trois (3) ponts roulants de 200 T pour la Centrale, avec rails, accessoires et des barres d'alimentation électrique.
- Un (1) portique roulant de 125 T pour la prise d'eau avec rails, et des accessoires.
- Un (1) portique roulant de 25 T pour l'opération de vannes de l'aspirateur des turbines avec rails et des accessoires.
- Un (1) portique roulant de 60 T.

Pour le paiement des équipements mentionnés ci-dessus, l'ELETROSUL compte utiliser des fonds de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) au moyen d'un emprunt actuellement en négociation.

A cette présélection pourront participer seulement les fabricants ayant leur siège dans un pays membre de la BID et/ou des pays qui puissent être considérés par l'entité financière.

Les « Instructions pour demande de présélection » peuvent être obtenues jusqu'au 12 décembre 1975 à l'adresse suivante :

CENTRAIS ELÉTRICAS DO SUL DO BRASIL S.A. - ELETROSUL - DEPARTAMENTO DE SUPRIMENTOS

Rua da Alfândega, 80 - 2° andar
20.000 - Rio-de-Janeiro - RJ Telex 02122971 - Brésil

LA VIE ÉCONOMIQUE

AVANT LA RÉUNION

POINT DE VUE

Les équivoques d'un « sommet »

Par RENÉ RIBIÈRE (*)

EN cette fin de semaine, à Rambouillet, le président de la République reçoit six chefs d'Etat ou de gouvernement des pays industrialisés les plus considérables du monde.

Cette réunion représente en soi un succès flatteur de la diplomatie présidentielle. Mais la rencontre des plus hauts dirigeants du monde occidental ne sera un événement important que si elle est l'occasion d'aborder la substance des problèmes et non leur apparence. C'est-à-dire les problèmes du long terme et non pas seulement ceux du court terme, comme, trop souvent, nos dirigeants et ceux des autres grands Etats industrialisés ont le tentation de le faire.

Certes, on ne peut faire totalement abstraction des préoccupations du court terme, qui ont provoqué l'initiative française. Les économies européennes connaissent toutes une profonde récession, avec les problèmes aigus d'emploi, et l'atmosphère de crises profondes qui règne en Europe pèse sur les raisonnements de nos gouvernants. Toutefois, l'économie américaine est aujourd'hui dans une situation différente, et pour M. Ford l'initiative, menaçant bien plus que la récession. Les objectifs des dirigeants américains et européens sont donc différents. Il ne peut être question de prendre de nouvelles mesures de relance coordonnées, et c'est sans doute heureux, car le danger principal de l'année prochaine c'est une flambée mondiale d'inflation, et il est nécessaire que les responsables européens aient le courage de la reconnaître. Il ne sortira donc pas du « sommet » de Rambouillet de prescriptions miraculeuses pour rétablir rapidement la santé de l'économie mondiale.

Ce qui est important, dans le « sommet » de Rambouillet, ce n'est pas tant la concertation des politiques conjoncturelles, souhaitable en soi, que ce qui pourra être dit sur les problèmes du long terme tels que ceux de l'énergie, de la monnaie et du commerce. Car il s'agit là de la substance de notre politique et de la mise en jeu des éléments-clefs de notre indépendance.

On ne peut croire, en effet, que Rambouillet puisse être une simple réunion de gentlemen-farmers dans un rendez-vous de chasse. Le « sommet » ne sera pas non plus une agréable méditation sur l'avenir des sociétés industrielles en déclin, conduites sous l'amable houlette de notre président. M. Ford y viendra flanqué de son secrétaire d'Etat et de son ministre des Finances, qui n'ont, ni l'un ni l'autre, la réputation de se prêter gratuitement à des réunions de ce genre.

A-t-on réévalué sérieusement sur les intentions américaines ? Après tout, la charte atlantique, l'année de l'Europe, la conférence de Washington, le controverse sur les responsa-

lités régionales de notre continent, ne sont pas si loin. On dira, bien sûr, que le charme et l'habileté présidentielle ont désarmé la querelle franco-américaine et que les petits dévotionnaires de l'Europe ont accédé à la réconciliation. Mais c'est-à-dire que Washington, ait oublié ses projets de réforme du camp occidental ? Et M. Ford, qui vient de remanier son équipe avec une brutalité de vieux roturier de la politique, ne sera-t-il pas tenté de saisir l'occasion pour obtenir de la France une attitude plus compréhensive ?

Dans le secteur de l'énergie, les Américains poursuivent leur effort d'organisation d'un front des consommateurs face à celui des producteurs. Mais, dans leur esprit, ce front ne sera pas solidé tant que la France demeurera absente de l'Agence de l'énergie, et c'est pourquoi Washington continue de solliciter notre entrée dans cet ensemble. Rien ne serait plus inutile ni plus contradictoire avec notre politique passée que de leur donner satisfaction. Il n'est de l'intérêt de personne, ni des producteurs ni des consommateurs, que nous rejoignons l'Agence. Ce serait renoncer à notre position de médiateur entre les deux fronts sans obtenir aucun avantage, car cette organisation des consommateurs souffrirait d'une faiblesse fondamentale : l'absence d'une politique énergétique américaine.

Tant que les Etats-Unis, qui se posent en leader du monde occidental, ne se décideront pas à faire un effort sérieux pour mettre en exploitation leurs ressources propres, tant qu'ils continueront à dépendre de l'étranger pour leur approvisionnement, la crise de l'énergie persistera dans le monde entier. C'est de cela qu'il devrait s'agir à Rambouillet et non pas de quelques subtils arrangements de procédure. Si quelques résultats significatifs devaient sortir du « sommet », ce devrait être celui-là, et nous y applaudirions sincèrement.

Il en va de même pour les affaires monétaires : l'absence de quelque discipline que ce soit dans le système monétaire international, la généralisation des changes flottants, sont à l'origine de la crise d'inflation que nous avons connue, et les mêmes causes reproduiront les mêmes effets en 1976 ou 1977.

La mobilité limitée du système des parités en faveur de laquelle M. Giscard d'Estaing s'est prononcé dans une récente déclaration à un journal du matin relève toujours du même alibi et du même verbiage que celui qui a déjà porté tant de fruits amers et n'y changera rien.

Le problème aujourd'hui n'est pas de négocier un précaire arrangement sur le cours du dollar par rapport aux monnaies européennes pour

accroître quelques exportations au mal de commandes. Il est d'obtenir des Américains qu'ils acceptent de faire un pas vers la reconstitution d'un système monétaire international viable. Mais le dogmatisme de Washington est si fort que nous n'avons guère de chances de nous en sortir.

En matière commerciale, le long terme doit aussi s'imposer sur le court terme. Il n'est guère utile de s'élever contre le protectionnisme américain grandissant, si ce n'est pour le procès-verbal. En année électorale, la candidate Ford ne prendra aucun engagement qu'il ne puisse oublier et les industriels lui marchandant leurs votes. Ce qui est capital, c'est que la France n'ayopthèque pas l'avenir en acceptant que le libre-échange s'étende au commerce des produits agricoles et que les principes de la politique communautaire, s'il n'est remis en cause, car c'est bien là l'objectif des fermiers du Middle-West et celui des industriels allemands ou anglais.

Or nous ne pouvons compromettre le développement d'un secteur essentiel pour nos exportations et pour la sécurité alimentaire de l'Europe. Qui ne voit en effet que l'existence d'une puissante capacité de production agricole en France est un atout essentiel si la demande solvable de céréales doit dépasser durablement l'offre ? Ne sommes-nous pas les seuls à avoir tiré de l'accord soviéto-américain de livraisons de céréales sur cinq ans ?

An total, le « sommet » de Rambouillet conduit à se poser deux questions importantes sur le diplomatisme présidentiel.

D'une part, l'initiative de M. Giscard d'Estaing peut être rapprochée

de celle prise il y a un an pour le « sommet » européen de Paris. En convoquant un forum de haut niveau, où notre position particulière, sinon isolée, sera manifeste, et sans qu'apparaissent préalablement une volonté de concertation chez nos interlocuteurs, ne prend-on pas gratuitement le risque d'être amené à faire des concessions de fond, en contrepartie de la satisfaction de prestige consentie par les partenaires ?

D'autre part, et surtout, n'y a-t-il pas dans la convocation de ce « sommet », qui réunit cinq Etats membres de la C.E.E., le reflet d'un profond scepticisme à l'égard des chances de développement d'une unité européenne véritable ? Il est grave que la France ait pris l'initiative de substituer ce qui fait bien appeler une concertation atlantique, dans les formes voulues par les Etats-Unis, aux procédures européennes normales.

N'est-il pas à cet égard significatif que le « sommet » de Rambouillet se tienne avant celui des cinq Etats membres de la C.E.E. ?

Le risque de pareille malentention, le nous demande, et il ne s'agit pas de le souligner, est de voir dans cette invitation au calendrier un indice supplémentaire de la priorité donnée par le président de la République, bien qu'il en défende, à la coopération avec les Etats-Unis sur la coopération européenne.

Depuis cinq ans et quelques jours, l'habitude a été prise de dissimuler le verbe, et de ne le révéler que lorsqu'elle a pris un caractère avoué. J'ai bien peur qu'il ne soit pas dérogé à cette règle les 15 et 16 novembre.

Dans les deux, il se fera bien un « sommet » à Rambouillet, mais ce sera celui de l'équivoque.

(*) Dégusté du Val-d'Orléans ex-UDR, membre du Mouvement des démocrates (animé par M. Jobert).

CORRESPONDANCE

L'absence du Canada

M. André Plagnol, administrateur-directeur général de la Banque canadienne nationale (Europe), nous écrit :

Le refus du gouvernement français d'inviter le Canada à participer au « sommet » monétaire de Rambouillet, est, d'un point de vue économique, tout à fait compréhensible. Rien ne semble justifier cette attitude.

Le Canada est devenu au cours de la dernière décennie l'un des pays les plus riches du monde. Le revenu national brut par habitant est le deuxième du monde (si l'on excepte certains Etats du golfe Persique dont les revenus bénéficient, provisoirement de l'afflux des recettes en provenance du pétrole) et le système bancaire canadien est le troisième système mondial, après

celui des Etats-Unis et de l'Angleterre.

La richesse du sous-sol canadien, l'imposante du pays, ses remarquables performances agricoles, seraient d'autres raisons, d'ordre économique, de l'inviter à Rambouillet.

Mais il y a aussi le côté politique de cette affaire. Il paraît inconcevable de convoquer une conférence pour la réorganisation des circuits monétaires internationaux sans amener aux pays en voie de développement. Or, il n'y a pas un pays qui trouve auprès d'eux un écho favorable, c'est bien le Canada, qui jouit d'un rôle privilégié auprès du tiers-monde, au-delà par la sympathie qu'il inspire que par les aides financières et intellectuelles qu'il distribue. Ceux qui voyagent en Asie, en Amérique du Sud ou en Afrique sous le drapeau canadien savent bien quel accueil ils reçoivent, accueil envié par la plupart des autres pays.

Ce rôle est ignoré de l'opinion publique internationale. La décision que le Canada impose à ses interventions est la raison même de leur succès. Je passe sous silence l'action pacifique de l'armée canadienne pour le compte de l'ONU.

Le Canada sera, sans l'ombre d'un doute, l'une des grandes puissances politiques et économiques du XXI^e siècle.

Toutes ces raisons rendent surprenante la décision de maintenir le refus d'inviter le Canada à Rambouillet.

Face à un Salon qui ne remplit pas son rôle

La Fnac fait le point sur les caméras super-8 sonores

Si l'avenir appartient au cinéma sonore (et cela va de soi), pourquoi le très officiel Salon de la photo et du cinéma ne présente-t-il que 16 caméras super-8 sonores sur les 25 existant actuellement ?

Kodak n'est pas là. Agfa non plus. Et Chinon pas davantage...

Ce qui revient à dire qu'on délivre au Salon de la Porte de Versailles une information incomplète et périmée -

à moins qu'on ne l'ait voulu dirigée.

Chinon, par exemple, fabrique des caméras super-8 sonores qu'il vend sous sa marque. Mais d'autres « fabricants » (et non des moindres) se contentent d'acheter à Chinon une part de sa production pour la vendre sous leurs marques (plus cher, bien entendu).

Or ces faux fabricants sont au Salon. Et l'on veut oublier Chinon.

Et c'est pourquoi la Fnac a organisé un contre-Salon des caméras super-8 sonores. Pour que le public puisse vraiment faire le point. Pour qu'il dispose de toute l'information à laquelle il a droit.

Il existe 25 caméras super-8 sonores ?... Elles sont (en avant-première parfois) toutes présentées à Fnac-Etoile. Et en disant sur chacune toute la vérité.

Jusqu'au mercredi 10 décembre, à Fnac-Etoile
26, avenue de Wagram, Paris 8^e. Du mardi au samedi, de 10 h à 20 h ; nocturne le mercredi jusqu'à 21 h.

DARO VOYAGES

24, rue Bayard, PARIS (8^e)
Tél. : 260-28-84

présente son programme 1976-1976

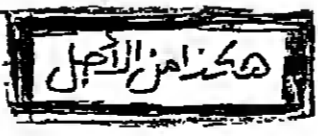
MEXIQUE, GUATEMALA
décembre, février, août

REPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE (Pékin-Shanghai), février

RE-CENTENAIRE ETATS-UNIS
avril, juillet

KENYA-TANZANIE, avril, août

DINERS SPECTACLES



LA VIE ÉCONOMIQUE

DE RAMBOUILLET

Realpolitik et solidarité internationale

(Suite de la première page.)

Retenons quelques chiffres, résumés soulignés par M. Witte...

c'est-à-dire soumis à une forte concurrence étrangère, Raymond Comblès (2) pense qu'un régime de changes flottants...

compte tenu de la capacité d'organiser une régulation contrôlée de l'économie mondiale (4)...

transferts de capitaux, etc. De qui est aussi valable pour les relations États-Unis-Europe...

Le « chant du monde »

Cet esprit soufflera-t-il après la rencontre de Rambouillet, la première du genre ? Sans doute...

P.U.R.S.S. et les États-Unis, ou un mélange d'intérêts et de principes moraux (dialogue Nord-Sud)...

PIERRE DROUIN.

Quant au secteur bancaire international privé, ses activités se sont développées à une cadence...

Depuis la fin de 1974, l'interdépendance des nations occidentales s'est accrue du fait d'une plus grande dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole...

Les masses médias contribuent à unifier les comportements des agents économiques, qui, du même coup, sont de plus en plus...

Il y a à dire, au reste, que l'impulsion d'un État, c'est sa contribution à la propagation du désordre. Il n'est pas de l'ordre d'insister sur la part des États-Unis dans la détérioration du système monétaire international...

L'affrètement des pouvoirs étatiques

Que constate-t-on face à ces courants qui portent à une interdépendance accrue ? Une puissance accrue des États — même du plus fort, en l'occurrence l'Amérique — à influencer...

très mal la matière imposable des firmes multinationales (on commence enfin à s'en aviser en France). Ces grandes sociétés dévient leurs propres banques...

Après avoir repéré ces domaines où un pouvoir privé se substitue à l'autorité, M. Albert Meister écrivait (3) : « Il faut se demander si les États nationaux ne sont pas en passe de devenir de simples de sous-systèmes territoriaux du système transnational. »

Il y a à dire, au reste, que l'impulsion d'un État, c'est sa contribution à la propagation du désordre. Il n'est pas de l'ordre d'insister sur la part des États-Unis dans la détérioration du système monétaire international...

« La loi et les prophètes »

Le moins que l'on puisse demander aux chefs d'État et de gouvernement qui vont se retrouver le 15 novembre au château de Rambouillet, c'est de ne plus...

l'engagement en 1974 (et celui-ci a été renouvelé en 1975) de se concerter pour éviter le recours à des mesures protectionnistes. Ce Trade Pledge (engagement de commerce) comme on l'appelle, doit rester « la loi et les prophètes » de la stratégie économique occidentale...

Mais il faudrait être un peu plus conscient des changements de mentalité que cela implique de plus en plus. Le « colbertisme » qui pousse les États à tout faire pour exporter au maximum et pour importer le moins possible...

La seule façon de repousser les sirènes du protectionnisme, c'est précisément de coordonner davantage les politiques économiques. On peut se demander, écrivait récemment M. Thierry de Montbrial, si les échanges commerciaux n'ont pas d'ores et déjà été beaucoup trop lents.

PEAUX LAINÉES POUR LUI... LA VOGUE... boulevard des Italiens, PARIS 19...

NEW ISSUE October 14, 1975 U.S. \$ 30.000.000 EUROPEAN COAL AND STEEL COMMUNITY ("ECSC") 9 1/2 per cent. Notes due 1st November, 1980

RÉPUBLIQUE IRAKIENNE Ministère de l'Agriculture et de la Réforme Agricole ADMINISTRATION AGRAIRE DU KHALIS PROJET DU KHALIS INFÉRIEUR AVIS D'APPEL D'OFFRES

(Avis financier des sociétés)

All these Notes have been Sold. This announcement appears as a matter of record only. NEW ISSUE October 14, 1975 U.S. \$ 30.000.000 EUROPEAN COAL AND STEEL COMMUNITY ("ECSC") 9 1/2 per cent. Notes due 1st November, 1980

DM SPECTA... DNE SPECTA...

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

UN ENTRETIEN AVEC LE NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA F.A.O.

Les pays du tiers-monde ne veulent plus se contenter d'une simple assistance, nous déclare M. Saouma

M. Edmond Saouma, de nationalité libanaise, qui a été élu le 10 novembre directeur général de la F.A.O. (la Mande) du 12 novembre, entend donner « une nouvelle dimension » à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture qu'il prendra en charge le 1er janvier prochain. Il expose, au cours d'un

entretien avec Robert Solé, dont on lira la discussion à compte rendu, les moyens qu'il préconise pour atteindre cet objectif : un appui entier au Fonds international de développement agricole ; un réajustement des rapports entre la F.A.O. et la Banque mondiale ; une plus grande diversification des sources de financement et le déblocage

de crédits, progressif à la F.A.O. pour certaines interventions sur le terrain. M. Saouma souhaite, dans le même temps, « raviver l'esprit qui a précédé la création de la F.A.O. », améliorer les rapports entre le secrétariat et les gouvernements, et favoriser un dialogue entre pays développés et pays en voie de développement.

De notre correspondant

Rome. — « Je commence mon mandat dans de bonnes conditions... » Visiblement satisfait du vote massif et sans précédent dont il a bénéficié au deuxième tour de scrutin, M. Saouma s'enfonce un peu plus dans son fauteuil. Mais il le quitte très vite, car cet homme énergique ne tient pas en place. On le sent désireux de saisir le taureau par les cornes, malgré la nécessaire prudence de son quinquagénaire fonctionnaire.

« Il faut que la F.A.O. prenne une nouvelle dimension. Jusqu'à présent, en raison de ses moyens limités (80 % du budget couvrent les salaires des fonctionnaires, le reste étant consacré aux voyages, réunions et publications), l'Organisation a surtout été un forum international pour l'échange d'idées. Elle fait des études globales, des statistiques, formule des recommandations ou des avis, cherche à influencer des politiques, voire à en proposer... Mais elle n'est pas engagée dans l'action agricole proprement dite, dans le cadre de son programme régulier, puisque son rôle est d'assistance technique sur le terrain est financé — et dans une certaine mesure dirigé — par un organe extérieur, le FNVD (1). »

Obtenir des crédits d'intervention

M. Saouma a un projet plus ambitieux. Il n'est pas normal, selon lui, que la F.A.O. ne dispose en propre d'aucun crédit consistant, « tant pour des activités opérationnelles que pour des dépenses urgentes et imprévues ». Pourquoi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture ne jouirait-elle pas des mêmes facilités que l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), laquelle a le droit d'intervenir, par exemple, en cas d'épidémie ?

« A côté des ressources importantes qui consisteront à être achetés par l'intermédiaire de la F.N.U.D. à New-York, il serait souhaitable que la F.A.O. dispose de ressources propres sur lesquelles elle aurait un contrôle direct, pour pouvoir affronter des situations urgentes et, au-delà, disposer d'une certaine autonomie dans le choix et la définition des projets. »

M. Saouma demande qu'on le comprenne bien : « Il ne s'agit pas de prendre la place de l'assistance technique ; ce budget opérationnel interviendrait à des opérations limitées, à court terme, préparant des opérations plus importantes, qui seraient prises en charge par le Fonds de développement agricole ou par le FNVD. »

M. Saouma ouvre une parenthèse avant de poursuivre l'exposé de ses projets : « Nous sommes entrés dans une ère de

La nouvelle dimension implique d'abord, selon M. Saouma, la mise en place rapide du Fonds international de développement agricole (FIDA), proposé il y a un an, lors de la conférence de l'alimentation, et qui pourrait devenir une véritable banque pour le tiers-monde. « Nous sommes disposés à lui fournir tout le soutien technique : de la conception des projets agricoles à leur exécution. Nous pourrions être les véritables intermédiaires entre les pays du tiers-monde et ce Fonds. Cela implique une coopération avec le nouvel organisme et des restaurations au sein de la F.A.O. »

La Banque mondiale ne remplira-t-elle pas déjà cette fonction ? « En partie seulement. Elle n'est pas spécialisée dans l'agriculture et ses critères sont parfois trop restrictifs. Le Fonds la compléterait sans la concurrencer. Il existe d'ailleurs depuis deux ans une coopération entre la Banque mondiale et la F.A.O. » Mais le moment serait peut-être venu de « réviser ces accords » pour les mettre en harmonie avec les nouveaux développements intervenus, note le successeur de M. Boerma.

crise alimentaire qui est devenue un péril permanent. Bien que des conditions climatiques assez favorables aient permis cette année des récoltes relativement bonnes, dans certaines régions critiques — je pense notamment à une bonne partie des pays du Sahel et de l'Asie des moussons — la situation reste, à moyen terme, périlleuse. Il est inacceptable que la vie de millions d'hommes continue à dépendre des caprices du temps. »

Dans l'immédiat, il sera nécessaire de poursuivre une politique d'aide alimentaire d'urgence et, selon M. Saouma, la F.A.O. continuera à intensifier ses efforts dans ce sens. « Toutefois, les pays du tiers-monde ne peuvent et ne veulent plus se contenter d'une simple assistance, assistance technique et sur la programmation de laquelle ils n'ont que peu d'influence. A ce concept dépassé, ils veulent substituer celui d'une coopération sur une base d'égalité qui leur donnerait le moyen d'améliorer leur développement de l'intérieur et de le conduire conformément à leurs grandes options politiques. »

Plus précisément, il est indispensable que les pays du tiers-monde soient à même d'augmenter de façon massive leur production agricole. « Car ils ne sauraient éternellement dépendre du bon vouloir de quelques pays qui disposent de larges surplus. Ils ne peuvent non plus accepter de voir leurs ressources en devises drainées par les achats de vivres qu'ils doivent effectuer à des cours exorbitants de céréales brutalement pour des raisons qui leur sont totalement étrangères. »

Le nouveau directeur général de la F.A.O. n'est pourtant pas un partisan de l'isolement. « Je ne crois pas à la nécessité de la confrontation entre pays développés et pays en voie de développe-

ment. Un dialogue, en revanche, me paraît possible et nécessaire. Il est dans l'intérêt des deux groupes de s'entendre et je m'efforcerai à favoriser cette rencontre sans être ni l'arbitre, ni le catalyseur, mais le trait d'union. » L'élan d'un dialogue nord-sud n'est-elle pas un signe positif ? M. Saouma souligne « la remarquable cohésion des pays du tiers-monde », qui s'est manifestée, dit-il, lors de la conférence de Lima, durant la récente session spéciale de l'Assemblée générale des Nations unies sur le développement et, jusqu'à présent, à l'occasion de son direction. « Dans le même esprit, il va sans dire que je souhaite que la prochaine conférence de Paris sur l'énergie et les matières premières conviennne une nouvelle étape importante de cette politique de concertation constructive. C'est donc avec un très grand plaisir que j'ai noté que son nombre sans cesse croissant de pays développés, au premier rang desquels la France, se sont engagés avec courage dans une telle politique de dialogue et de

Trois axes de changement

M. Saouma ne se montrera pas plus explicite. A propos des « changements nécessaires », il se contente de citer trois grandes directions qui orienteront ses efforts. Première direction : « établir des relations plus étroites et plus continues entre le secrétariat et les gouvernements, pour faire en sorte que le secrétariat soit bien, comme il se doit, le fidèle serviteur des pays membres et, en particulier, de ceux qui ont le plus urgent besoin de son aide ». Toutefois, si le secrétariat doit se montrer respectueux de la souveraineté des pays membres, les gouvernements, de leur côté, devraient être « moins sceptiques à l'égard du directeur général et laisser les mains libres à l'exécution de la F.A.O., notamment pour des questions de gestion interne ». Deuxième direction : « Réorienter, et si nécessaire, élargir, les programmes de la F.A.O. pour donner la priorité à des actions concrètes, d'un intérêt pratique immédiat, en évitant tout académisme. » Enfin, le nouveau directeur général veut faire en sorte que l'Organisation aille renouer « ces

coopération, et m'ont apporté leur appui. » Revenons à la F.A.O. On prête au nouveau directeur général l'intention de procéder à des changements d'hommes et de méthodes. « Pour mieux adapter l'organisation à sa tâche, répond-il, je serai naturellement amené à proposer des ajustements tant dans les programmes que dans les structures de cette maison. Je voudrais toutefois qu'il soit bien clair que de tels changements ne peuvent être introduits que progressivement, la taille même de cette organisation rendant impossible des virages par trop abrupts. » De manière plus générale, M. Saouma estime que « l'esprit qui a présidé à la création de la F.A.O. mérite d'être revu ». Il parle « d'entraide, de coopération », souligne que l'ambition d'un organisme chargé de promouvoir le développement économique ne peut être celle d'une entreprise commerciale. « Nous devons, dit-il, écarter de cette maison tout ce qui peut éloigner de l'activité essentielle de la F.A.O. »

trouve la place qui n'aurait pas dû cesser d'être la norme au sein des systèmes des Nations unies et dans le concert international ». Ce dernier point suggère également une question : quels seront les rapports de la F.A.O. avec le Conseil mondial de l'alimentation ? Reconstruite-t-elle à ce nouvel organisme la compétence politique pour se limiter, elle, à des activités techniques ? Un éclair de malice passe dans le regard de M. Saouma. « Il faudrait définir les rôles. La F.A.O. aurait été un organe politique. »

ROBERT SOLÉ

le moins cher des moteurs de vente

Offrir un voyage à ses clients, c'est leur faire un cadeau très apprécié, pour un investissement fort modeste. La formule « voyage de groupe » permet en effet d'obtenir un prix de revient par participant deux à trois fois moins élevé que celui d'un voyage individuel.

Partez vers un horizon neuf avec les plus dynamiques de vos clients. Vous découvrirez leur personnalité, ils apprendront à apprécier la vôtre. Rien de tel que ce contact direct, loin du téléphone et des affaires, pour, en toute tranquillité, parler affaires et augmenter vos ventes. Une équipe dynamique de spécialistes est à votre disposition pour réaliser sur mesure le voyage d'affaires, idéal de votre entreprise. Consultez-les.

INCENTOUR

Pour recevoir INCENTOUR 76,16 pages toutes en couleur, renvoyez ce bon après l'avoir rempli. CENTRE DE VOYAGES 1, rue du Louvre, Paris 1^{er} tél. 260.37.60.

nom.....
société.....
adresse.....

CHALET DES ENFANTS

Dominicales de la Présentation 1831 Les Sciences SUISSE 76496. 1941/23-11-23.

Vacances scolaires Noël et Pâques Sports d'hiver Garçons 5 à 19 ans Filles 5 à 14 ans Voyages organisés en trois départs Paris.

Il existe des bijoutiers de famille comme il existe des médecins de famille, nous sommes de ceux-là

GODEHOT ET PAULLET

Diamantiers DEPUIS 1829

ACHAT - VENTE - EXPERTISE

86, AVENUE RAYMOND-POINCARÉ, PARIS 16^e MÉTRO V-HUGO 727-34-80 PARKING FOCH

Chez Duriez, le calculateur Hewlett-Packard HP-21

5 registres de mémoire - 20 fonctions scientifiques préprogrammées, notation scientifique, deg, rad.

630 F t.t.c.



DURIEZ 132, bd St-Germain, 75006 Paris tél.: 325 43.31 et 325 78.96

HEWLETT PACKARD

Alexei STADNITCHENKO
LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

Une analyse marxiste léniniste des causes et de l'essence de la crise qui frappe le système financier du capitalisme. Relié toile sous jaquette Format 11 x 18 - 315 pages 13-F

M. MAXIMOVA
LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE L'INTEGRATION CAPITALISTE

Analyse des causes, des forces motrices, des formes et mécanismes de l'intégration capitaliste. Relié sous jaquette Format 11 x 18 - 418 pages 12-F

Distributeur : ODEON DIFFUSION 146, rue du Fy Peissonière - 75018 PARIS

Si vous désirez recevoir GRATUITEMENT et ANONYMEMENT les Rapports Annuels des Sociétés qui vous intéressent retournez ce bon à la Centrale de Diffusion d'Informations Financières

CEDIF, 19, Av. Victor-Hugo - 75116 PARIS

NOM.....
Adresse.....

est intéressé par la proposition de la CEDIF

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

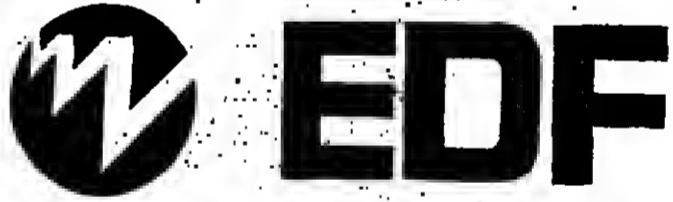
GRUPE PALUEL-MARMONT
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS - S
26, boulevard d'Italie - MONTE-CARLO

La situation comptable, arrêtée au 1^{er} octobre 1975, fait ressortir les éléments suivants :

Total du bilan F	803 840
Total des portefeuilles (titres et placements d'office) F	486 472

Le portefeuille en capital est garanti par hypothèques premier rang ou privilèges de vendeur. Dépôts à terme de la clientèle, y compris les libellés rattachés au compte Epargne SOBI..... F 231 065

La prochaine situation trimestrielle paraîtra courant janvier 1976, situation mensuelle paraîtra le premier vendredi de chaque mois au Jo. officiel de la Principauté de Monaco.



ELECTRICITÉ DE FRANCE

Siège social : 2, rue Louis-Murat - 75008 PARIS

EMPRUNT

10,20 %

NOVEMBRE 1975

de 1.700 millions de francs

représentés par 1.700.000 obligations d'une valeur nominale de 1.000 francs

prix d'émission : le pair soit F. 1.000 par obligation

remboursement : au pair le 2 décembre 1990

date de jouissance : 2 décembre 1975

taux de rendement actuariel brut :

Intérêt par obligation :

40,24 F payables le 25 avril 1976
102 F payables le 25 avril des années 1977 à 1989
163,76 F payables le 2 décembre 1990

10,12 %

SOUSCRIPTIONS :

Les souscriptions sont reçues aux caisses désignées ci-après, dans la limite des titres disponibles chez chacune d'elles :

- Comptables du Trésor et des Postes et Télécommunications ;
- Caisses d'Épargne ;
- Caisse Nationale de l'Énergie ;
- Banques et tous Intermédiaires agréés par la Banque de France.

LA CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE EST CHARGÉE DU SERVICE DE L'ÉMISSION

L'admission des obligations du présent emprunt à la cote officielle (Bourse de Paris) sera demandée.

1941/23-11-23

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Marché bien orienté
Le marché de Paris a été bien orienté...

LONDRES

Le marché est calme et tendrait à l'ouverture...

NEW-YORK

Après une ouverture en hausse, le marché a continué...

Table with columns: VALEURS, CLOTURE, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 13/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 13/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Table with columns: VALEURS, COURS, DIFFER. 12/11, 14/11

Main financial data table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

LA CRISE MONÉTAIRE DU SYSTÈME CAPITALISTE

LES PROBLÈMES FONDAMENTAUX DE LA CRÉDIBILITÉ

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

BOURSE DE PARIS - 13 NOVEMBRE - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Valeurs françaises, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PHILIPS - Pour les neuf premiers mois de 1975...

Taux du marché monétaire

Table with columns: Taux du marché monétaire, 12/11, 14/11

BOURSE DE PARIS - 13 NOVEMBRE - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

INDICES QUOTIDIENS

Table with columns: INDICES QUOTIDIENS, Valeurs françaises, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

PHILIPS - Pour les neuf premiers mois de 1975...

Taux du marché monétaire

Table with columns: Taux du marché monétaire, 12/11, 14/11

BOURSE DE PARIS - 13 NOVEMBRE - COMPTANT

Table with columns: VALEURS, Cours, Dernier cours, etc.

MARCHÉ A TERME

Main table for 'MARCHÉ A TERME' with columns: VALEURS, Précéd. clôture, Dernier cours, etc.

COTE DES CHANGES

Table with columns: COTE DES CHANGES, MARCHÉ OFFICIEL, etc.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table with columns: MARCHÉ LIBRE DE L'OR, MARCHÉ OFFICIEL, etc.

ENERGIE L'EMISSION

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AFRIQUE
- 2-3. EUROPE
- 3-4. DIPLOMATIE
- 5. Océan Indien
- 5. AMÉRIQUES
- ASIE
- CHINE : une heptade persécutée limogée en 1967 est réhabilitée.
- 6-7. Proche-Orient
- Le Soudan n'a pas de rôle unique à jouer pour promouvoir la coopération afro-arabe, déclare le président Nemeiry.
- 8 à 11. POLITIQUE
- 12-13. JUSTICE
- Donc l'Alger, au chef d'entraîneur est décapité après un accident mortel du travail.
- 13. SPORTS
- 14. ARMÉE
- Des procès de vus sur le syndicalisme militaire : « Pour que le débat s'ouvre », par J. Moreau ; « Où en est-on ? », par A. Foinac et V. Surget.
- 15. ÉDUCATION
- 16. RELIGION

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS
Pages 17 à 24

- Partir d'Orient dans le fatouche Montmartré.
- Les Grecs aussi brandent leurs drapeaux.
- Côté de la Normandie.
- Vacances de neige.
- PLAISIRS DE LA TABLE : Côté de la Bretagne.
- ANIMAUX : il n'y aura pas toujours des vacances.
- ÉPIGRAMES : Le cheval des antipodes.
- Mode ; Météo ; Jeux ; Philatélie.

26. ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

28 à 30. ARTS ET SPECTACLES

- MUSIQUE : les magistrats de l'Opéra-Studia.
- FORMES : cent graveurs et un poète.

34 à 38. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Avant la réunion de Rembrandt : « Les écrivains d'un sommet », par René Ribière.
- AGRICULTURE : le revenu moyen des paysans baisserait de 3,6 % en 1975.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (28)
Annonces classées (31 à 34) ; Aujourd'hui (37) ; Carnet (32) ; Le Journal officiel (33) ; Lorraine nationale (27) ; Médiologie (27) ; Mots croisés (27) ; Finances (39).

Pour louer une voiture en Espagne, réservez chez Europcar au : 645.21.25

L'état du général Franco est stationnaire

Madrid (A.P.). — Le général Franco a passé une nuit calme et n'a pas été victime d'une nouvelle hémorragie, annonce le bulletin médical publié à Madrid, vendredi matin 14 novembre.

On ajoutait que le Cardillo semblait avoir surmonté momentanément la crise de ces derniers jours. Depuis le 3 novembre, 50 litres de sang lui ont été transfusés.

D'autre part, le conseil des ministres s'est réuni vendredi matin au palais de la Zarzuela, sous la présidence du prince Juan Carlos. Il évalue une série de mesures destinées à stimuler l'économie.

Un antifranquiste est soigné dans le même hôpital que le Caudillo

Un jeune étudiant antifranquiste arrêté le 29 octobre par la sécurité nationale est soigné dans le même hôpital que le général Franco, rapporte la presse de Madrid.

SEPT APPELÉS DU RÉGIMENT DE BESANÇON SONT EMPRISONNÉS A METZ

Sept appelés du 19^e régiment de génie à Besançon ont été transférés dans des locaux disciplinaires de la garnison de Metz, selon la nouvelle information pour les droits du soldat (L.D.S.) qui est à l'origine de la décision de créer une section syndicale dans cette unité.

L'autorité militaire ne fait aucun commentaire sur cette information. Toutefois, de bonne source, à Paris, on a appris que l'intention du ministre de la Défense, en ce domaine, est d'arrêter de s'en tenir à une position réformatrice.

Un soldat du contingent, selon les textes en vigueur, peut être sanctionné, pour les cas les plus graves, de trente jours d'arrêts de rigueur, qui sont réhabilités de droit, au 60^e jour d'arrêt. Toutefois, lorsqu'il est appelé continuellement, dans la journée, à participer à l'activité de son régiment, le 15^e régiment de génie, a écrit au colonel commandant le 19^e régiment de génie pour lui demander quelle était exactement la situation juridique des personnels sanctionnés de Besançon.

D'autre part, à Dijon, un soldat de la compagnie divisionnaire rattachée au 27^e régiment d'infanterie a été, selon l'information pour les droits du soldat, puni de soixante jours d'arrêts pour avoir diffusé un tract en faveur de la création d'un syndicat. Il a été incarcéré à la caserne Joffre.

● L'Académie française a enregistré, jeudi, une troisième candidature au fauteuil de Robert Aron : après celles de MM. Gabriel Delannoy et André Fauriol, celle de M. Albert Naud. Elle a décerné le prix Jean-Leduc (10 000 F) au Chat et la Souris, de Claude Lelouch.

● L'équipe de France de football contre la Belgique. — Voici la composition de l'équipe de France de football qui rencontrera la Belgique, en championnat d'Europe des nations, samedi 15 novembre, à 20 h. 30 au Parc des Princes : Barthelemy, Domenech, Orlandone, Tresor, Bracon, Michel, Guillou, Huck, Rocheteau, Coste, Eznou.

LE GOUVERNEMENT DÉPOSE SON PROJET DE LOI SUR L'ABAISSEMENT DE L'ÂGE DE LA RETRAITE

M. Durafour, ministre du travail, doit déposer, ce vendredi après-midi 14 novembre, les projets de loi relatifs à la réduction de la durée du travail (abaisssement du plafond des heures supplémentaires autorisées au-delà de quarante heures) et à l'abaissement de l'âge de la retraite à taux plein. La première étape, pour cette dernière mesure, indésirable, on le sait, les travailleurs manuels.

QUARANTE-CINQ SALARIÉS SEULEMENT RESTERONT EN PLACE APRÈS LA FERMETURE DES USINES NORMANDES DU GROUPE BOUSSAC

La direction des usines Boussac a adressé ces derniers jours, comme prévu depuis le 2 septembre (le Monde du 4 septembre), une lettre de licenciement à la majeure partie des salariés des entreprises normandes du groupe encore en activité à Bolbec, Lillebonne et Caudebec-en-Caux (Seine-Maritime).

Sur les neuf cent quatre-vingt-quatre personnes dont le licenciement avait été envisagé cet automne, quarante-cinq seulement conserveront un emploi dans ces usines, dont la fermeture est décidée pour fin 1976. Elles seront occupées pendant une année au plus, au gardiennage, à l'entretien des bâtiments — avant la vente éventuelle des locaux — et au rachat éventuel de la filière de Lillebonne par une entreprise de la région parisienne qui, avec le concours de la DATAR, accepterait — si elle obtient les crédits nécessaires auprès des banques — de convertir cette unité normande en fabrique de joints de plastiques pour l'industrie automobile. Un accord pourrait alors être signé pour l'embauche de quarante-cinq anciens salariés de Boussac en dix mois à partir de mars 1976.

Les préavis de licenciement expirent dans deux mois.

M. DE LATOUR A FREETOWN

Le même Journal officiel annonce la nomination de M. Jehan de Latour comme ambassadeur à Freetown (Sierra-Léone), en remplacement de M. André Mahoudeau-Campoyer.

M. de Latour, entré dans la carrière diplomatique en 1948, a été nommé ambassadeur à Freetown en 1964. Il a été nommé ambassadeur à Freetown en 1964. Il a été nommé ambassadeur à Freetown en 1964.

● A Mannheim, M. M. Brandt et Schmidt ont été réélus, ce vendredi 14 novembre, respectivement président et premier vice-président du parti social-démocrate allemand. Ils ont obtenu, tous les deux, 407 suffrages ; mais, neuf délégués ont voté contre M. Brandt et quatre contre M. Schmidt. Le second vice-président, M. Hans Koschnick, bourgmestre de Brême, a été élu par 391 voix sur 408, à la place de M. Kühn, ministre-président de Rhénanie-Westphalie. — (Corresp.)

Paul VI et le conclave inchange

Statu quo et service de l'avenir

Entre le document de Paul VI sur le conclave, qui vient d'être rendu public (le Monde du 14 novembre), et l'encyclique sur la régulation des naissances du 25 juillet 1968, il y a eu un cas comme dans l'autre, et de consultation, le pape a choisi le statu quo contre le réformisme attendu, espéré ou redouté. Autrement dit, il a dit non à la modification de la composition du conclave qui demeure ainsi réservé aux seuls cardinaux.

A l'heure où le caractère radical des changements sociaux semble appeler de la part des institutions d'importance modeste, ou structurel, l'Eglise de Rome, par peur de céder au vertige ou à la surenchère des mutations, semble se recueillir sur elle-même et vouloir affirmer vigoureusement sa fidélité au passé. Un troisième exemple est sur toutes les lèvres : le maintien de la loi du célibat ecclésiastique.

En l'occurrence, modifier les modalités de l'élection du pape apparaissait comme un changement considérable, au moins pour les initiés. La délimitation même du pape en aurait été, en effet, affectée. Le pape n'est pas le président-directeur général d'une association multinationale : il est d'abord l'évêque de Rome et, comme tel, le premier des évêques, ayant un ministère d'unité à assumer. Le pape n'est pas un élu par le peuple, mais un élu par Dieu. Il est élu par Dieu et non l'inverse. On voit donc mal de ce point de vue pourquoi le faire élire par d'autres que ses propres diocésains : les cardinaux — par une fiction juridique il est vrai — en sont. Telle est la conception de l'Eglise, vieille comme elle. Mais le droit n'est pas seul en cause. Les fonctions universelles du pape sont-elles un argument pour que des prélats tous égaux entrent au conclave ? Beaucoup l'ont cru — et notamment le cardinal Suenens, archevêque de Mal-

Paul VI et le conclave inchange

Statu quo et service de l'avenir

bruxelles, — afin d'accroître le prestige, l'autorité et le champ d'action du pape.

Restait à savoir si cette proposition — logique — était opposée à la volonté de Paul VI ne l'a pas cru, et que maints de ses conseillers n'ont pas pensé ?

Le renforcement du pouvoir central n'est peut-être pas à notre époque où les Eglises locales assument de plus en plus de responsabilités et où les États ou les institutions vengent d'en haut apparaissent de plus en plus fragiles. Aller à l'encontre n'est pas toujours meilleure méthode en ces cas.

Ensuite, Rome demeure l'obstacle majeur au rapprochement européen, est-il raisonnable que le pape donne le plus de la discrétion, l'indépendance ? Au train que vont les choses, l'évêque de Rome est vraisemblablement appelé à remplir un ministère de coordination et à jouer un rôle d'arbitre plutôt que de directeur et à tout bout de champ l'Eglise universelle, voit bien le parti que les catholiques de ce monde pourront tirer de l'évolution résultant du poids lucubrale des mentalités.

Jadis, quand on pensait l'Eglise romaine, on pensait instinctivement au pape et évêques. Aujourd'hui, on pense surtout à la communauté chrétienne. Hier, c'était l'unité d'une pyramide qui prévalait aujourd'hui c'est plutôt celle d'un cercle concentrique.

Paul VI, l'homme qui n'a à bien Vatican II, vient de donner prise à cette vie. Celle-ci contribue dans un temps à renforcer le collège du synode et à alléger les tâches de la curie ; dans deuxième temps à donner plus grand espace aux initiatives de laïcs.

Bref, le plus important du document sur le conclave n'est pas ce que Paul VI a dit mais ce qu'il a refusé de dire.

HENRI FESQUET

assurez-vous sans vous déranger des intérêts
au taux actuariel annuel brut de

9,25 à 11,50%

en ouvrant un compte bancaire à échéance de 6 à 12 ans - à partir de 5000 F -

SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS
SOCIÉTÉ DE BANQUE ET D'INVESTISSEMENTS

Demandez une documentation, en accordant, sans engagement de votre part à SOBI code 587 H 28 bd d'Italie MONTE-CARLO (Principauté de Monaco)

VOTRE MAISON : L'ACHAT LE PLUS IMPORTANT DE VOTRE VIE

L'achat d'une maison n'est pas seulement un acte financierement important. Il engage votre avenir, celui de vos enfants, la qualité de votre vie future. La situation, l'environnement, la construction, les plans d'une maison digne de ce nom doivent être parfaits. Les maisons réalisées par Breguet Construction dans ces deux Domaines tiennent compte de ces exigences. Demain, ces maisons, si proches de Paris, seront aussi recherchées que les appartements du Bois de Boulogne.

DOMAINE DE MONTMELIAN
95 St. Witz
TÉL. 471.56.55
à 25 km de Paris
à 2 km de l'autoroute du Nord

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
77 Pontault-Combault
TÉL. : 406.53.56 et 64.63.
à 18 km
du Bd Périphérique.
A 12 mn à pied de la gare

visitez aussi, à LYON, le Domaine de Bois-Dieu
69380 Lissieu
TÉL. : (78) 47.60.12

Près de la prestigieuse forêt d'Ermenonville, le 1^{er} Domaine de grande classe situé au Nord de Paris et desservi par l'autoroute. Piscine chauffée, tennis, club-house, école, commerces. 4 modèles de maisons, de 136 à 224 m², 5 à 7 pièces, idéalement luxueuses, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Chauffage électrique intégré. Garage 1 et 2 voitures. Jardins 700 à 2000 m². CRÉDIT AGRICOLE.

Le Grand Calme à 18 km de Paris par la Porte de Bercy, l'autoroute A 4 et la N 4. A 12 minutes à pied de la gare (40 trains par jour pour Paris). Tout près d'un centre ville. Parc privé de 18 ha. Tennis, club-house, école. 5 modèles de maisons, de 93 à 155 m², 4 à 7 pièces, livrables entièrement terminées. Construction traditionnelle. Garage. Grands jardins. Crédits LA NÉNIN. Prix : 255.000 à 366.000 F.

VISITE DES MAISONS MODELES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
Téléphonez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet Construction

Spécial 150